INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 357 - JANVIER 2024

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 357

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Commerce extérieur et consommation en retrait
    - Prix en hausse pour tous les bovins finis
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Des prix record en Italie
- Femelles
  - Europe
    - Léger frémissement des cours
- Maigre
  - Naissances dynamiques à l'automne
- Veaux de boucherie
  - Le prix du veau gras presque équivalent à début 2023
- Veaux laitiers
  - Le veau laitier démarre l'année à prix modéré

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Baisse de la collecte chez les principaux exportateurs
  - Éclaircie en décembre après un automne perturbé par le climat
- Consommation
  - Fabrications contenues et débouchés mieux orientés
- Marché des produits laitiers
  - L'Afrique du Nord anime le marché de la poudre maigre

Viande ovine
- France
  - Commerce ralenti début 2024
- UE et monde
  - Baisse des exportations espagnoles et irlandaises en 2023

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - L'approvisionnement des laiteries toujours réduit face à un frémissement des fabrications

Prévisions viande bovine 2024 : La production baisse encore, mais moins vite qu'en 2023

Cours des gros bovins finis en hausse

Dernière révision le 23 janvier 2024

En France, les cours des gros bovins finis démarrent l'année 2024 sur une hausse, quelles que soient leur catégorie et leur conformation, dans un contexte de forte baisse de l'offre de vaches à abattre et de JB laitiers.

Chez nos voisins européens, les prix des réformes semblent stabilisés alors que la demande est plus importante ce début d'année pour la viande de vache. Les cours des jeunes bovins ont atteint des records en Italie tandis qu'une reprise s'amorce en Pologne.

Les prix des broutards sont stables malgré la faiblesse de l'offre. Côté veaux de boucherie, les prix débutent l'année en léger retrait par rapport à 2023.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Commerce extérieur et consommation en retrait

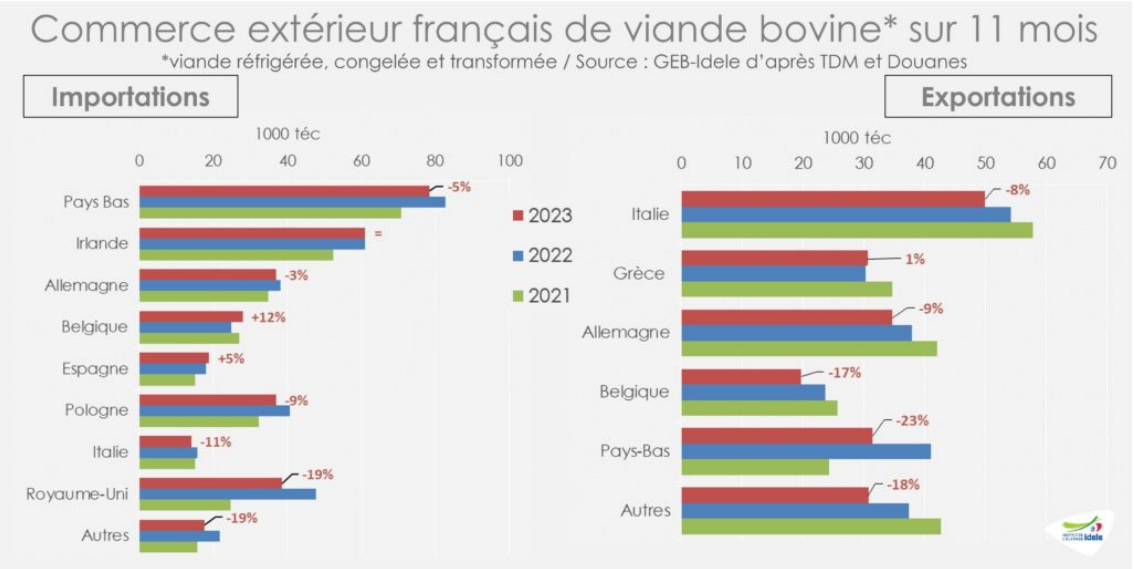
Dernière révision le 23 janvier 2024

En cumul sur les 11 premiers mois de 2023, les échanges français de viande bovine étaient en retrait sur un an. C'était également le cas de la consommation calculée par bilan. Malgré une amorce de détente, l'inflation est restée forte en 2023, pesant notamment sur les achats au détail.

Des échanges de viande bovine toujours en recul

Les échanges français de viande bovine ont marqué le pas sur les **11 premiers mois de 2023**. Les **exportations françaises de viande bovine** ont fortement baissé, à 197 000 téc (-12% /2022 et -13% /2021). Seuls les envois vers la Grèce ont résisté, mais par rapport au bas niveau de 2022, à 30 600 téc (+1% /2022, mais -13% /2021). Les flux sont en retrait partout ailleurs et notamment vers l'Italie (-8% /2022 à 49 900 téc) et vers l'Allemagne (-9% à 34 700 téc).

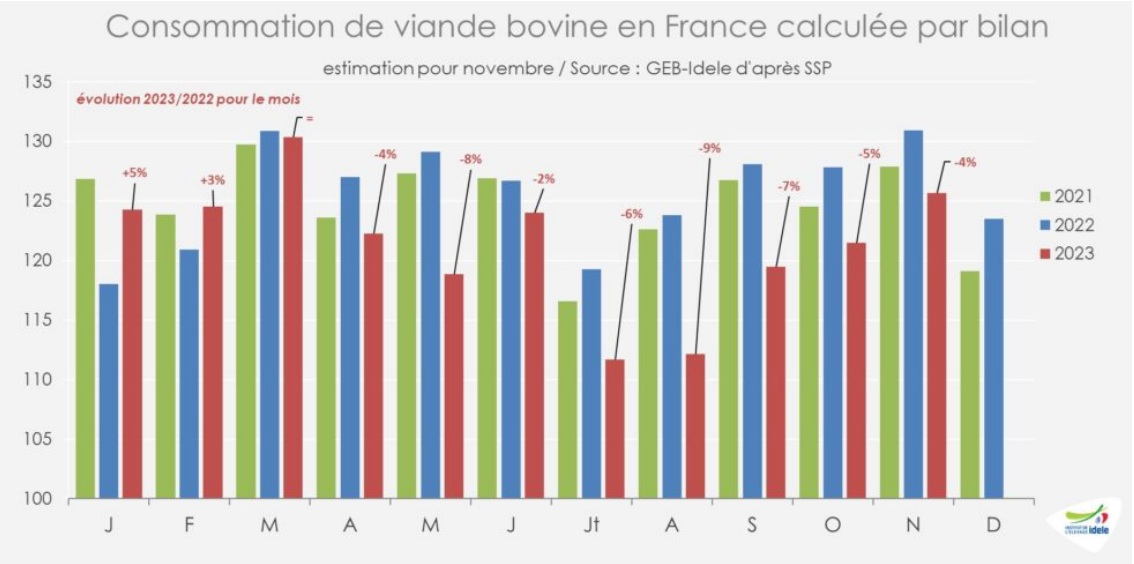
Les **importations** se sont repliées après une année 2022 dynamique. Elles ont atteint 333 000 téc sur 11 mois (-6% /2022, mais +15% /2021). La Belgique (+12% /2022 à 27 900 téc) et l'Espagne (+5% à 18 800 téc) ont vu leurs envois progresser. Les importations de viande irlandaise ont résisté (stables à 61 000 téc). Les autres origines étaient en repli.



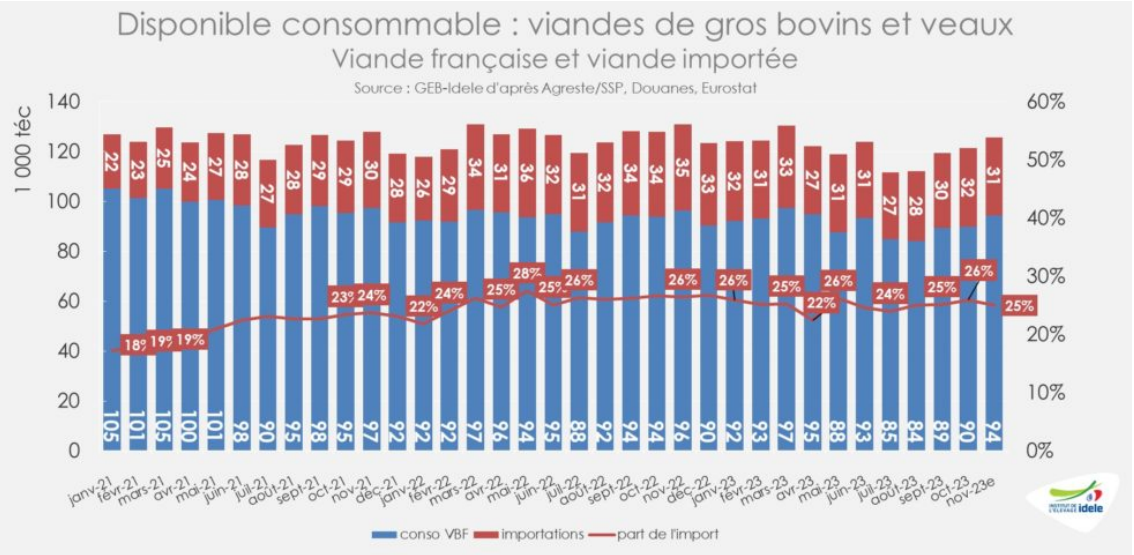
Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas (cf. infra).

La consommation apparente a flanché par rapport à 2022

Avec des abattages moindres et un commerce extérieur en retrait, la consommation calculée par bilan a reculé en novembre 2023 pour le 8ème mois consécutif. En cumul **sur les onze premiers mois de 2023**, elle atteindrait d'après nos estimations 1,21 million de téc en cumul, en retrait par rapport aux années précédentes, à respectivement-3,5% /2022 et- 3,0% /2021.

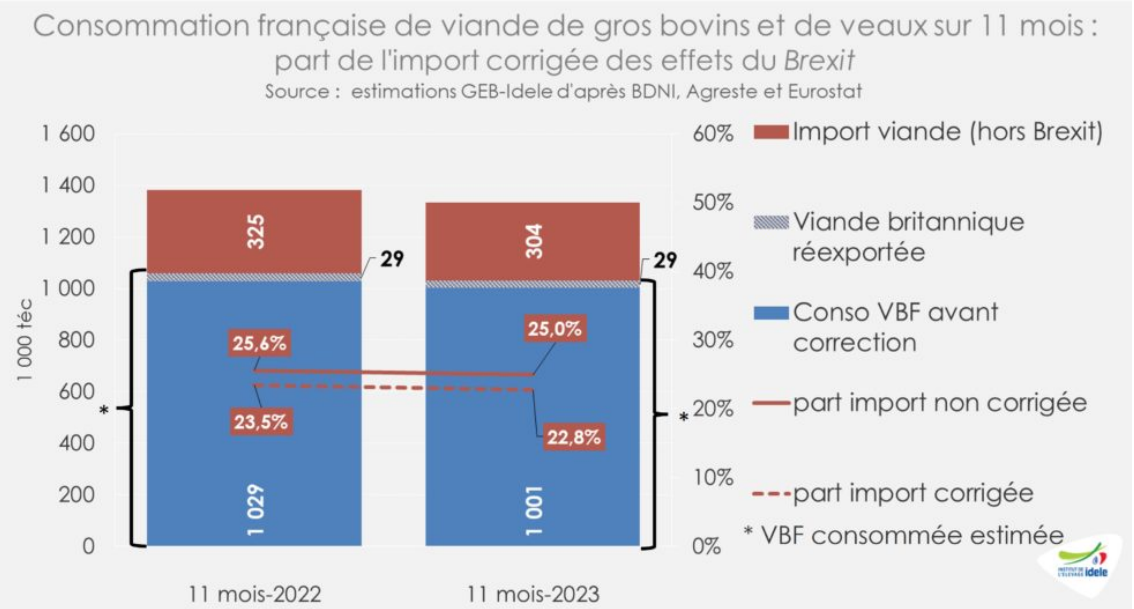


Sans correction des effets du *Brexit* et sur **la même période**, le part des imports dans le disponible consommable en France était en léger retrait (25,0% en 2023 contre 25,6% en 2022).



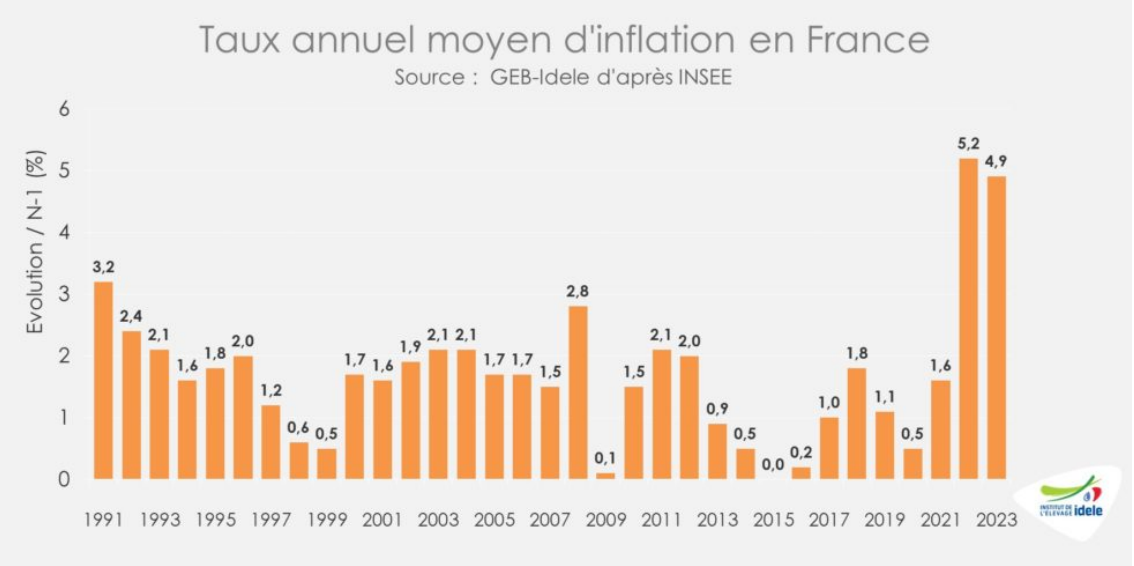
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être surinterprétée.

Néanmoins, avec le *Brexit* et le retour de procédures douanières entre l'UE et le Royaume-Uni dès 2021, les échanges français de viande bovine sont affectés par le dédouanement de viandes britanniques en France et ensuite réexpédiées vers les Pays-Bas. Ces flux « parasites » augmentent artificiellement les flux français. Après correction, sur les **onze premiers mois de 2023**, le niveau d'import dans la consommation calculée par bilan serait inférieur : 22,8% en 2023 et 23,5% en 2022.

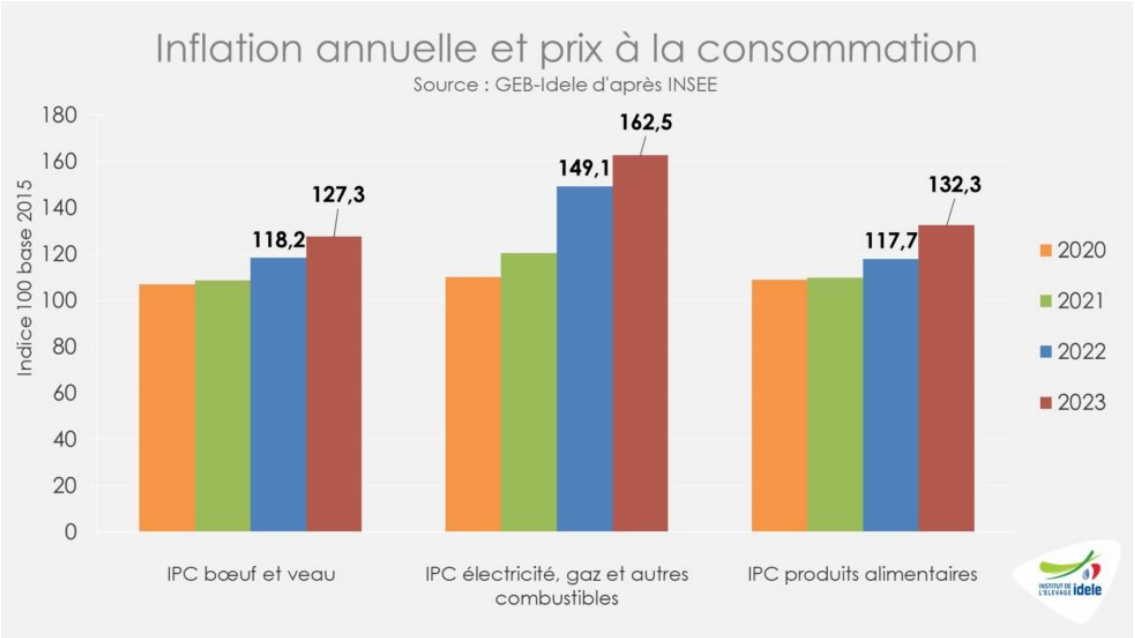


L'inflation est restée soutenue en 2023

En **moyenne sur l'année 2023**, l'inflation en France est restée élevée malgré un début de ralentissement. D'après l'**INSEE**, le taux annuel moyen d'inflation sur un an en France était de 4,9% en 2023 contre 5,2% en 2022.

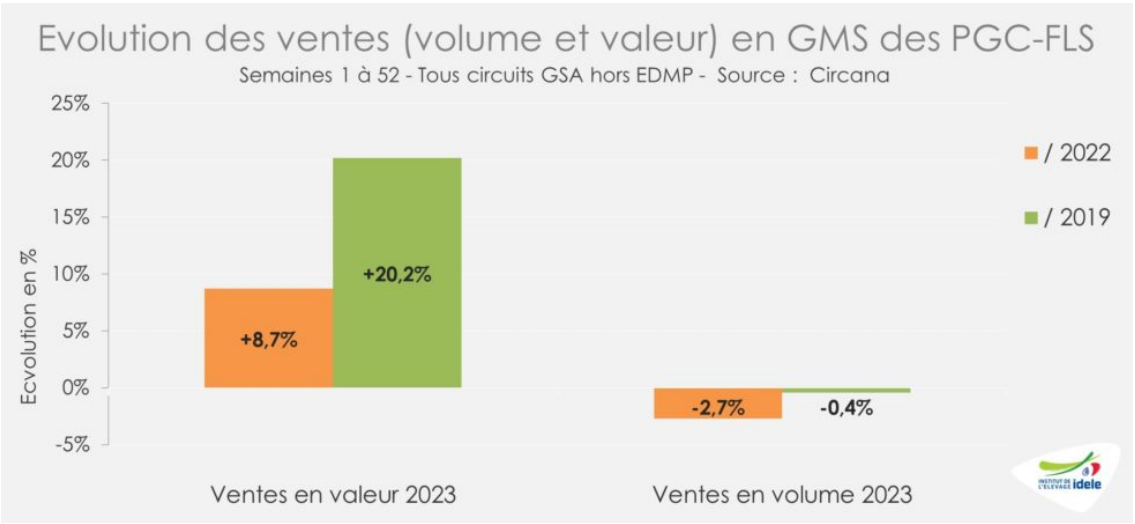


En **moyenne sur l'année 2023**, les prix à la consommation sont restés particulièrement élevés pour l'énergie (+9,0% /2022) et l'alimentation (+12,6%). La hausse pour la viande bovine et de veau était légèrement moindre (+7,8%).

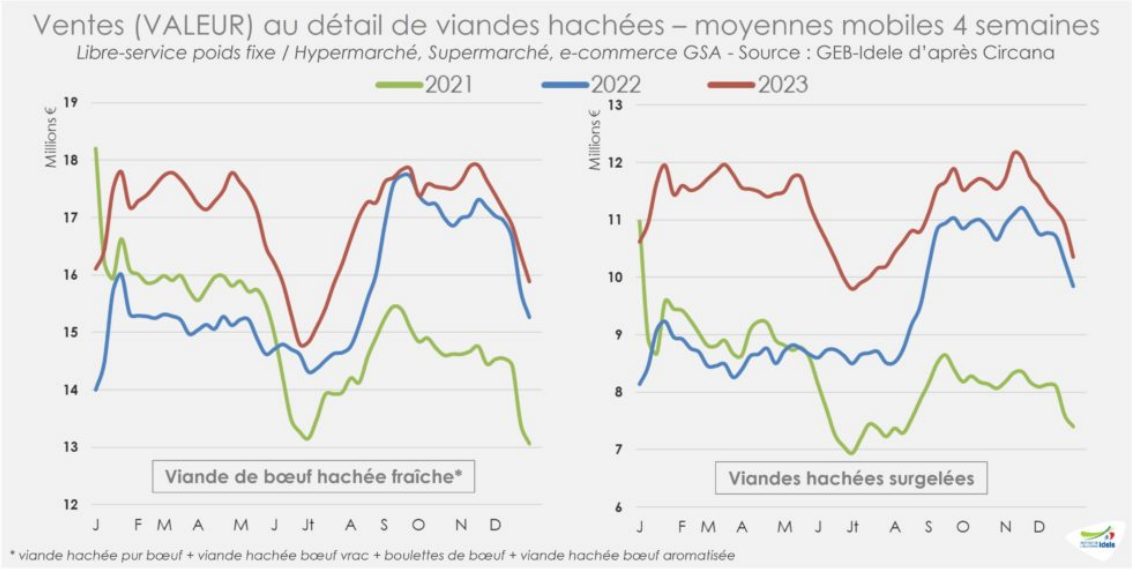


L'inflation a pesé sur les achats au détail en volume

D'après *Circana*, la hausse des prix a participé tout au long de 2023 à la hausse en valeur des ventes au détail des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS). Elle a également pesé sur les ventes en volume. Par rapport à l'année dernière et à l'avant pandémie, les ventes de PGC en cumul sur l'année 2023 étaient en hausse en valeur (+9% /2022 et +20% /2019) mais plus limitées volume (-3% /2022 et = /2019).

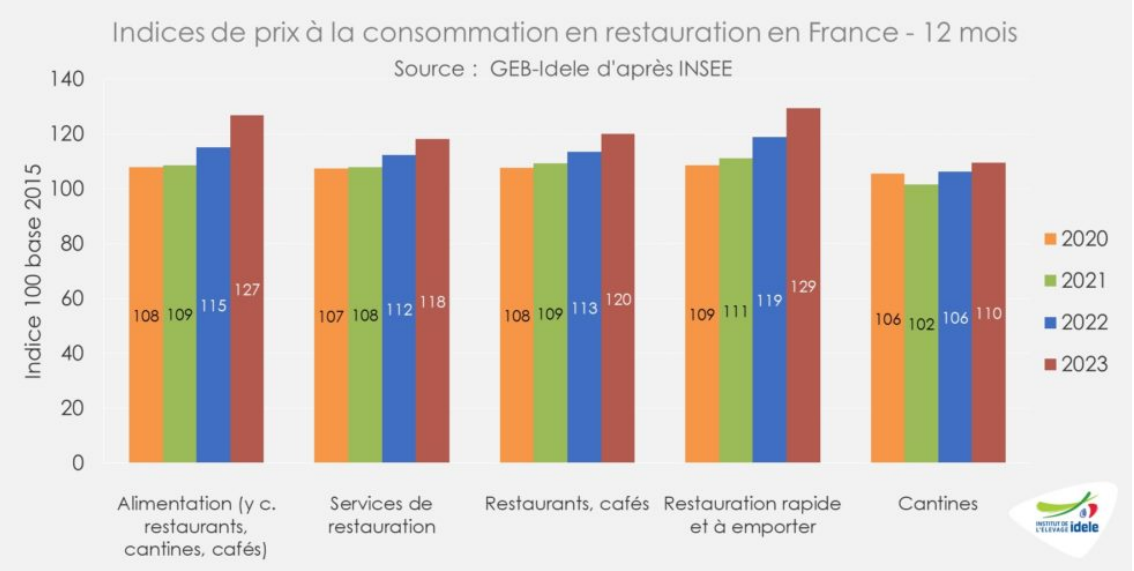


L'inflation a également participé à la progression des ventes au détail de viande bovine hachée. D'après *Circana*, en cumul sur l'année 2023, la hausse relative des ventes était un peu plus forte pour la viande hachée surgelée (+5% /2022 et +40% /2021) que pour le bœuf haché frais (+4% /2022 et +22% /2021).



L'inflation a également concerné la restauration hors domicile

D'après l'**INSEE**, en cumul sur les **l'année 2023**, l'inflation a été également marquée dans le secteur de la restauration (+5% /2022) et en particulier pour la restauration rapide et à emporter (+9%).



Depuis le début de l'année, cette progression des prix restait inférieure à la hausse du chiffre d'affaires du secteur, reflétant le dynamisme de la restauration.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

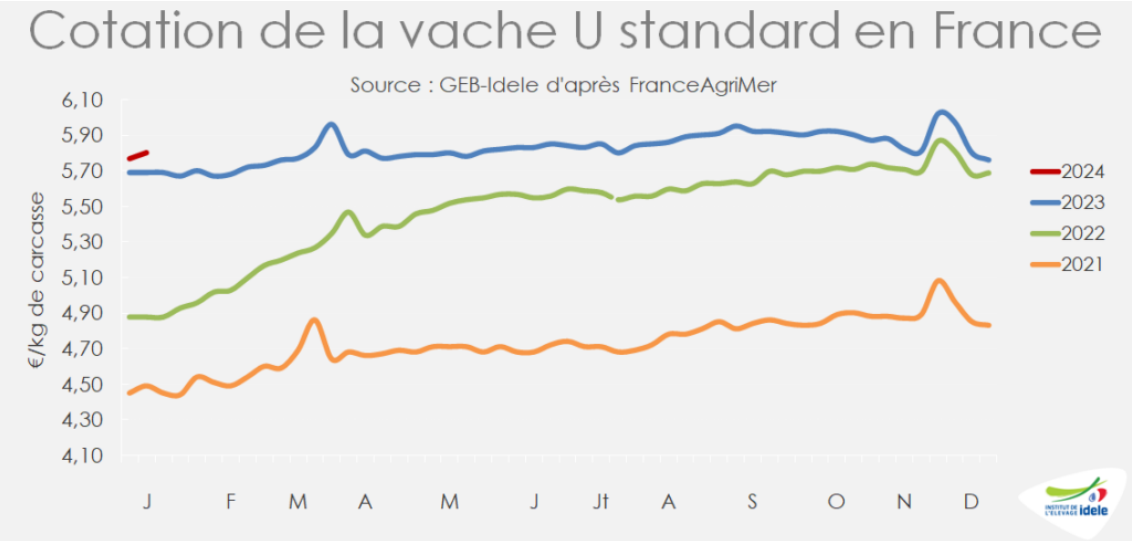
Prix en hausse pour tous les bovins finis

Dernière révision le 23 janvier 2024

Les cours des gros bovins finis débutent l'année 2024 sur une hausse, quelles que soient leur catégorie et leur conformation.

Les cotations des vaches de type viande à haut niveau

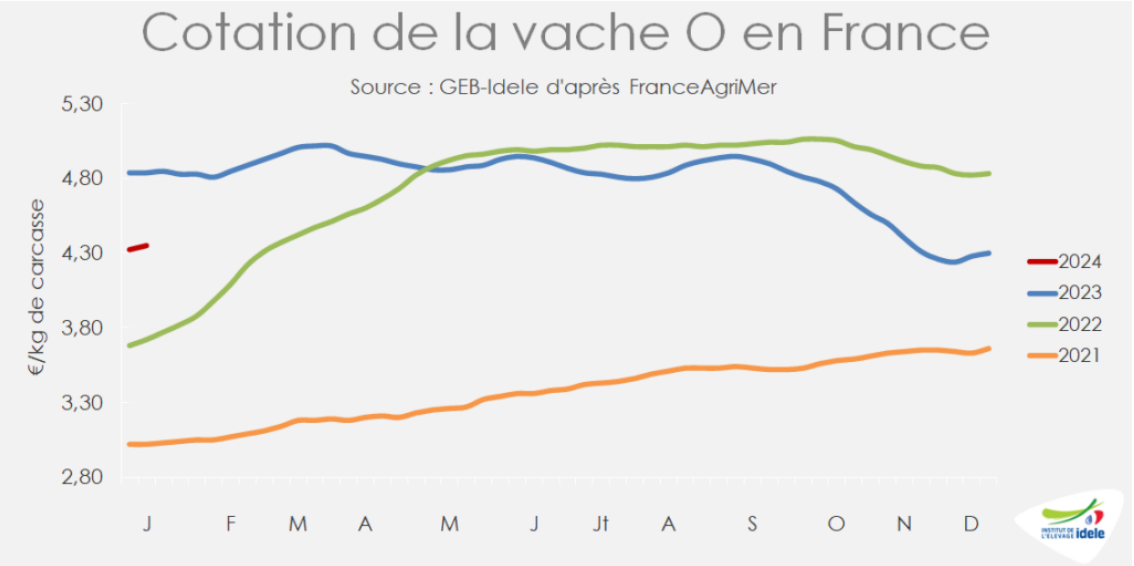
Sur les cinq dernières semaines connues (s50_2023 à s2_2024), les **abattages de vaches de type viande** ont affiché une baisse annuelle de **-9%** d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Cette forte baisse de l'offre à abattre permet de **soutenir les cours des vaches** les mieux conformées. La **vache U** standard a démarré l'année à 5,77 €/kg de carcasse et a encore gagné 3 centimes en semaine 2, à 5,80 €/kg (+2% /2023 et +19% /2022).



La cotation de la **vache R** a elle aussi gagné 3 centimes pour remonter à 5,40 €/kg de carcasse en semaine 2 (= /2023 et +23% /2022).

Les cotations des laitières regagnent quelques centimes

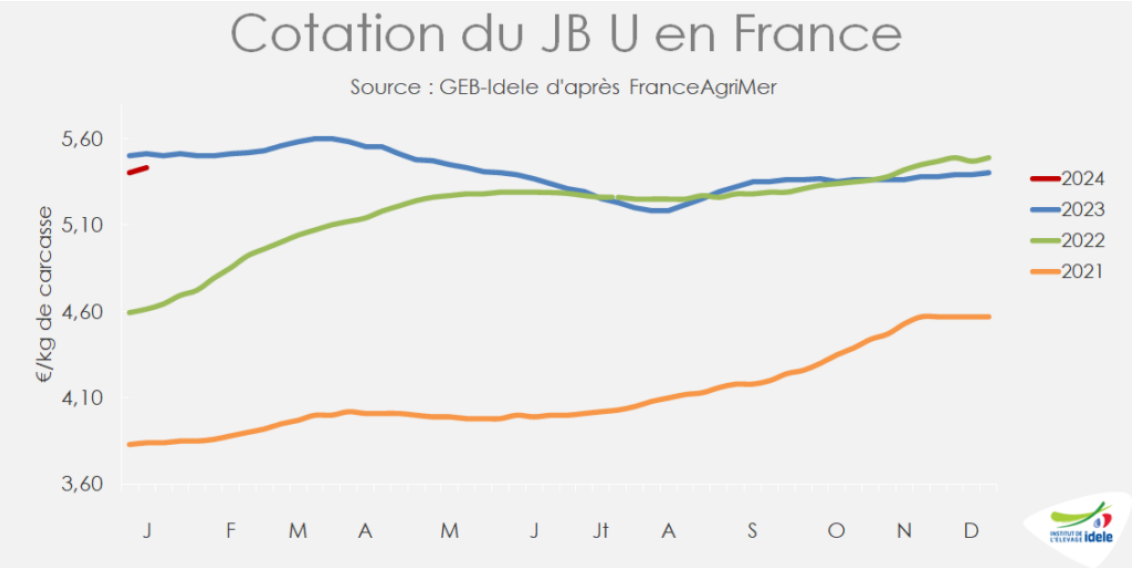
Les **cotations des vaches O et P** qui s'étaient nettement repliées à l'automne ont regagné respectivement **+11 et +12 centimes depuis la mi-décembre**, en lien avec une **très forte baisse des réformes laitières** (-12% sur les 5 dernières semaines connues) et un marché européen qui donne des signes de redressement.



La **vache O** cotait 4,35 €/kg de carcasse en semaine 2 (-10% /2023, mais toujours +17% /2022) et la **vache P** 3,99 €/kg (-14% /2023 mais toujours +13% /2022).

Hausse des cours des jeunes bovins

Les **jeunes bovins** ont eux aussi vu leurs cotations gagner 3 centimes sur les deux premières semaines de l'année, en ligne avec un marché européen relativement dynamique et des prix record en Italie.

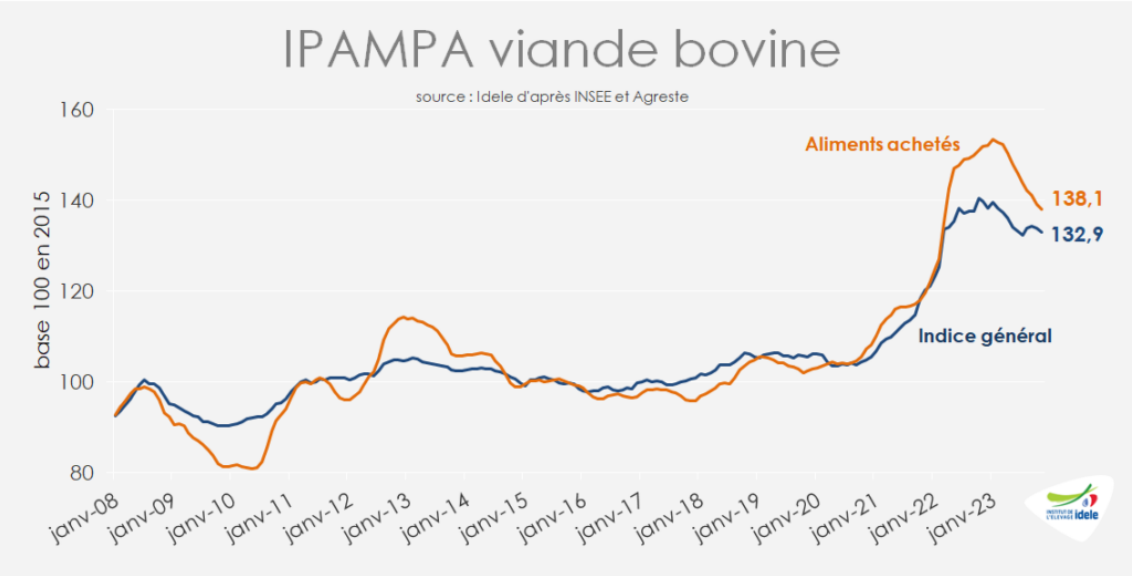


La cotation du **JB U**, à 5,38 €/kg en semaine 2, se rapprochait de son niveau de 2023 (-2% /2023 et +18% /2022). Idem pour le **JB R** à 5,28 €/kg (-2% /2023, mais toujours +19% /2022). Dans le sillage des vaches laitières et dopée par une offre toujours réduite en JB de type lait, la cotation du **JB O** a regagné 9 centimes en un mois pour remonter à 4,78 €/kg (-5% /2023, mais toujours +28% /2022).

Sur les cinq semaines s50_2023 à s2_2024, les abattages de JB de type viande étaient en hausse annuelle de +2% et ceux de type lait en baisse de -9%.

Les charges restaient élevées en novembre

En novembre 2023, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 132,9 points (-5% /2022, mais toujours +11% /2021). L'indice des prix des aliments achetés était à -9% /2022 et +15% /2021 et celui des énergies et lubrifiants s'était replié après le pic de septembre à 171 (-5,5% /2022 et +24% /2021).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

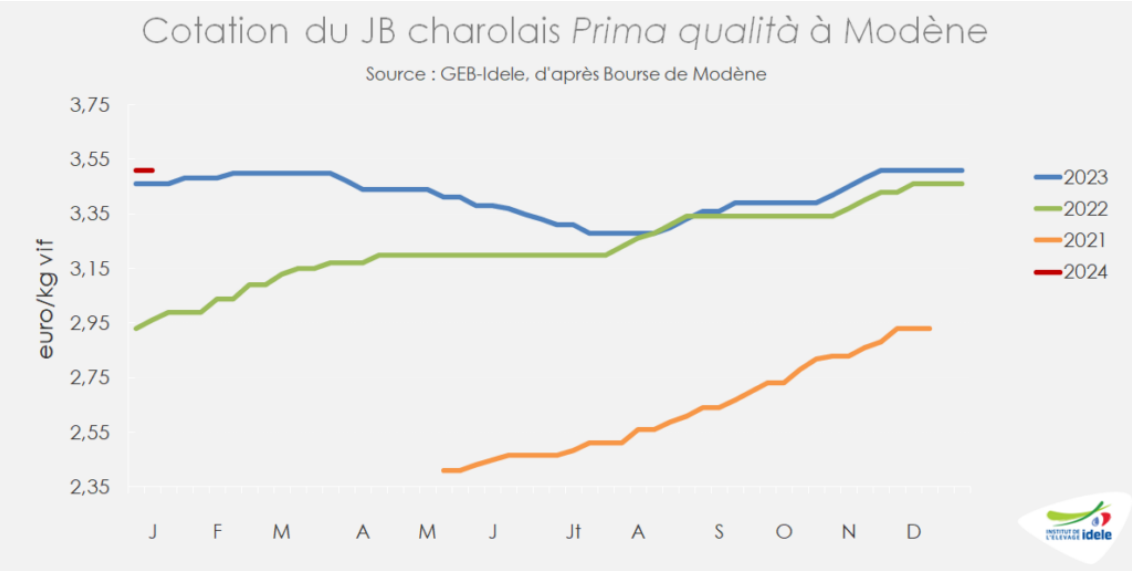
Des prix record en Italie

Dernière révision le 23 janvier 2024

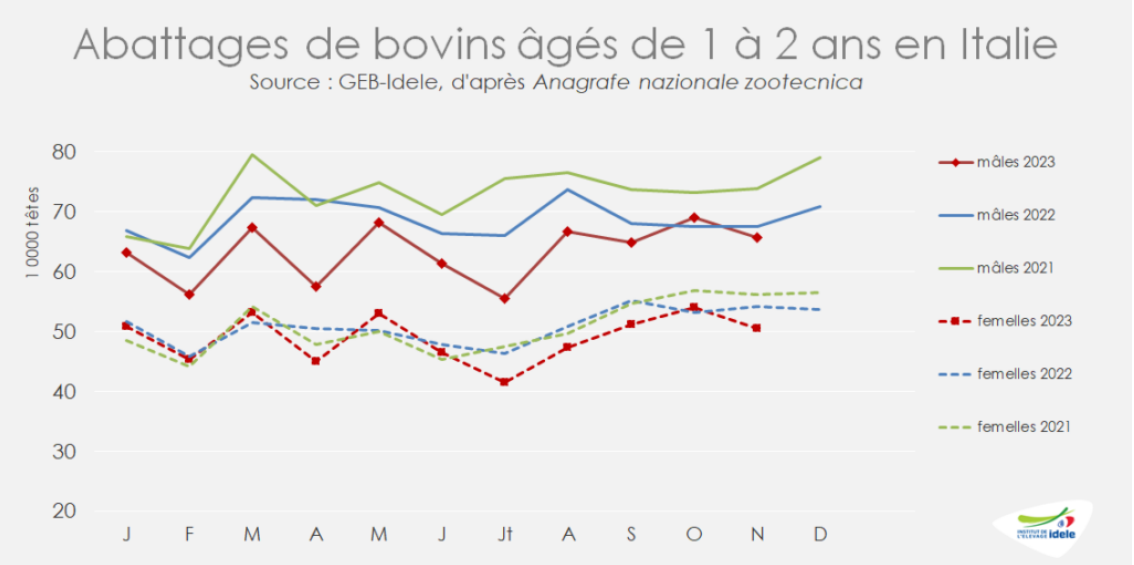
Alors que les prix restent sur des niveaux très élevés en Italie sous l'effet d'une offre durablement baissière, le marché allemand, très affecté par la récession en 2023, pourrait se redynamiser quelque peu en 2024.

ITALIE : les cours démarrent l'année sur des niveaux record

En **Italie**, la faiblesse de l'offre, dans un contexte où la consommation semble plutôt se maintenir, permet aux cotations des jeunes bovins mâles et femelles de démarrer l'année 2024 sur des niveaux jamais atteints par le passé. Le mâle limousin cotait 3,77 €/kg vif en semaine 2 (+2% /2023 et +20% /2022), le mâle charolais *Extra* cotait 3,62 €/kg vif (+1% /2023 et +18% /2022) et le mâle charolais *Prima Qualità* 3,51 €/kg (+1% /2023 et +19% /2022).



Les sorties de jeunes bovins sont très limitées, conséquence de la baisse des disponibilités exportables en broutards français en 2023. En novembre, les abattages de bovins mâles âgés de 12 à 24 mois ont totalisé 65 700 têtes (-3% /2022 et -11% /2021), et ceux de femelles 50 500 têtes (-7% /2022 et -10% /2021). Ceci porte à 1,234 million le nombre de jeunes bovins mâles et femelles abattus sur les 11 premiers mois de l'année (-6% /2022 et -9% /2021).



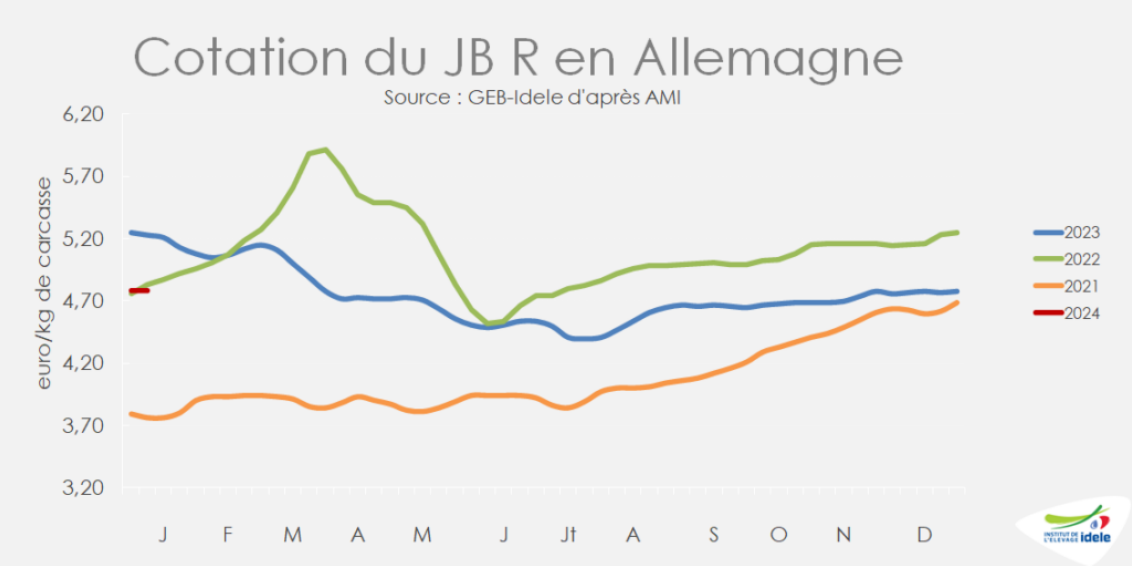
La consommation italienne de viande bovine s'est plutôt bien tenue en 2023. Sur les 10 premiers mois de l'année, le panel ISMEA-NielsenIQ enregistre une hausse de +0,7% des volumes achetés par les ménages, après une baisse de -4% en 2022. D'après nos estimations, la consommation italienne calculée par bilan sur l'ensemble de l'année 2023 serait quasi stable (-0,2% /2022), avec un plus grand recours aux viande importées (+6% /2022) pour compenser une baisse de production de plus de 6%. La part des importations de viande dans la consommation italienne de viande bovine grimperait alors à 44%.

ALLEMAGNE : vers un marché moins morose en 2024 ?

En **Allemagne**, la demande a été affectée en 2023 par la récession économique – le PIB s'est réduit de 0,3% d'après Destatis – ainsi que par la baisse de pouvoir d'achat provoquée par l'inflation. **La consommation totale de viande bovine calculée par bilan aurait ainsi enregistré une forte baisse en 2023** (-5% /2022 d'après nos estimations). Ceci a pesé sur les prix des jeunes bovins allemands et a fortement réduit les besoins à l'import.

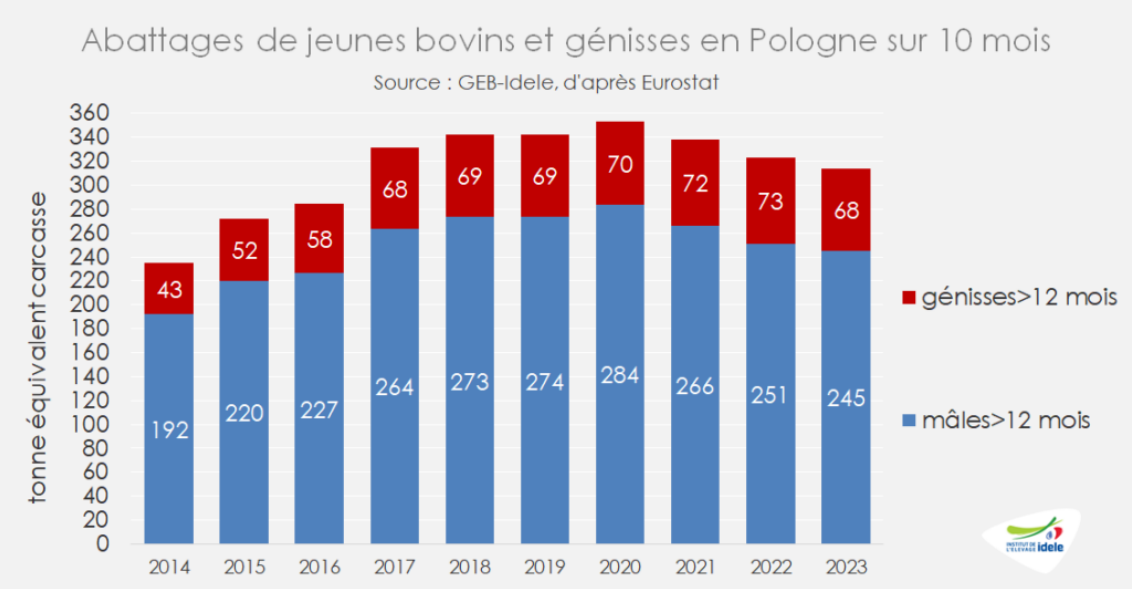
L'année 2024 pourrait être toute autre. L'inflation a amorcé une baisse et l'économie du pays pourrait renouer avec la croissance d'après les dernières prévisions du gouvernent (+1,3% /2023). Par ailleurs, le nombre de jeunes bovins produits en 2024 serait en baisse. L'enquête cheptel de novembre 2023 dénombrait en effet 836 000 mâles âgés de 1 à 2 ans (-1,6% /2022) et 389 000 mâles de 8 à 12 mois (-5,5%), ce qui pourrait redynamiser la demande en viandes importées.

Les cotations des jeunes bovins allemands démarrent l'année sous leurs niveaux de 2023, à 4,87 €/kg pour le JB U (-8% /2023 et -1% 2022), à 4,78 €/kg pour le JB R (-9% /2023 et -1% 2022) et 4,48 €/kg pour le JB O (-10% /2023 et -1% 2022).

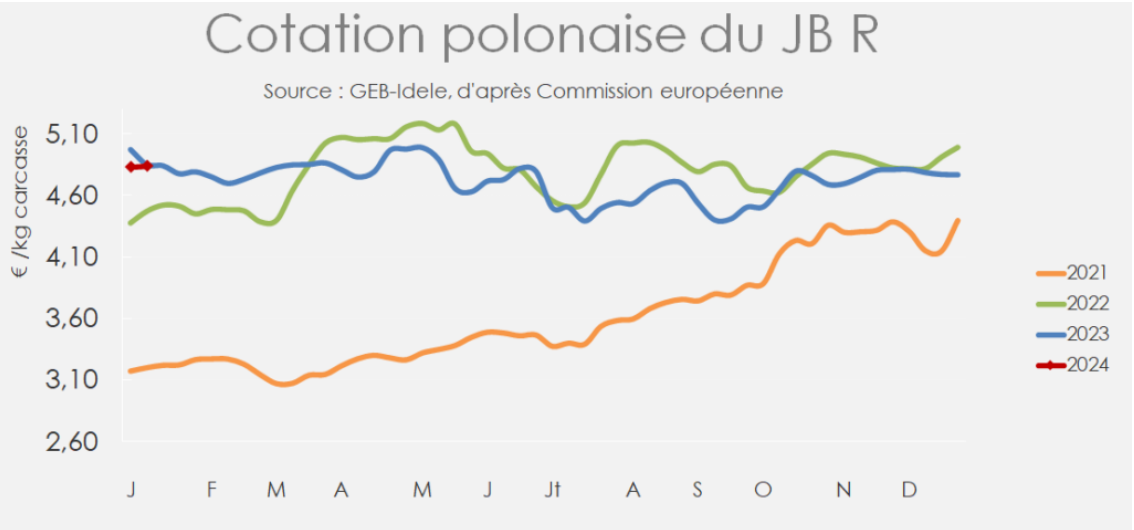


POLOGNE : baisse durable de la production

La production de viande bovine recule en Pologne, faute de veaux à engraisser. Sur les dix premiers mois de 2023 elle a totalisé 432 000 téc (-4% /2022 et -7% /2021), dont 245 000 téc de mâles non castrés (-2% /2022 et -8% /2021), 66 000 téc de génisses (-6% /2022 et 2021) et 117 000 téc de vaches (-8% /2021 et -6% /2021).



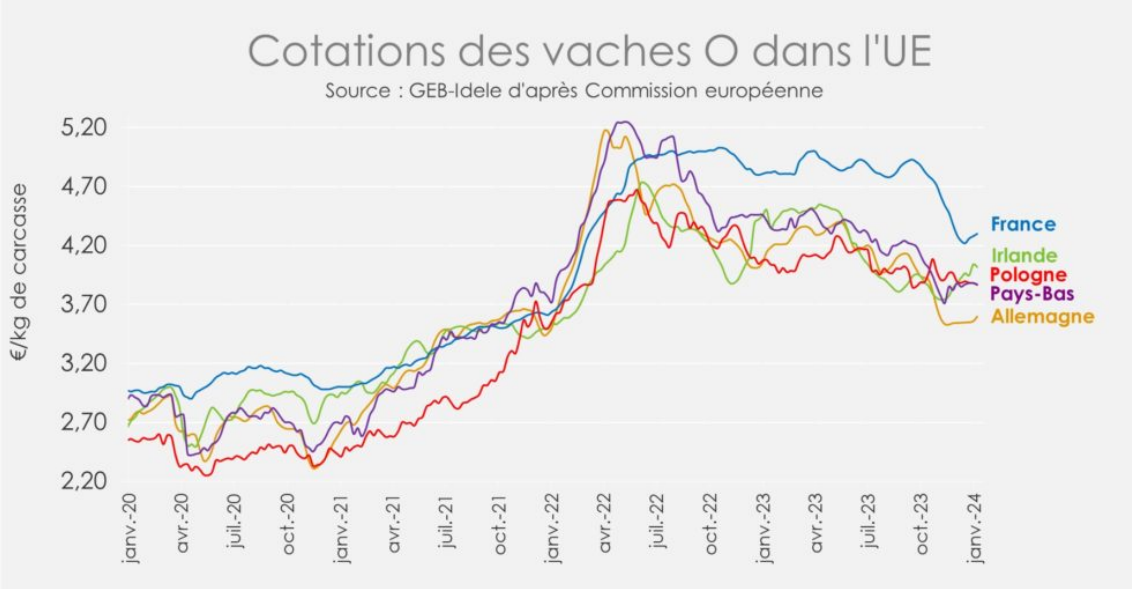
Les cotations des jeunes bovins polonais démarrent l'année à des niveaux relativement hauts : 4,84 €/kg de carcasse pour le JB R (=/2023 et +9% /2022) et 4,63 €/kg pour le JB O (-1% /2023 ; +7% /2022).



Léger frémissement des cours

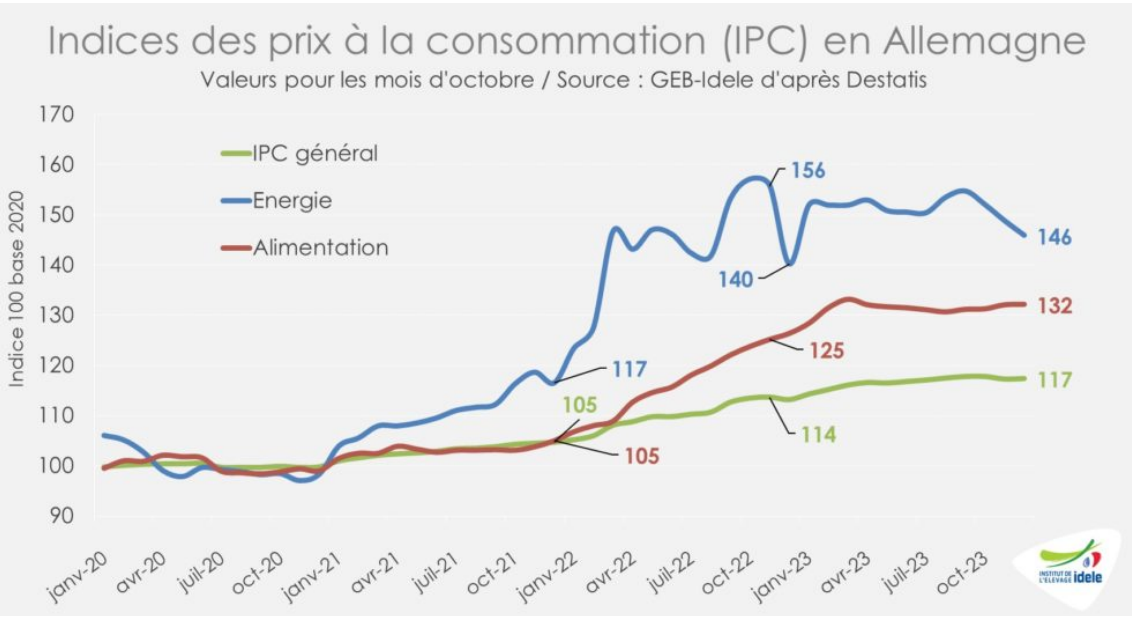
Dernière révision le 22 janvier 2024

Après la baisse saisonnière des cours fin 2023, les prix des réformes se sont stabilisés. Avec une demande plus importante en début d'année pour la viande de vache, certains États membres de l'UE ont vu leurs cours repartir à la hausse. C'est notamment le cas en Irlande.

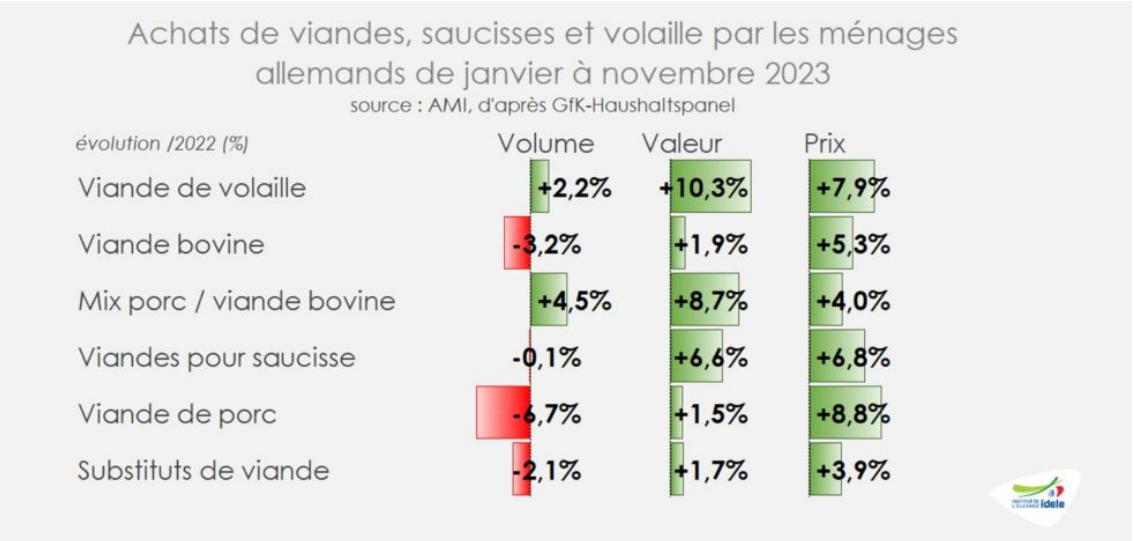


ALLEMAGNE : consommation plus limitée malgré un ralentissement tout relatif de l'inflation

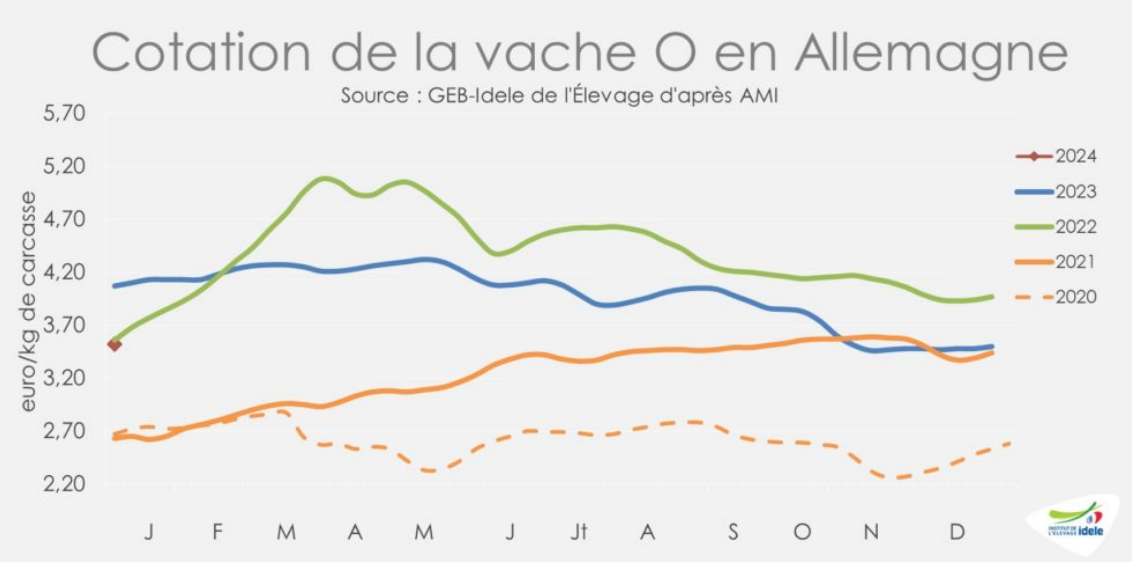
En **Allemagne**, après quelques mois de baisse, **les prix des produits alimentaires sur un an** sont repartis à la hausse fin 2023. Selon l'Office fédéral de la statistique (Destatis), l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est en effet établi à +3,7% en décembre 2023 contre +3,2% en novembre 2023. L'alimentation restaient un des principaux moteurs de l'inflation.



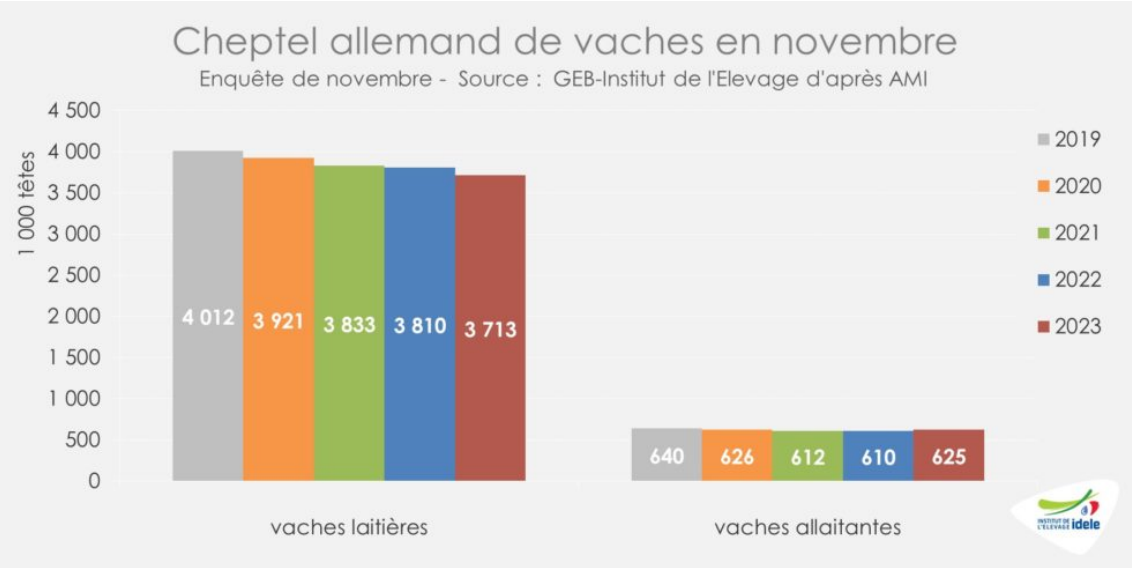
Les prix plus élevés au détail comme en restauration pèsent sur la consommation des ménages. Au détail, en cumul sur les onze premiers mois de 2023, la consommation de viandes en Allemagne a subi une descente en gamme face à la hausse des prix. Si l'ampleur de la **baisse des achats par les ménages de viandes, saucisses et volaille** a été limitée (-0,9% /2022), le type de consommation a évolué. D'après AMI, les consommateurs se sont reportés vers la volaille (+2% /2022 en volume) ou les viandes hachées mélangées (+5%), moins chères, au détriment de la viande bovine (-3%) ou de la viande de porc (-7%).



Moins consommée en fin d'année au moment des fêtes au profit de la viande de JB, la viande de réforme, moins chère, connaît généralement un regain d'intérêt en début d'année. Pour le moment, après s'être stabilisée en fin d'année, la **cotation** de la vache O a repris quelques centimes. Entre les semaines 49 de 2023 et 1 de 2024, elle s'est appréciée de +5 centimes à 3,52 €/kgéc, mais elle restait inférieure aux cours des deux années précédentes (-14% /2023 et -1% /2022).

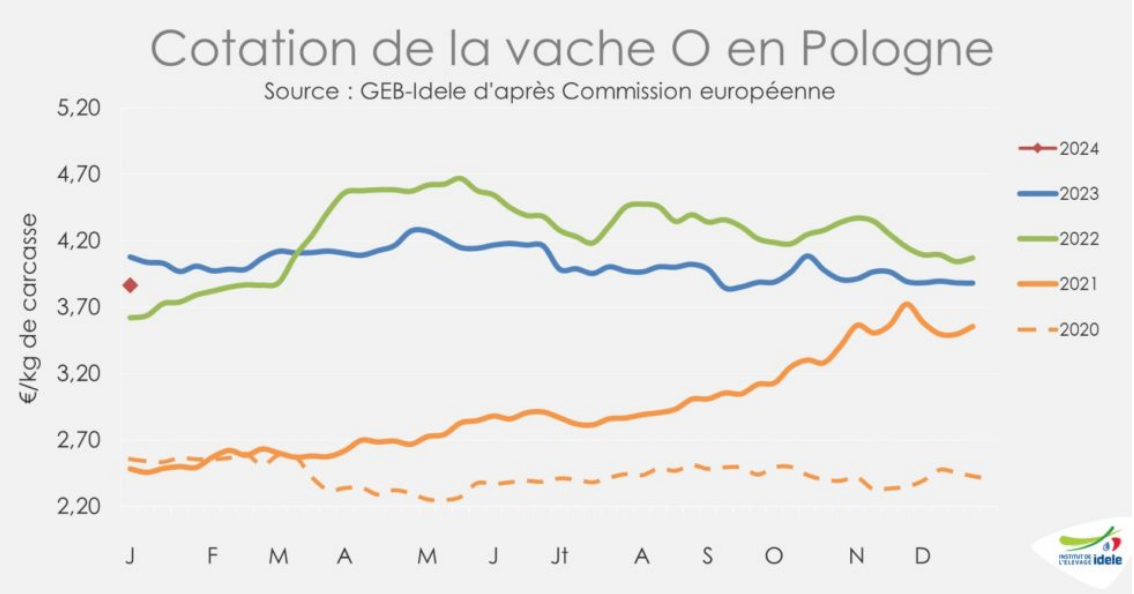


D'après AMI, on pourrait assister à un rebond des cours en ce début d'année. La viande de vache, moins chère, est actuellement demandée par les abatteurs alors que l'offre plutôt limitée continue de se restreindre. D'après la dernière enquête cheptel de novembre 2023, il n'y avait plus que 10,8 millions de bovins en Allemagne (-160 800 têtes ou -1,5% /2022). Les effectifs de vaches étaient globalement en retrait (-1,9% /2022 à 4,34 millions de têtes), mais la dynamique était différente avec une hausse des effectifs de vaches allaitantes (+2,5% à 630 000 têtes), loin de compenser la diminution du nombre de vaches laitières (-2,5% à 3,71 millions de têtes).



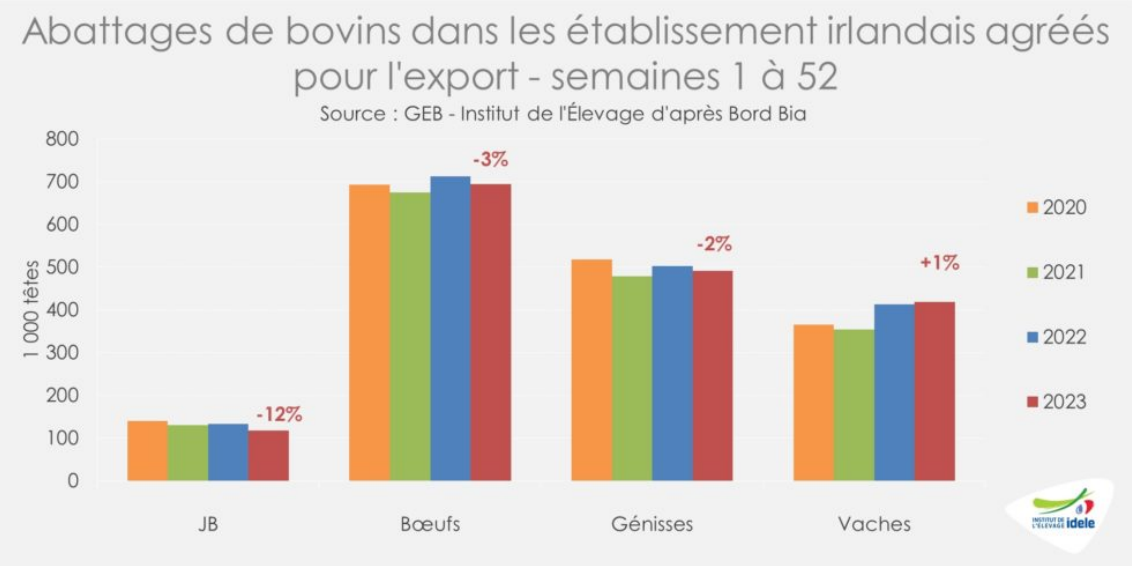
POLOGNE : cours toujours stables

En **Pologne**, l'évolution des **cotations** des réformes a été affectée courant 2023 par une demande européenne plutôt limitée alors que l'inflation restait soutenue. Mais depuis plusieurs semaines, le cours de la vache O est resté relativement sable. En semaine 1, il atteignait 3,87 €/kg de carcasse (-6% /2023, mais +7% /2022), stable sur un mois. Le cours des réformes polonaises était supérieur au cours allemand (+7%), mais plus faible que le cours irlandais (-4%).

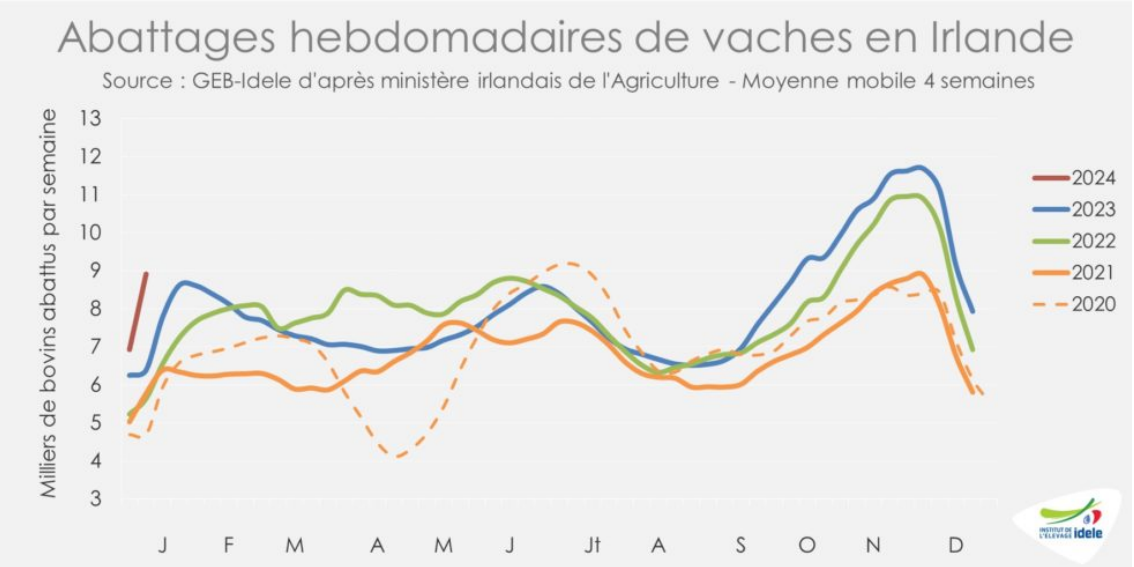


IRLANDE : la demande plus dynamique en réformes soutient les cours

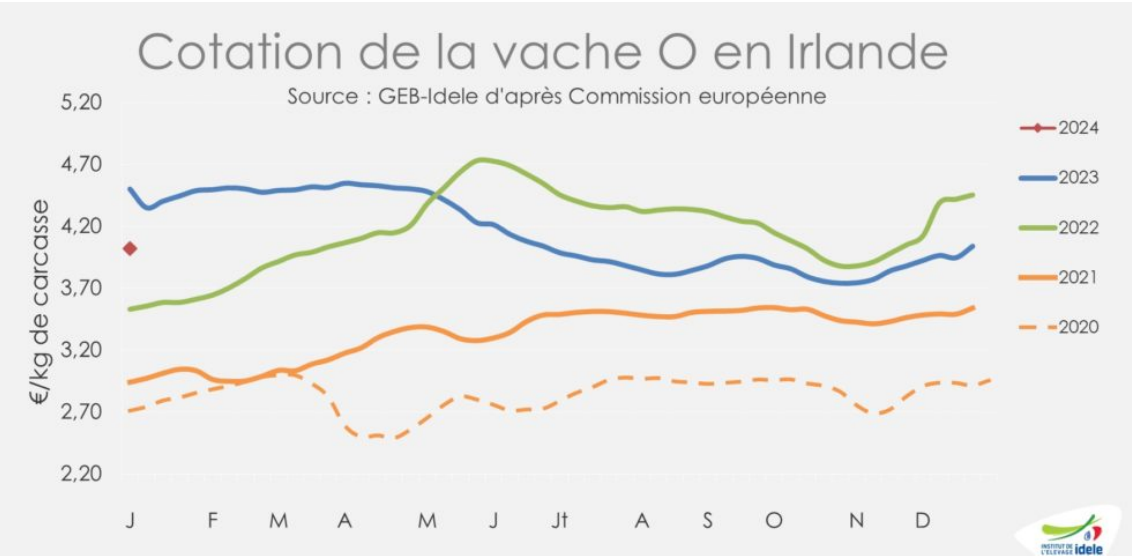
En **Irlande**, les abattages ont été plutôt limités au cours de l'année 2023. Dans les abattoirs irlandais agréés pour l'export, seuls les abattages de réformes avaient légèrement progressé (+1% /2022). Toutes les autres catégories étaient en baisse.



Depuis début de 2024, les abattages de réformes restaient plutôt soutenus après un rebond saisonnier plutôt marqué fin 2023. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les **abattages** de vaches sur les semaines 1 à 2 étaient en hausse de +17% /2023 et +37% /2022.



La demande des abattoirs en réformes est désormais plus soutenue afin de fournir la restauration et la transformation en Europe continentale. Les **cours** des vaches progressent ainsi depuis plusieurs semaines. En semaine 1, la cotation de la vache O atteignait 4,02 €/kg de carcasse (-11% /2023, mais +14% /2022), soit une hausse de 10 centimes en un mois. Dans le même temps, poursuivant la tendance de fin 2023, la cotation du bœuf R poursuivait sa hausse marquée (+22 centimes sur la même période), à 5,05 €/kg (-5% /2022, +17% /2021).



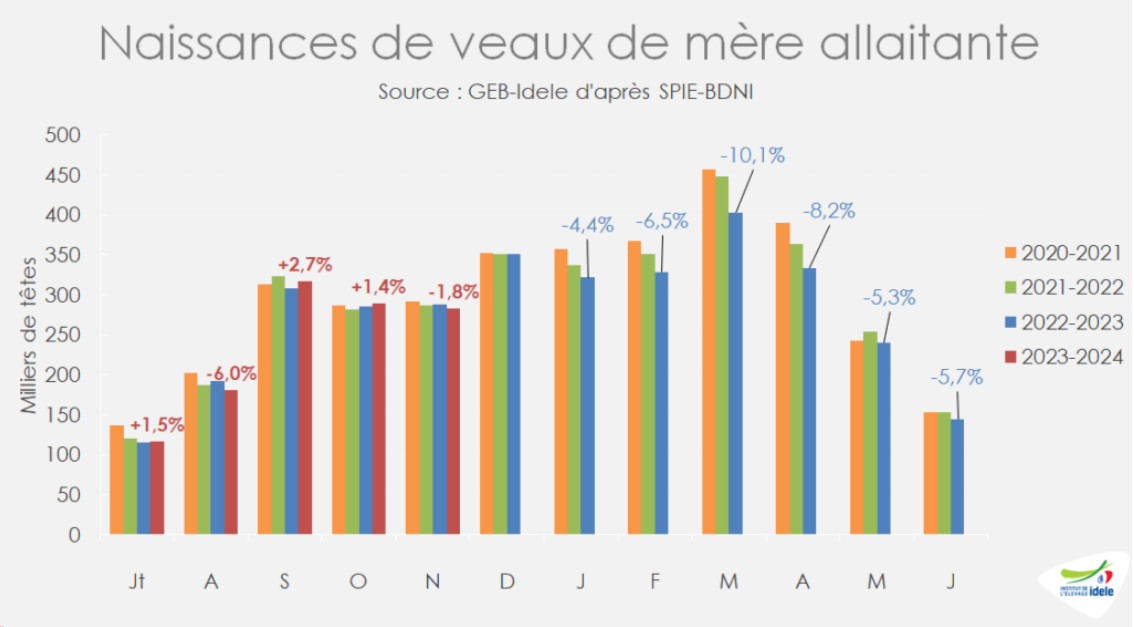
Naissances dynamiques à l'automne

Dernière révision le 22 janvier 2024

Les naissances de veaux allaitants ont été dynamiques à l'automne 2023, ne compensant que partiellement le déficit du printemps. Les disponibilités en broutards restent faibles du fait de la décapitalisation et du creux de naissances au printemps. Début 2024, les prix sont restés stables dans la lignée des cotations de fin 2023.

Le report des naissances vers l'automne se confirme

Comme les années précédentes, les **naissances de veaux de mère allaitante** ont été plus dynamiques à l'automne, compensant en partie le déficit du printemps. Ainsi, sur les trois derniers mois disponibles (**septembre – novembre**), 889 000 veaux sont nés de mère allaitante, en progression de +7 000 têtes ou +0,8% /2022. À l'inverse, sur les trois mois du pic habituel de naissances (**février – avril**), les naissances étaient en baisse de -97 000 têtes (ou -8,4%) /2022, à 1 065 000 têtes.

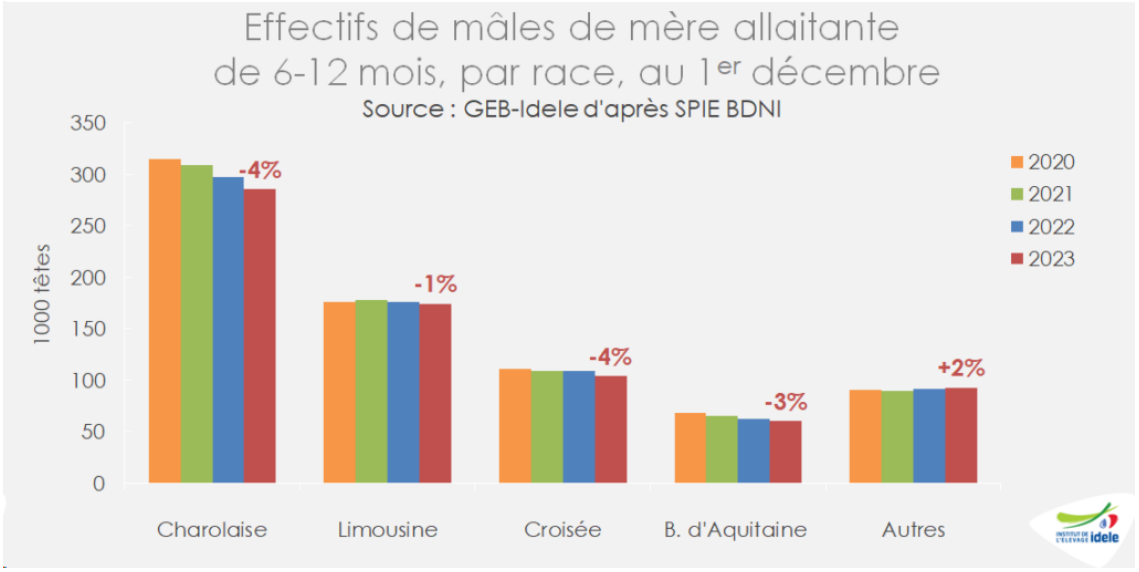


En **cumul sur onze mois**, 2 958 000 veaux sont nés de mère allaitante, soit une baisse de -137 000 naissances (-4,4% /2022).

Au 1er décembre 2023, la **décapitalisation allaitante** poursuivait son ralentissement avec 3 470 000 vaches présentes dans les exploitations françaises, soit une baisse de -2,1% (ou -74 000 têtes) sur un an contre -3% encore en juin 2023.

Baisse des disponibilités en broutards

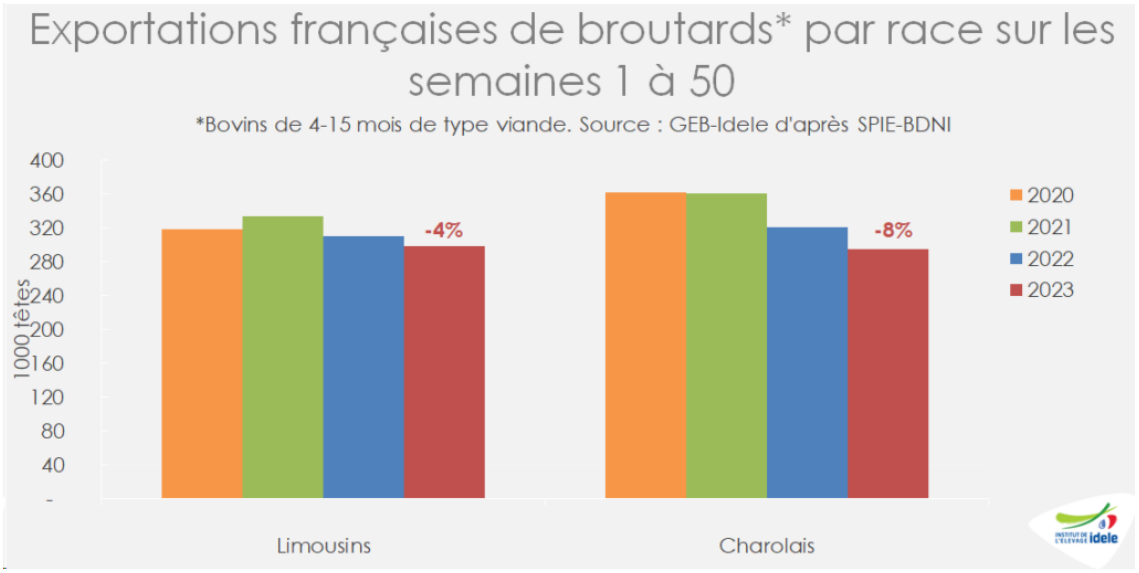
Conséquence à la fois de la décapitalisation et de la baisse des naissances de printemps, le disponible en broutards est en baisse cet hiver. Ainsi, seuls **718 000 mâles allaitants âgés de six à douze mois** étaient présents dans les fermes françaises au 1er décembre, en recul de -2% ou -18 000 têtes /2022. Le recul touche tout particulièrement les **Charolais**, plus impactés par la décapitalisation : avec 285 000 têtes, leur nombre était en baisse de -12 000 têtes ou -4%.



À l'inverse, les naissances dynamiques de l'automne ont limité le recul des **effectifs de broutards de moins de six mois** présents dans les fermes. On dénombrait ainsi 628 000 de ces animaux au 1er décembre, en recul de -1% (ou -7 000 têtes) /2022.

Recul des exportations sur un an

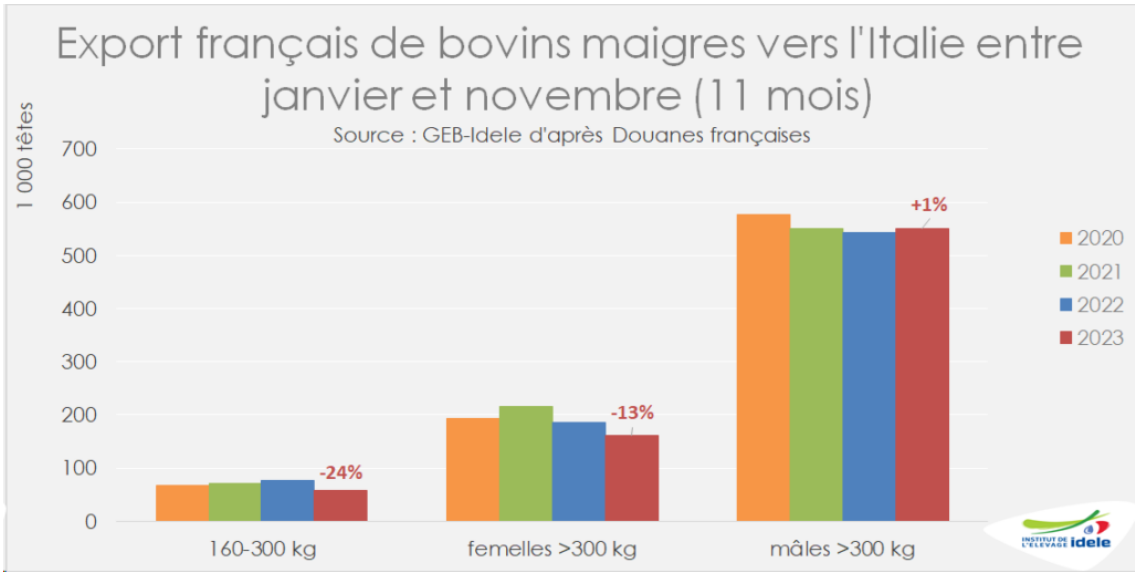
D'après les données **SPIE-BDNI**, les **exportations de broutards** (bovins de type viande âgés de 4 à 15 mois) étaient en nette baisse en novembre (semaines 44-48), à 110 000 têtes (-8% ou -9 000 têtes /2022). En **cumul sur 50 semaines**, 971 000 broutards ont été exportés, soit une baisse de -7% /2022 (-72 000 têtes). Le recul touchant les deux sexes, la **part de femelles** dans les animaux exportés reste stable à 34%.



La relocalisation d'une partie de l'engraissement en France, à l'œuvre depuis deux ans, concerne essentiellement les Charolais, déjà plus marqués par la décapitalisation que les autres races. En conséquence, les **envois de broutards charolais** ont davantage reculé sur cinquante semaines, de -8% à 295 000 têtes (-26 000 /2022), que les **Limousins**, de -4%, soit -12 000 têtes, à 298 000 animaux.

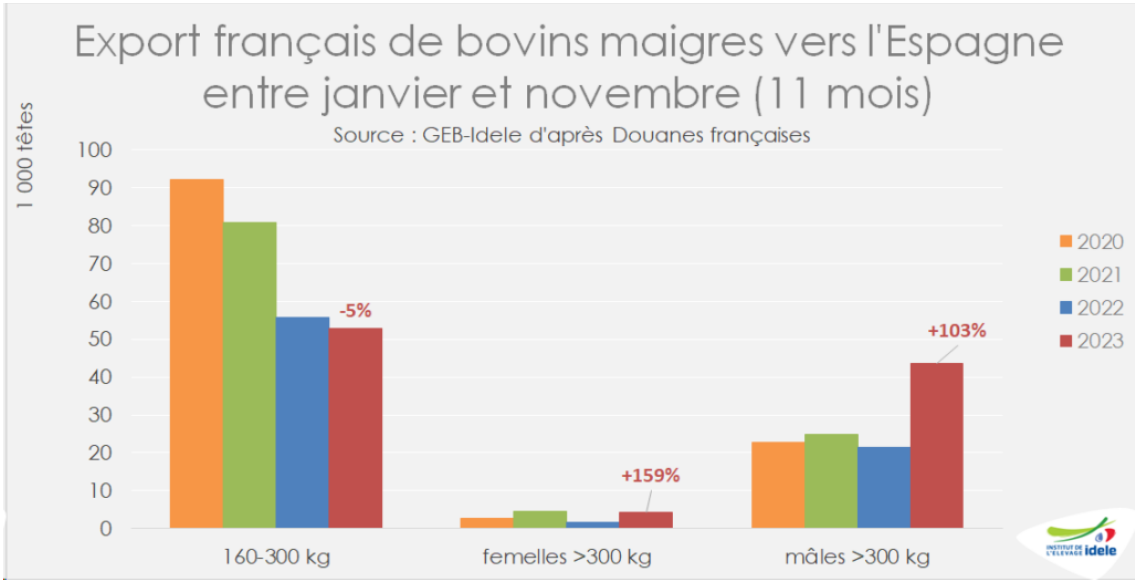
Exports dynamiques vers l'Italie en novembre

En novembre d'après les données **Douanes**, les exports de **broutards mâles de plus de 300 kg** étaient en hausse **vers l'Italie** à 60 000 têtes (+5 000 têtes ou +9% /2022). Au total, et malgré une baisse sur les **envois de femelles** (-8% à 6 000 têtes), les exportations vers l'Italie ont progressé de +3% en novembre, à 83 000 têtes. En **cumul sur onze mois**, 768 000 broutards ont été expédiés en Italie, soit un recul de -5% /2022.



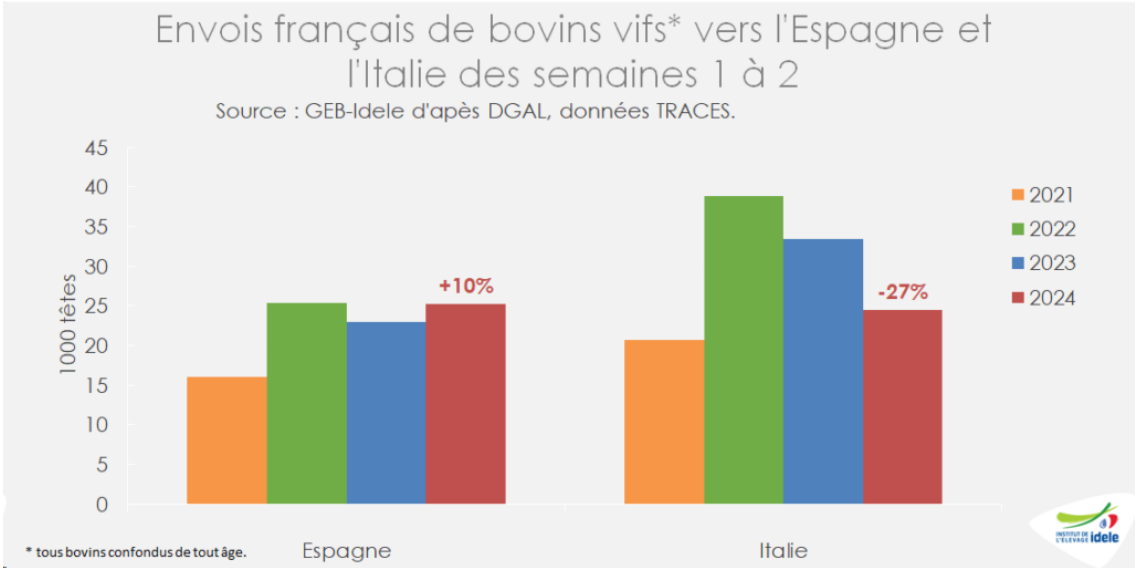
L'Espagne toujours aux achats de broutards lourds

Les **envois de broutards lourds vers l'Espagne** ont continué leur progression en novembre d'après les données **Douanes**, avec 6 000 têtes (×2,5 /2022). Sur les **onze premiers mois** de 2023, les exportations de broutards mâles de plus de 300 kg ont ainsi doublé, atteignant 44 000 têtes. Au total cependant, les exportations vers l'Espagne sont marquées par la baisse des **envois de broutards légers** (160-300 kg), qui restent nettement inférieurs aux années précédentes sur onze mois (53 000 têtes, -5% /2022 et -35% /2021) malgré un rebond à 7 000 têtes en novembre (+22% /2022). Ainsi, en **cumul toutes catégories**, 100 000 animaux sont partis vers l'Espagne, soit une progression nette de +27% (ou +22 000 têtes) sur un an, mais toujours bien en-deçà du niveau historique (-9% /2021, -15% /2020).



Lent démarrage des envois en janvier

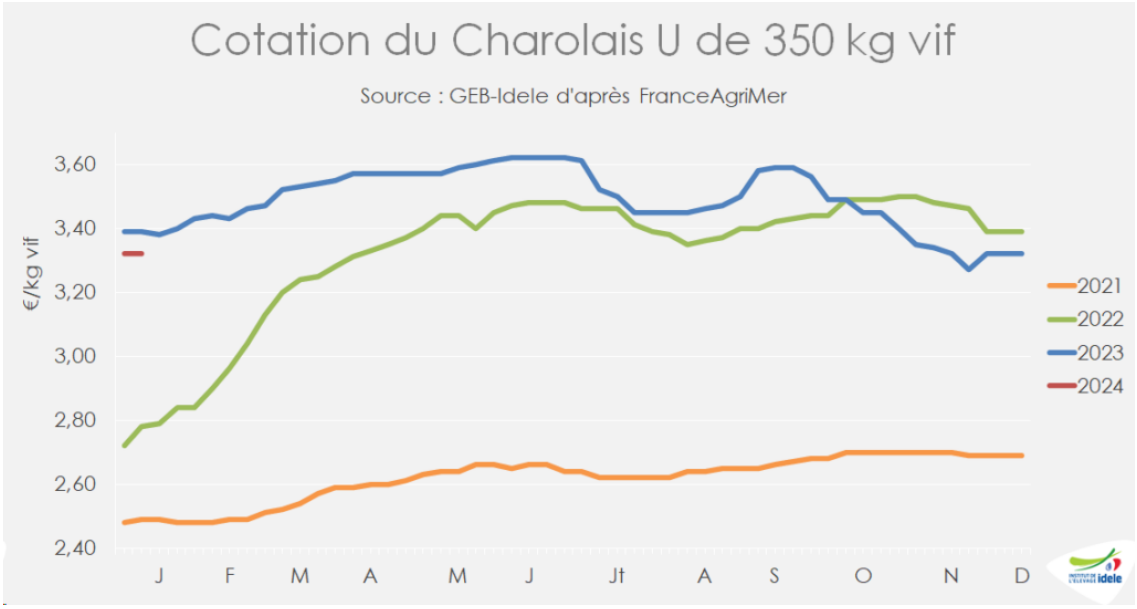
D'après les données **TRACES-DGAL** (données issues des certificats sanitaires, exportations tous bovins confondus vers les pays de l'UE), sur les **deux premières semaines** de 2024, les envois de bovins **vers l'Italie** étaient en baisse de -27% (ou -9 000 têtes) /2023, avec 24 000 animaux expédiés. Attention cependant, en 2024, le 1er janvier (férié) était un lundi, alors qu'il tombait un dimanche en 2023, ce qui a réduit le nombre de jours d'activité en semaine 1 en 2024.



Vers l'Espagne, ces envois sont restés dynamiques avec 25 000 têtes sur deux semaines, en hausse de +10% /2023 (attention, ces données incluent les broutards, les veaux laitiers et toutes les autres catégories de bovins envoyés).

Prix : première quinzaine 2024 dans le prolongement de 2023

Début 2024, les prix sont globalement restés stables et aux mêmes niveaux que sur les dernières semaines de 2023 malgré la faiblesse de l'offre. Le **Charolais U de 450 kg** cotait ainsi 3,26 €/kg vif (-8 cts /2023 ou -2%). La cotation du **Charolais U de 350 kg** s'établissait à 3,32 €/kg, stable sur quatre semaines et proche du cours de l'année dernière (-7 cts ou -2% /2023).



Le **Limousin E de 350 kg** cotait 3,80 €/kg vif, un prix inchangé depuis octobre 2023 et en hausse de +15 cts (ou +4%) sur un an. Le broutard **croisé R de 300 kg** cotait 3,10 €/kg, en très légère hausse (+1 ct) sur quatre semaines et proche également de son niveau de janvier 2023 (+2cts ou +1%).

Côté femelle, la **Limousine E de 270 kg** cotait 3,40 €/kg, un prix stable également depuis fin 2023, mais en hausse sur un an (+10 cts ou +3% /2023). De même, la **Charolaise U de 400 kg** était quasi stable en semaine 2 à 3,23 €/kg (+1 ct sur quatre semaines), également en hausse (+7cts ou +2%) sur un an.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

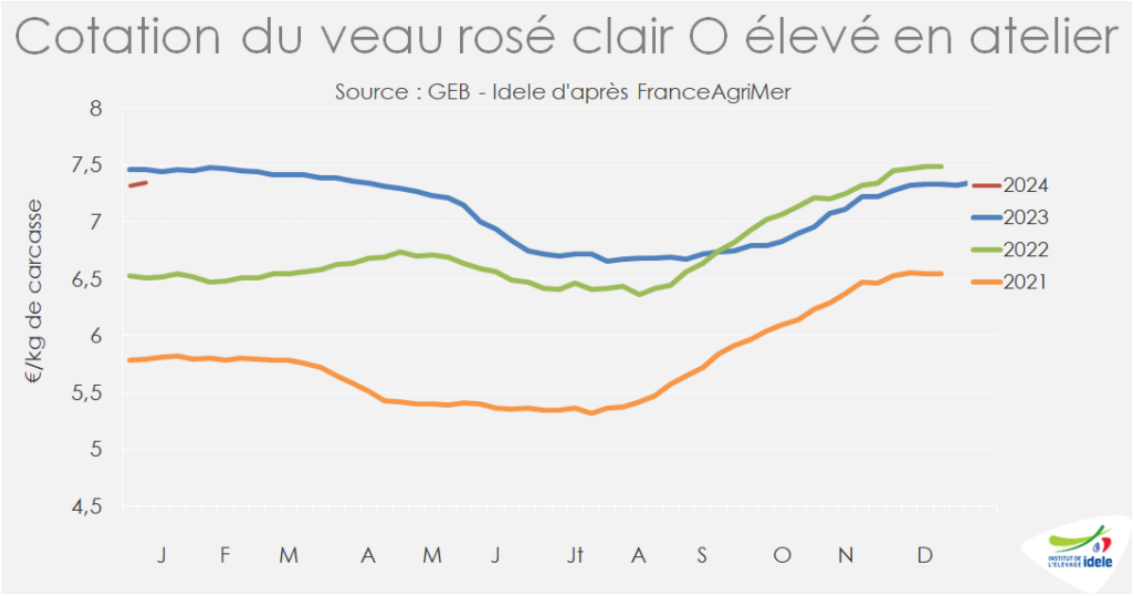
Le prix du veau gras presque équivalent à début 2023

Dernière révision le 22 janvier 2024

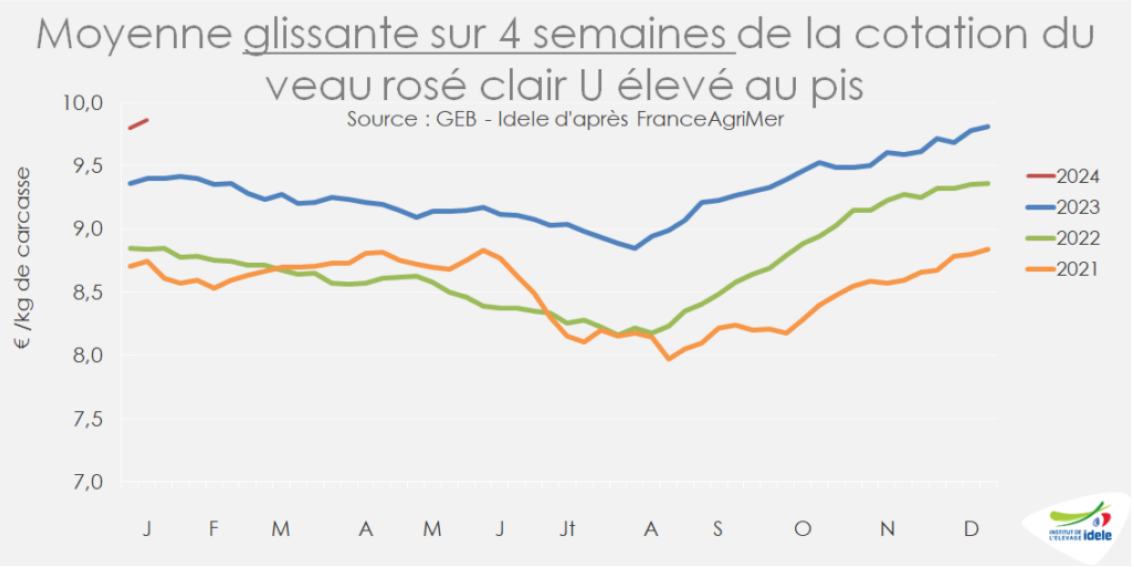
Le prix des veaux de boucherie conventionnels débute l'année à bon niveau, même s'il est très légèrement sous celui de 2023 à pareille époque, du fait d'une consommation un peu dynamique, après deux années d'inflation. Les coûts alimentaires et du pétrole continuent de reculer. Les abattages de décembre ont été en net recul. Aux Pays-Bas, la production annuelle se serait contractée de 2% en 2023, mais le marché est resté fluide, avec un poids carcasse moyen en recul.

Cotation en hausse depuis les dernières semaines de 2023

Après l'arrivée des températures automnales mi-octobre, le cours des veaux de boucherie français a enfin profité de la hausse saisonnière de la consommation de viande de veau pour progresser un peu. En semaine 2 de 2024, **le veau rosé clair O élevé en atelier** cotait 7,35 €/kg éc, soit un tout petit moins que la haut niveau de 2023 (-1% ; -11 centimes /2023). Le veau rosé clair R élevé en atelier, était un peu plus en retrait que le O, à 7,53 €/kg éc, soit -4% ou -28 cts /2023.

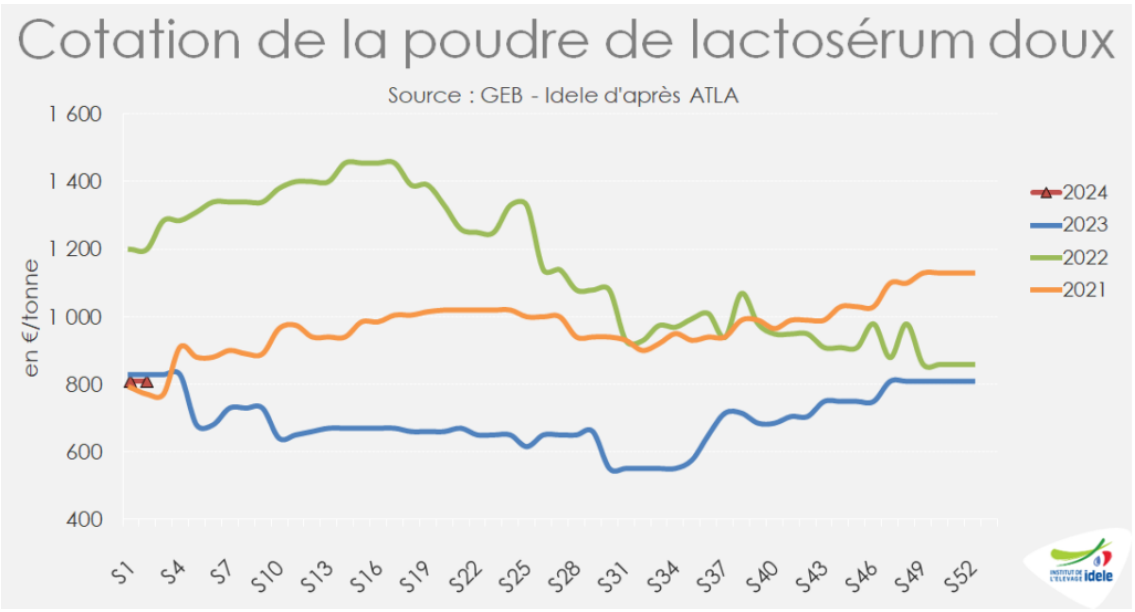


En 2023, la progression des cours du veau sous la mère a été plus forte que celle du veau de boucherie conventionnel, sous l'effet de la pénurie de veaux produits (départs en retraite, réorientation partielle vers le broutard pour des raisons de cours et de main d'œuvre). En moyenne entre les semaines 51 de 2023 et 2 de 2024, le cours de veau U élevé sous la mère atteignait 9,86 €/kg éc (+5% ou + 46 cts /2023).

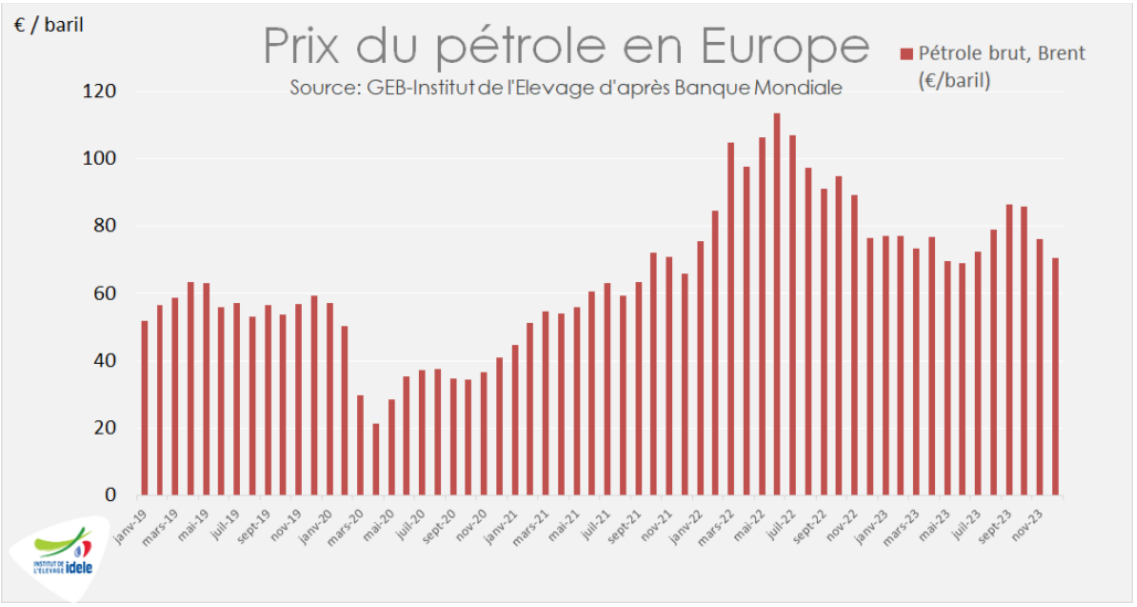


Le coût des aliments reste modéré

À 810 €/t en semaine 2 en 2024, **la cotation de la poudre de lactosérum doux était en très léger recul de -2% /2023. Celle de la poudre de lait écrémé (PLE) était inférieure de -4% /2023** (-100 €) à 2 580 €/tonne. Les achats algériens de poudres de lait ont un peu raffermi le coursde la PLE au deuxième semestre 2023, après un premier semestre en recul.

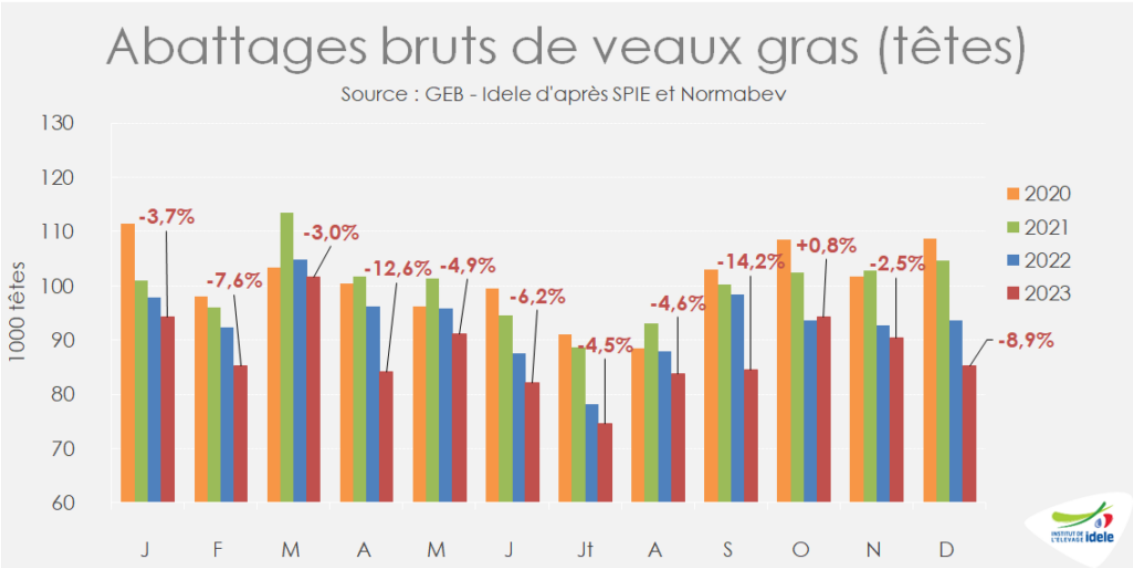


Le prix du baril de *Brent* de Mer du Nord, dont est issu le propane utilisé en élevage, **a continué de refluer en décembre,** de -7% en un mois, après -10% un mois plus tôt : à 70 €/baril, ils reste cependant bien au-dessus de son niveau de 2019 (56 €). Les cours sont orientés à la baisse depuis les annonces de prévisions d'un ralentissement de la croissance économique mondiale en 2024.



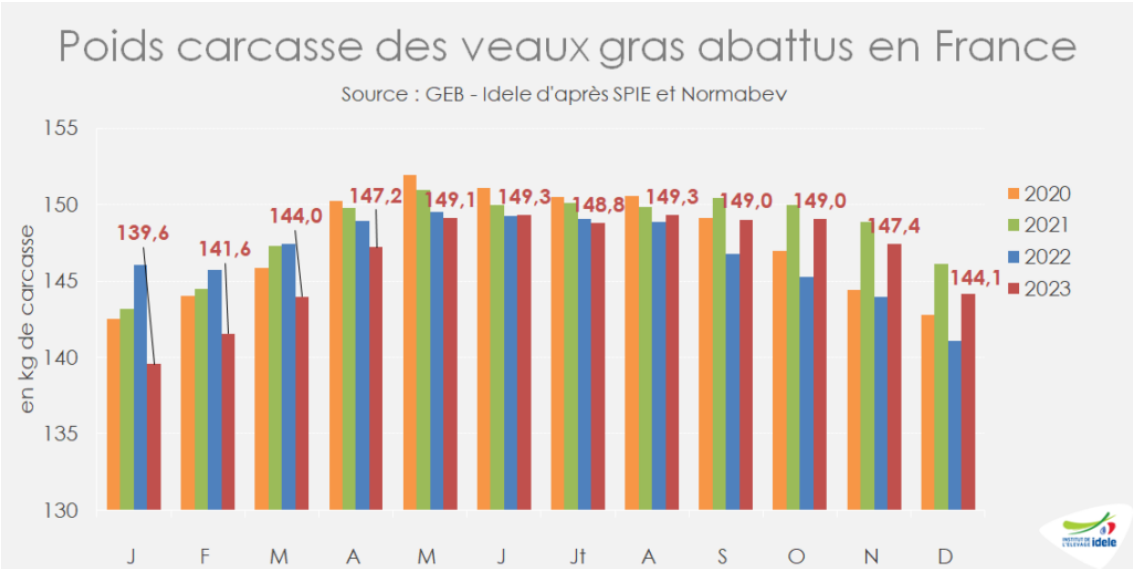
Les abattages de décembre en fort recul

En décembre, les abattages de veaux gras en France ont chuté de -9% /2022, à 85 000 têtes (-19 000 veaux). Ce recul a été très prononcé pour les veaux allaitants (-14% /2022 ou -2 000 têtes) qui incluent les veaux sous la mère, et un peu moins marqué en veaux laitiers (-7% ou -3 500 têtes). Sur l'ensemble de l'année 2023, 1 052 000 veaux ont été abattus, en recul de -6,0% par rapport à 2022, après le recul de -6,7% déjà constaté en 2022.



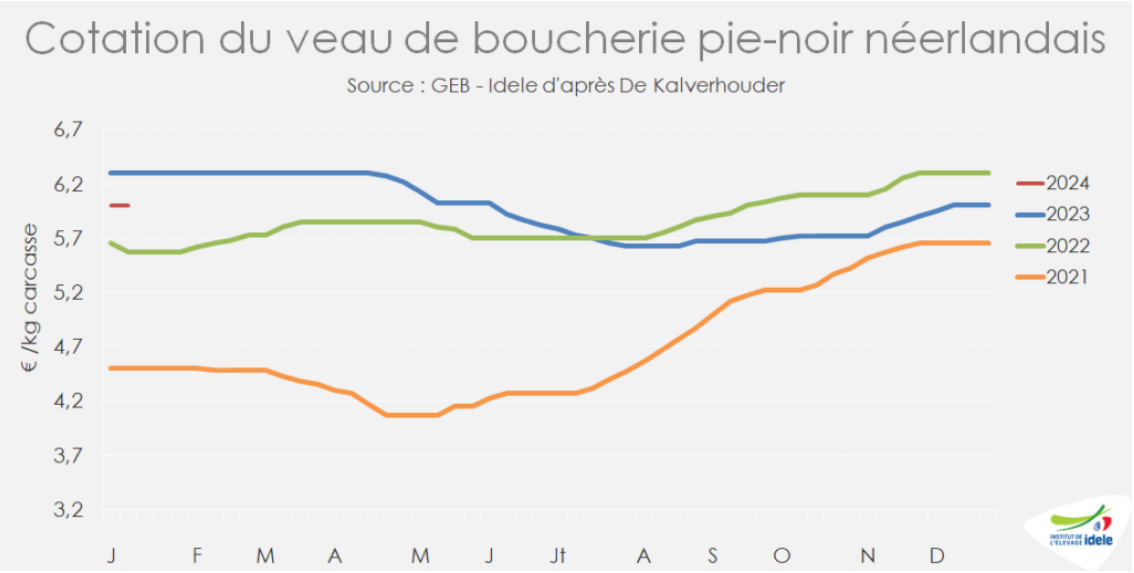
Depuis quatre mois, le poids moyen des carcasses plus élevé qu'en 2022

Les poids moyens des carcasses de veaux étaient toujours plus en élevés en décembre 2023 qu'en 2022 à pareille époque, à 144,1 kgéc (+3 kgéc /2022). L'arrivée très tardive du climat automnal, plus propice à la consommation de veau, a un peu retardé les sorties de veaux et alourdi les animaux. L'âge moyen des veaux abattus en décembre était porté à 187,8 jours, soit 3,5 jours de plus que fin 2022.



Aux Pays-Bas, le cours du veau gras n'a progressé qu'en fin d'année

Aux **Pays-Bas**, le prix du veau gras a terminé l'année 2023 et début l'année 2024 à 6,0 €/kgéc (-30 centimes et-4,8% /2023).



En 2023, les abattages néerlandais auraient reculé de -2% en têtes, à 1 400 000 têtes (-3% en téc) du fait d'une faible demande européenne en RHD, dans le contexte de l'inflation généralisée. Malgré cela, les abattages étaient bien ajustés aux besoins de consommation et le marché fluide, car le poids moyen des carcasses a reculé d'un kg en 2023, pour s'établir à 153 kgéc en moyenne.

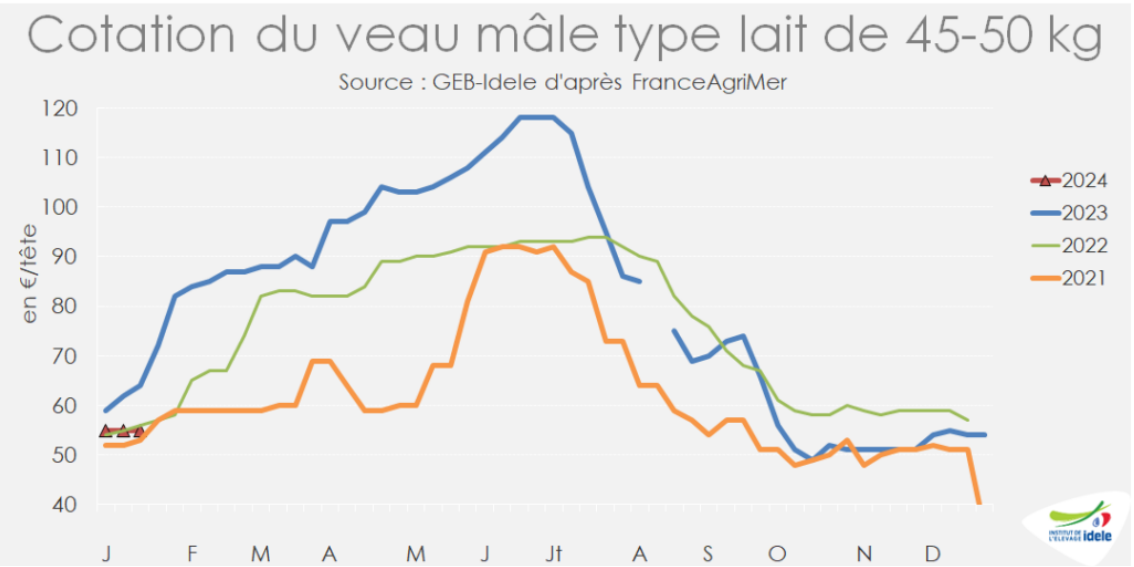
Viandes bovines » Veaux laitiers »

Le veau laitier démarre l'année à prix modéré

Dernière révision le 22 janvier 2024

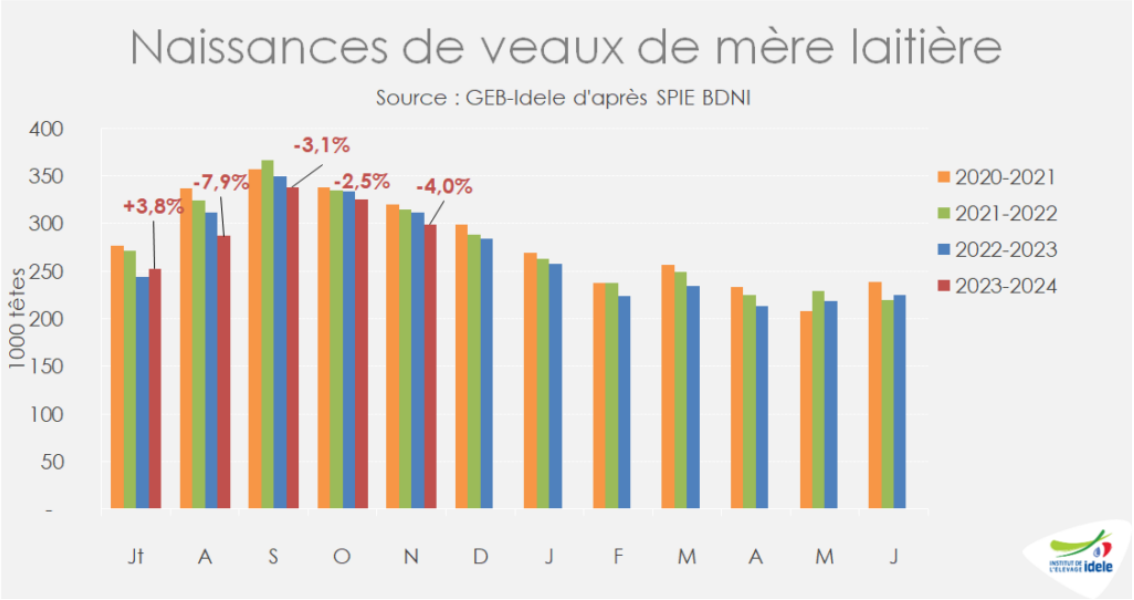
La cotation du veau mâle de 45-50kg à faible niveau

En semaine 3, le veau mâle laitier de 45-50 kg valait 55 €/tête, démarrant l'année bien en dessous de 2023 (- 9 €), mais proche des valeurs historiques habituelles (-1 € /2022). Sur l'ensemble de l'année 2023, la cotation moyenne du veau mâle laitier de 45-50 kg s'est établie à 81 €/tête, tout de même +7,6% /2022, grâce à la forte hausse saisonnière au premier semestre 2023. A cette période, la faiblesse des disponibilités en veaux laitiers (décapitalisation laitière) et les besoins des intégrateurs français pour les abattages d'automne-hiver avaient soutenu les prix.



Les naissances de veaux de mère laitière reculaient encore en novembre

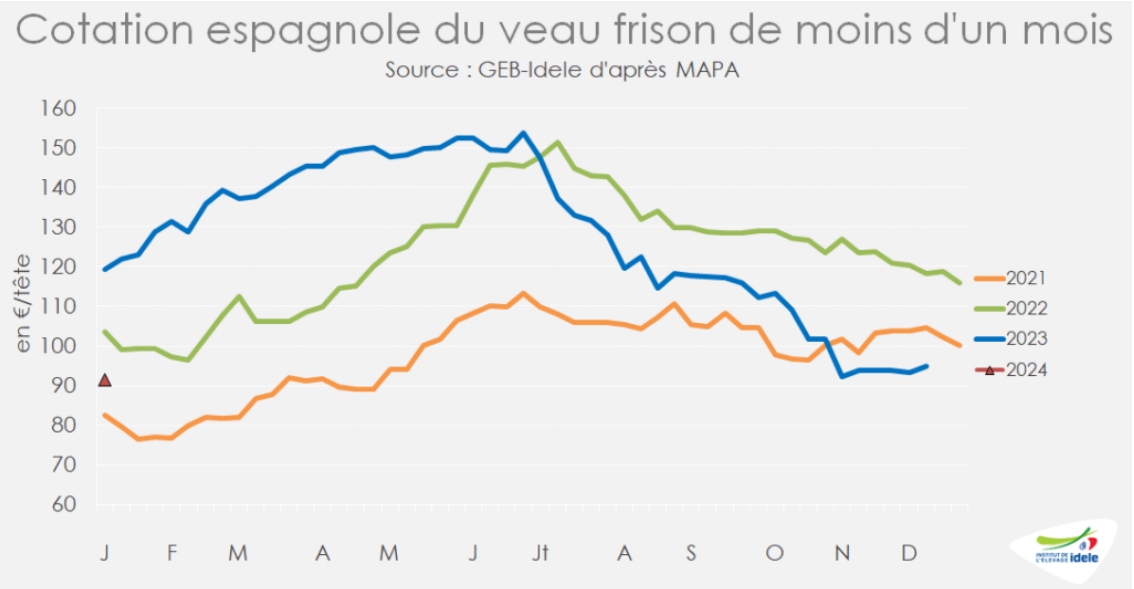
En novembre 2023, 299 000 veaux de mère laitière sont nés, en net recul de -4,0% /2022 (-12 000 têtes). Sur les 11 premiers mois de l'année 2023, seuls 2 874 000 veaux sont nés, soit 100 000 têtes de moins qu'en 2022 (-3,4% /2022).



Pour les veaux disponibles à l'engraissement (tous les veaux mâles issus de mère laitière et les femelles croisées lait-viande), les naissances sont en fort recul, d'une ampleur inédite : -3,7% /2022 ou -67 000 têtes en 11 mois.

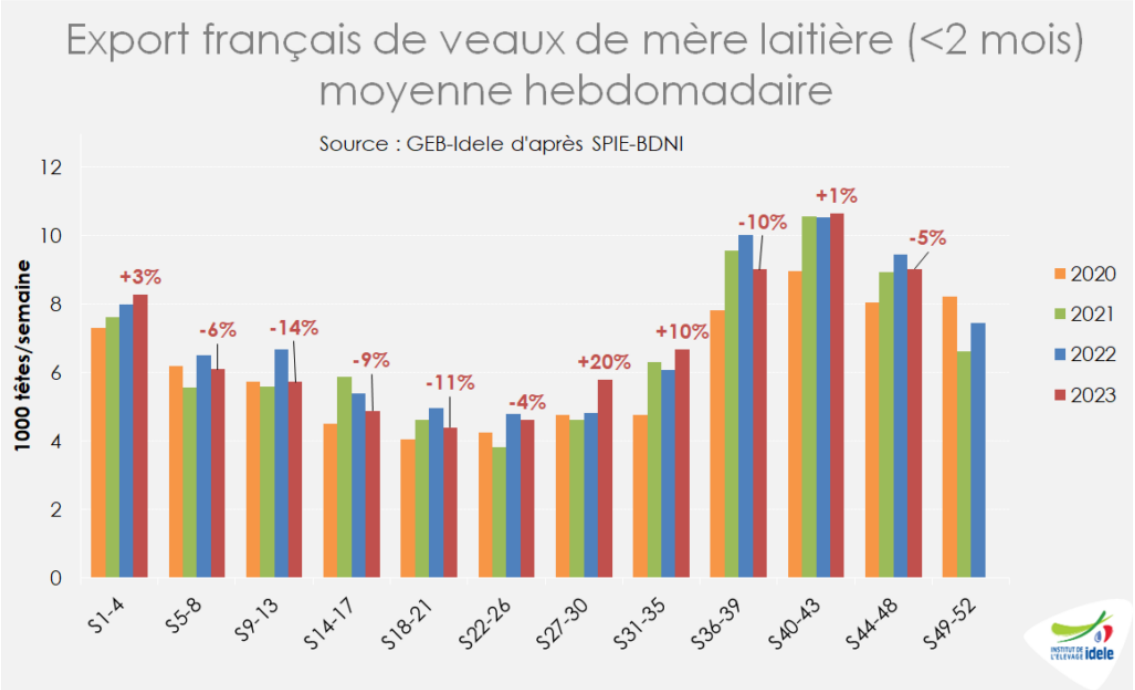
Le prix du veau frison espagnol démarre 2024 nettement plus bas que 2023

En 2023, pour la 1ère fois depuis plus de 10 ans, les exports de veaux français (à 88% vers l'Espagne) auraient légèrement reculé de -3% (11 000 têtes). Les engraisseurs espagnols sont toujours intéressés par les veaux laitiers, mais les achètent à prix moindre, car le prix du JB espagnol a reculé au 2ème trimestre 2023 et n'est pas remonté depuis, faute d'une consommation suffisamment dynamique en Europe. En semaine 1 de 2024, la cotation du veau frison espagnol de moins d'un mois était donc de 91,6 €/tête (-23% /2023). A 126,7 €/tête en 2023, la cotation moyenne annuelle s'est légèrement appréciée, de +4,6 € /2022, grâce à la bonne tenue du cours au 1er semestre.



Recul des exports de veaux laitiers

Les exportations de jeunes veaux laitiers ont atteint 355 000 têtes entre les semaines 1 et 50 de 2023, d'après SPIE-BDNI, soit un recul de -3% /2022. Entre les semaines 44 et 48 (novembre) les exports de veaux laitiers ont reculé de -5%, après un bon mois d'octobre compensant le mois de septembre affecté par l'apparition de la MHE dans le sud-ouest de la France.


Export français de veaux de mère laitière (<2 mois)
moyenne hebdomadaire
Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI
1000 têtes/semaine
0
2
4
6
8
10
12
+3%
-6%
-14%
-9%
-11%
-4%
+20%
+10%
-10%
+1%
-5%
S1-4
S5-8
S9-13
S14-17
S18-21
S22-26
S27-30
S31-35
S36-39
S40-43
S44-48
S49-52
2020
2021
2022
2023

Bonne adéquation entre collecte et débouchés

Dernière révision le 22 janvier 2024

La production laitière est ralentie dans la plupart des grands bassins laitiers, en premier lieu en France même si on constate une amélioration notable de la collecte de décembre, grâce à des fourrages conservés très lactogènes, alors que le prix du lait demeure un peu partout plutôt bon.

En France, le fléchissement de la collecte se répercute sur presque toutes les fabrications de produits laitiers, à l'exception de la crème conditionnée. Pour autant les débouchés sont mieux orientés tant sur le marché intérieur qu'à l'export.
Sur la scène internationale, les moindres fabrications de poudre maigre, principalement dans l'UE et aux Etats-Unis, soutiennent les cours d'autant que la demande se rétablit. Le retour de l'Afrique du Nord compense la moindre demande des pays de l'Asie du Sud-Est.

Baisse de la collecte chez les principaux exportateurs

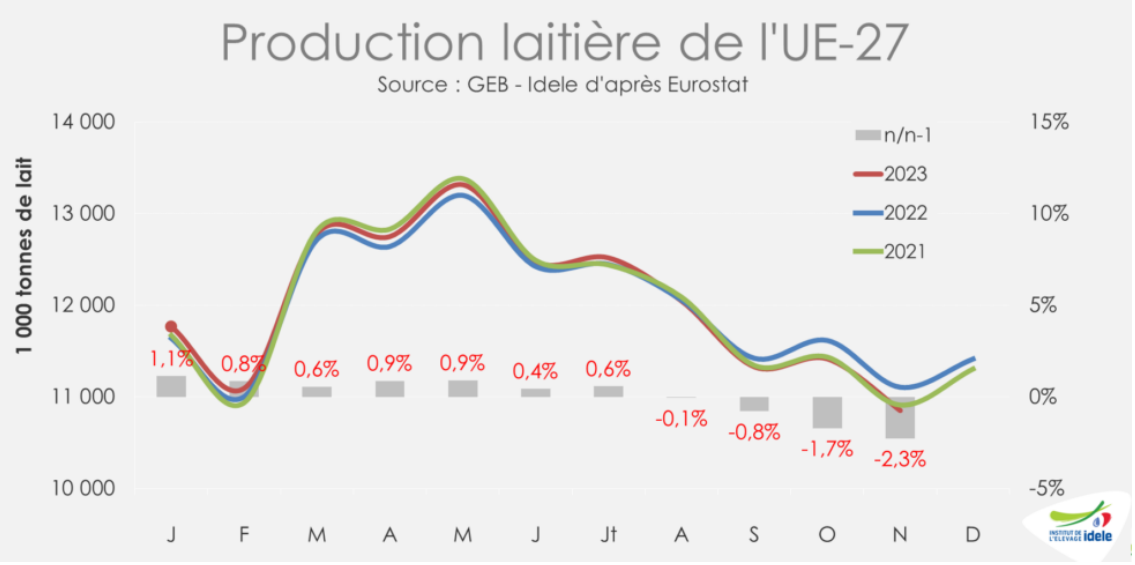
Dernière révision le 22 janvier 2024

La production a été un peu bousculée en fin d'année 2023 par la météo notamment chez les principaux pays exportateurs. Au vu des prix du lait qui remontent, les opérateurs ne s'étaient pas attendus à un tel repli de la collecte.

A l'approche du pic laitier dans l'Hémisphère Nord, les opérateurs se demandent quel en sera l'ampleur dans l'UE-27.

Une baisse en UE plus forte qu'attendue

En novembre, la collecte européenne est ressortie en baisse de -2,3% /2022. Cette chute de collecte est principalement due au repli en France (-4,8%), en Irlande (-20%), aux Pays-Bas (-3,8%) et en Allemagne (-1,2%).



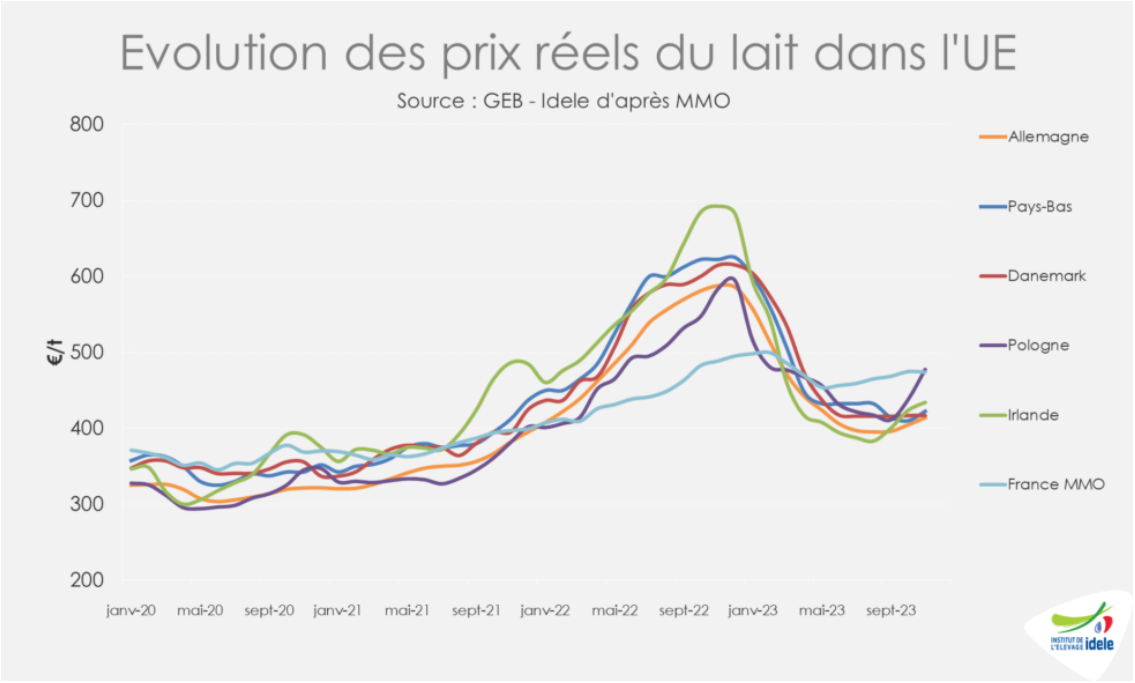
La conjoncture haussière a été stoppée en Allemagne et aux Pays-Bas en septembre dernier à la suite de la baisse des prix du lait, invitant les éleveurs à plus de prudence quant aux intrants achetés.

Les évènements climatiques ont également pénalisé la production européenne. En effet, la tempête Babet a touché l'Europe du Nord fin octobre, puis la France début novembre. Par ailleurs, la vague de froid en Allemagne qui a débuté en novembre a entrainé des baisses de collecte hebdomadaire de -2% /2022 notamment sur les semaines 45 et 46.

Par ailleurs, en Allemagne comme en Irlande, les abattages de réforme ont repris, ce qui limite de fait la production laitière.

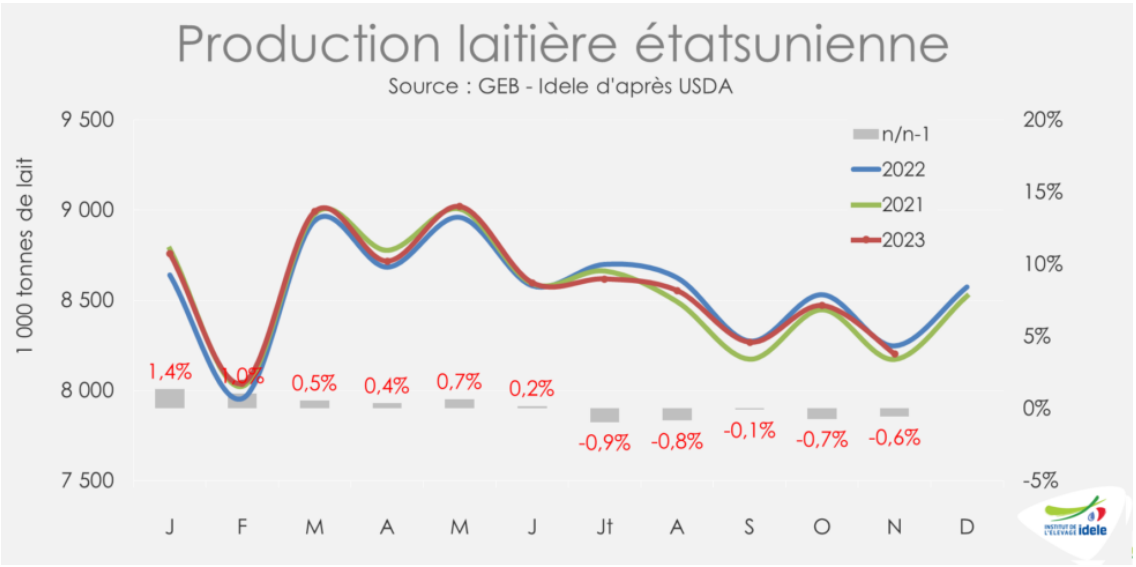
En Irlande, la météo automnale a été particulièrement humide, ce qui a pu pousser certains éleveurs à rentrer leur troupeau en avance afin de limiter le piétinement des prairies. Les disponibilités en fourrages conservés ne sont pas forcément optimales tandis que les prix du lait ont fortement chuté depuis le début d'année 2023. Une partie des éleveurs pourraient ainsi avoir anticipé le tarissement de leurs vaches, ce qui explique la très forte baisse du niveau de production (quasiment équivalente à la chute de la collecte en France en novembre).

Un léger rebond des prix est observé depuis le mois d'octobre. Sera-t-il suffisant pour inciter les éleveurs à produire du lait au moment du pic laitier ?

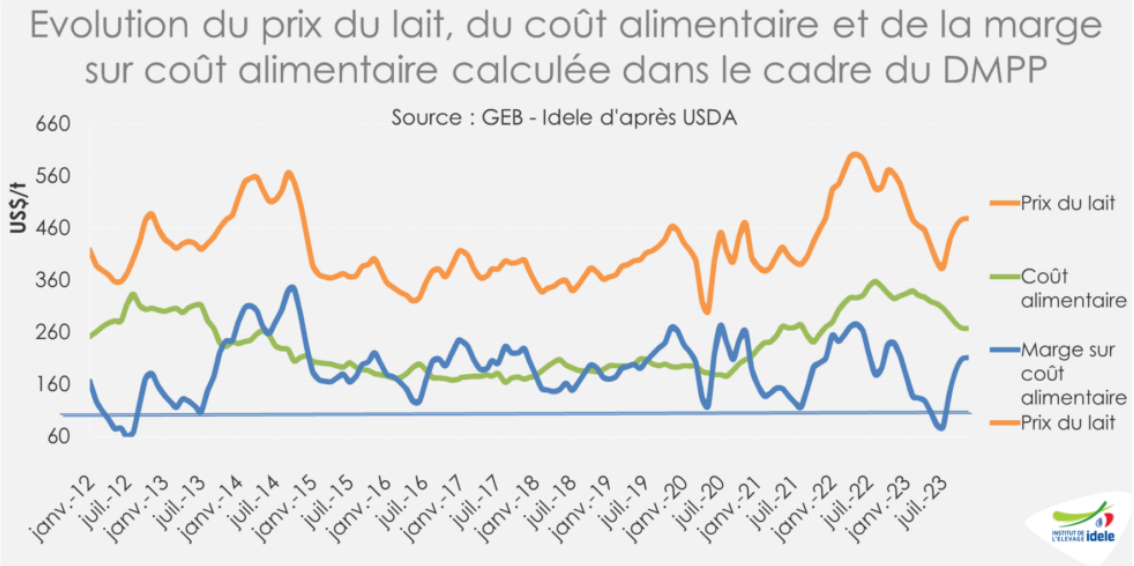


Une production en repli aux États-Unis malgré une amélioration des marges

La production au mois de novembre ressort en baisse de -0,6% /2022. Avec un rendement par vache similaire à l'an passé, ce repli est principalement lié à la diminution du cheptel laitier (-0,5% /2022). Estimée par l'USDA à -10 000 vaches laitières entre octobre et novembre, cette baisse n'était pas attendue compte tenu des abattages plutôt modérés. Elle découle avant tout des moindres entrées de génisses dans le troupeau.

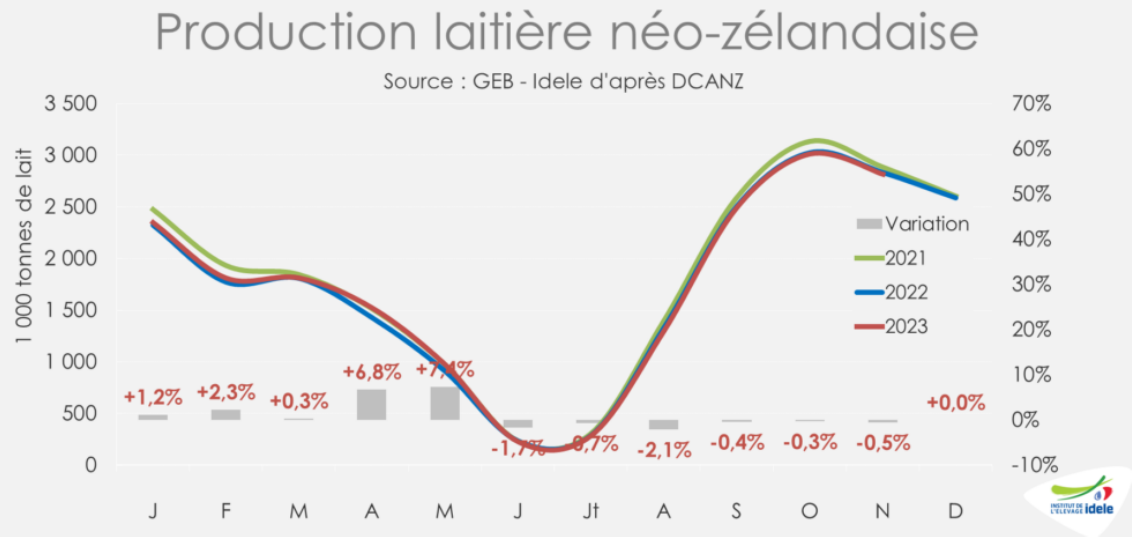


Les prix du lait à la production sont remontés en fin d'année 2023 tandis que les prix de l'aliment ont baissé. Dans ce contexte, l'indicateur de marge sur coût alimentaire s'est amélioré ce qui pourrait inciter les éleveurs à produire davantage pour le pic laitier. Néanmoins, la projection de cet indicateur de marge avec les prix du marché à terme de Chicago montre pour le moment que cette embellie serait de courte durée.



Pic laitier décevant en Nouvelle-Zélande

Depuis le début du pic laitier au mois de septembre, la production néozélandaise recule légèrement (-0,4% /2022). Si l'ampleur de la baisse est modeste par rapport à l'an dernier, ce pic laitier est jugé décevant pour être le niveau le moins élevé au 4ème trimestre depuis 2012.



La météo s'est dégradée au mois de décembre. Dans l'ile du Sud, les conditions sont sèches. Une part importante des surfaces peut être irriguée notamment dans le Canterbury, mais toutes ne peuvent pas l'être dans le sud et ouest de cette île. Dans l'île du Nord, de fortes températures proches des 30°C affectent la production laitière. L'organisme météo NIWA renforce ses prédictions sur un phénomène *El Nino* qui induirait de fortes pluies aléatoires dans l'île du Nord (craintes d'inondations, de prairies trop humides pour être pâturées).

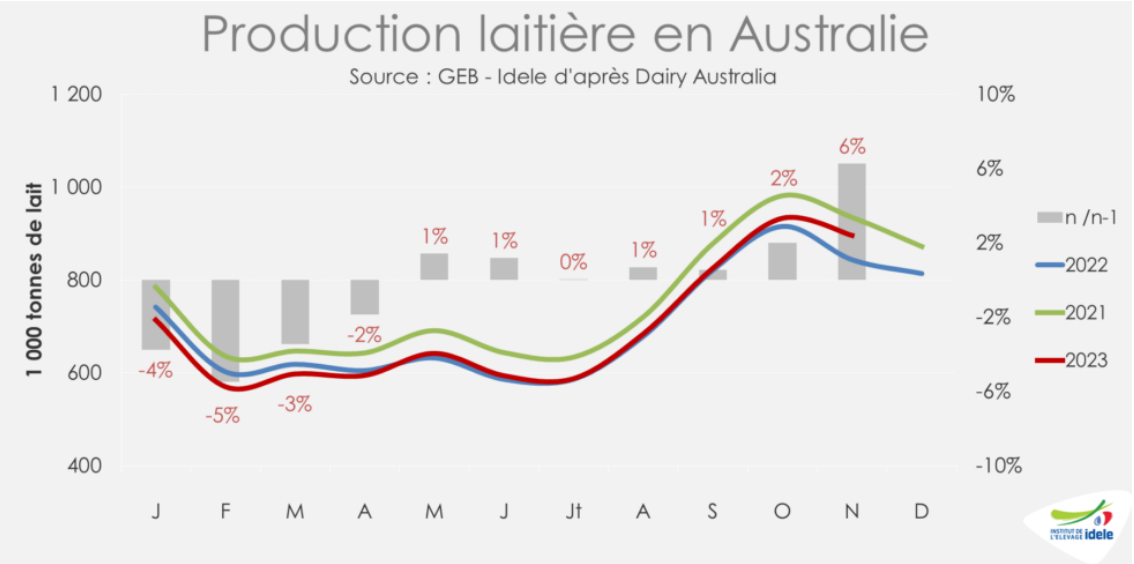
Les coûts de production ont augmenté cette année en Nouvelle-Zélande tandis que le prix du lait a baissé. L'activité est donc moins rentable que les années précédentes rendant par ailleurs les éleveurs plus prudents sur les investissements notamment en alimentation (compléments).

Sursaut de la production en Australie

En Australie, la production de lait est ressortie en nette hausse en novembre (+6% /2022) lors du pic saisonnier. Néanmoins, ce niveau de production reste le deuxième plus bas sur les vingt dernières années.

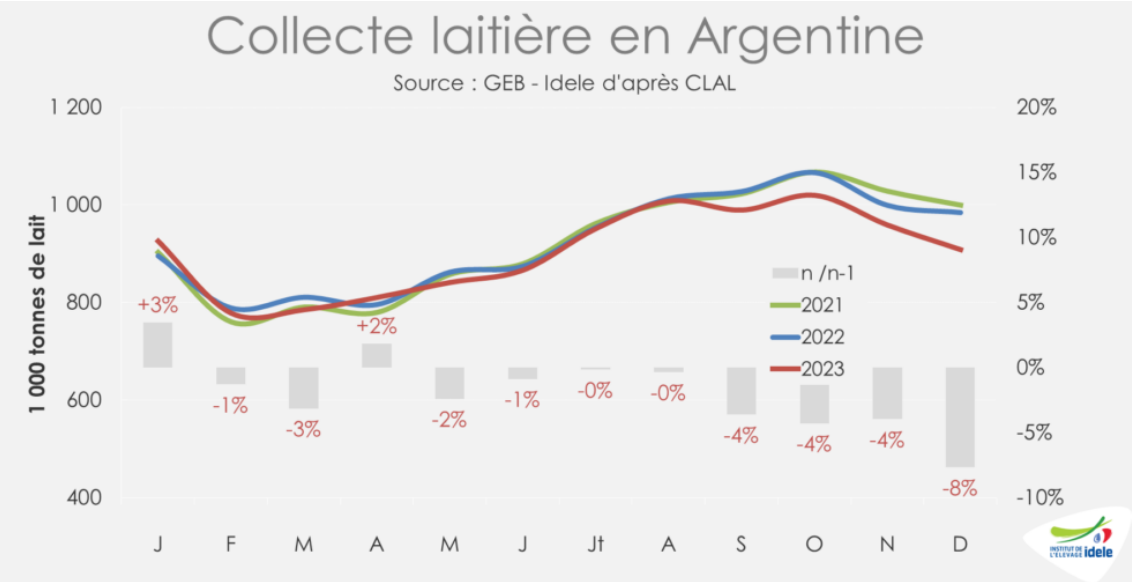
Cependant, la baisse de la collecte cumulée depuis plusieurs années a fini par entrainer en 2023, un très net recul des exportations (estimé à près de -14% sur 2023 /2022).

Toutefois, la météo du début d'année 2024 est plutôt chaude et sèche ce qui pourrait changer la dynamique actuelle. Les pourcentages de variation resteront peut-être positifs car la production avait fortement chuté en début d'année 2023.



Décrochage de la production en Argentine depuis septembre

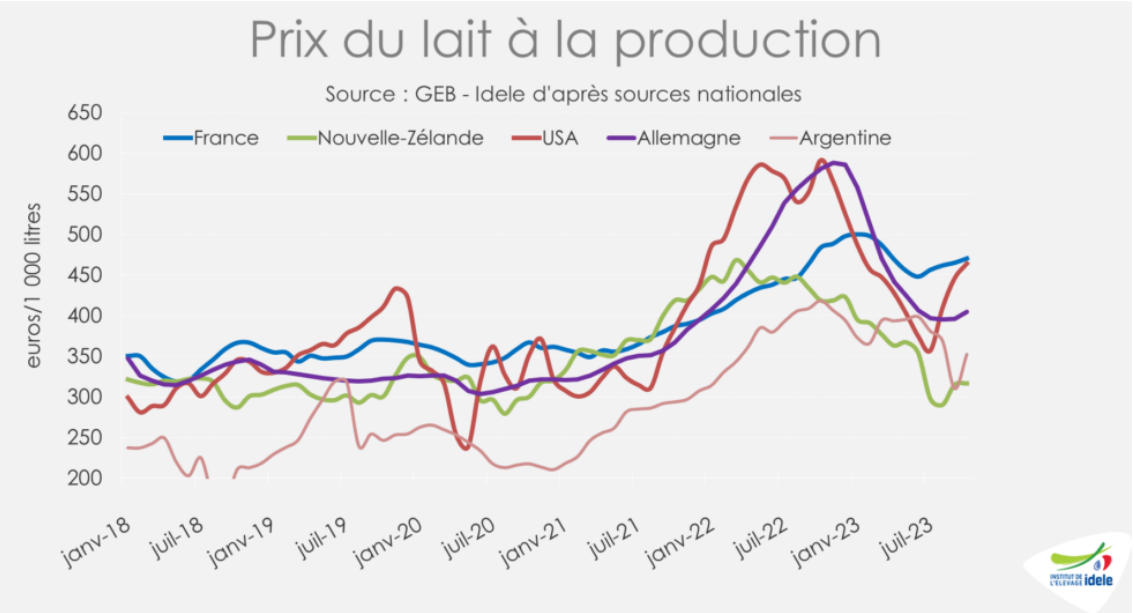
En **Argentine**, la production laitière était parvenue à se maintenir au 1er semestre 2023. Toutefois, depuis septembre, elle a subi une chute, de -4% /2022 sur trois mois, qui s'est accentuée en décembre (-8% /2022).



Selon OCLA, la majeure partie de cette baisse serait liée à des marges négatives de l'atelier laitier qui aurait entrainé la faillite de plusieurs exploitations parmi les plus petites (livrant moins de 2 000 l/jour).

Les prix du lait sont certes remontés au mois de novembre, mais les charges demeurent élevées dans un pays où l'inflation reste galopante et problématique pour les éleveurs qui doivent acheter certains intrants importés à des prix toujours plus élevés en monnaie nationale. Cette situation a empiré en décembre. En effet, avec l'élection de Javier Milei, le peso argentin a été dévalué de moitié en fin d'année. Les prix du lait demeurent nettement inférieurs à ceux dans l'hémisphère Nord.

Le secteur laitier a toutefois obtenu un prolongement de l'arrêt des taxes à l'export de produits laitiers, ce qui améliorera sa compétitivité à l'export.



Lait de vache » Collecte laitière »

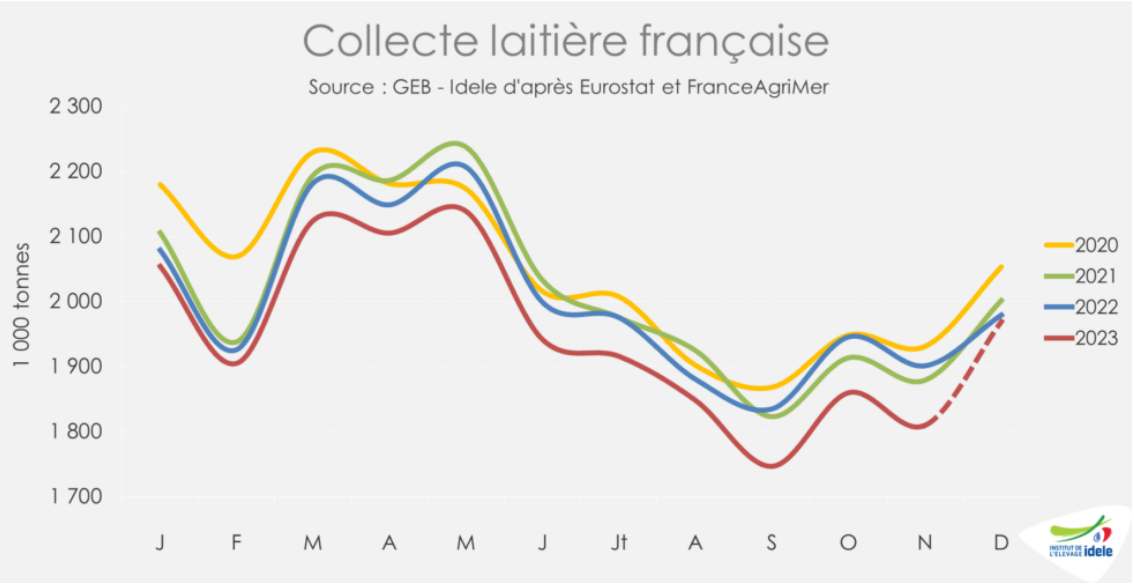
Éclaircie en décembre après un automne perturbé par le climat

Dernière révision le 22 janvier 2024

En France, l'automne 2023 a été marqué par un recul prononcé de la collecte nationale, surtout attribuable à des perturbations climatiques majeures. Cependant, une amélioration notable de la collecte en décembre est observée grâce aux fourrages conservés très lactogènes. Malgré une légère baisse au 4ème trimestre, le prix du lait demeure en moyenne annuelle supérieur à celui de 2022.

La collecte laitière française face à des défis météorologiques

Le mois de novembre a été marqué par une nouvelle chute significative de la collecte nationale (-4,8% /2022), suivant la tendance observée en septembre et octobre. Sur 11 mois, la baisse de collecte française a atteint -2,9% /2022. Cependant, grâce à l'amélioration des taux, le repli a été sensiblement atténué à -1,5% /2022 en MSU. Les conditions météorologiques extrêmes de septembre à novembre ont impacté la productivité des vaches. Et les maïs ensilés en 2023, à forte teneur en amidon, ne sont devenus digestibles qu'après plusieurs semaines. Ils ont ainsi pu jouer favorablement sur la quantité de lait produite à partir de décembre. D'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte laitière s'est faiblement rétractée en décembre (à peine -1% /2022) avec des performances positives au cours des toutes dernières semaines.



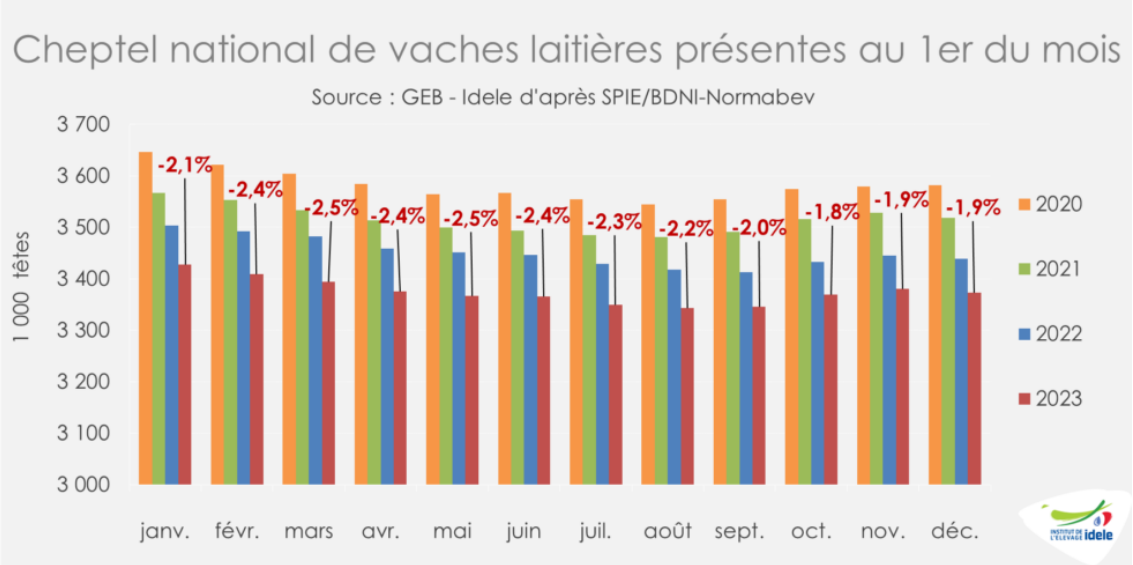
En ce début d'année 2024, une amélioration de la collecte est attendue, soutenue par la qualité des fourrages 2023 et un cheptel en moindre recul. Cette tendance positive est manifeste dans les deux premières régions laitières françaises. Cependant, des aléas climatiques font de nouveau leur apparition en ce début d'année avec des chutes de neige, du gel et du verglas perturbant le bon déroulement de la collecte, notamment en Normandie. De plus, les conséquences des fortes pluies et des inondations survenues cet automne dans le nord de la France continuent de se faire sentir. Dans le Pas de Calais, entre un tiers et la moitié des exploitations laitières ont été touchées avec des conséquences plus ou moins importantes sur la qualité et la quantité de lait produite. Ces évènements ont également

impacté les stocks de fourrages et de nombreuses prairies se trouvent désormais inexploitables. Sans oublier de souligner les impacts psychologiques et financiers des éleveurs touchés.

Au cours du 1er trimestre de l'année, on anticipe une baisse de la collecte au mois de janvier suivie d'une possible stabilisation. Cette situation contraste avec le début d'année 2023 marquée par un recul de la collecte due à la qualité médiocre des fourrages. L'année 2024 démarre avec des fourrages très qualitatifs. Les éleveurs ont moins réformé de vaches et on observe une accalmie sur le front de la MHE. La situation apparait plus incertaine à partir d'avril avec des craintes du retour de la MHE sur l'ensemble du territoire français.

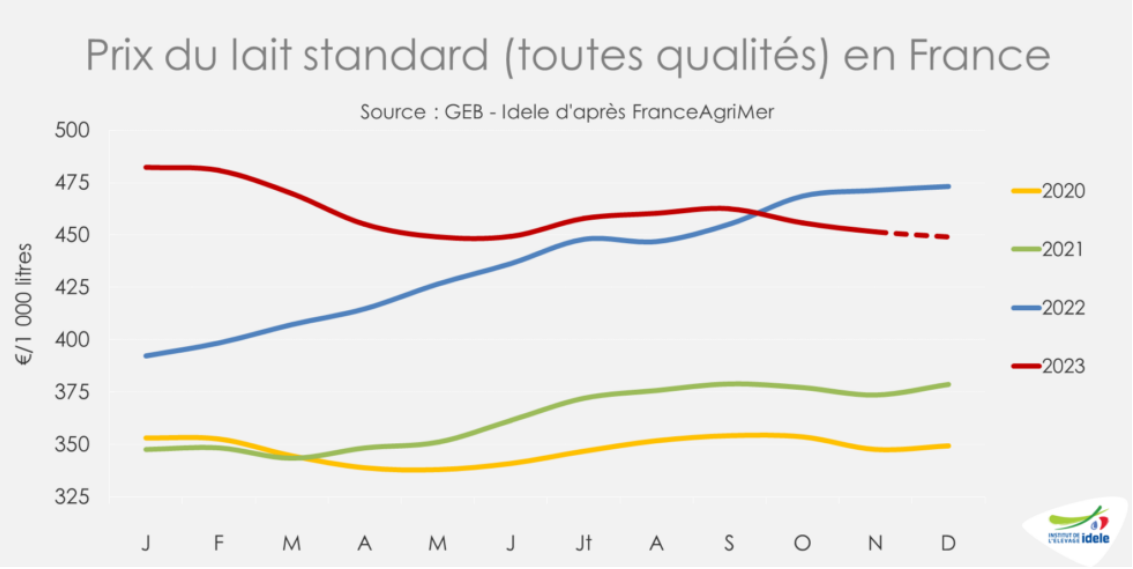
Ralentissement de la baisse du cheptel

Au 1er décembre 2023, le recul du cheptel laitier continue de s'atténuer (-1,9% /2022). Sur l'année, le cheptel a perdu -66 600 têtes, sensiblement moins qu'en 2022 (-79 000 têtes). Les éleveurs ont gardé davantage leurs vaches.



Léger recul du prix du lait au dernier trimestre 2023

En novembre 2023, le prix du lait standard (toutes qualités) en France a atteint 452 €/1 000 l, en repli de -4 € en un mois. Il est passé en dessous du prix de l'année dernière (-20 € /2022). Au mois de décembre, le prix ne devrait perdre que quelques euros d'après nos estimations. A noter que le prix réel payé aux éleveurs est stable d'un mois sur l'autre (490 € en novembre) grâce à l'amélioration des taux. Ailleurs en Europe, les prix du lait sont repartis à la hausse depuis octobre tirés par le redressement des cours des commodités laitières. La collecte de l'UE se rétracte depuis septembre et devrait être légèrement baissière en cumul sur l'année.

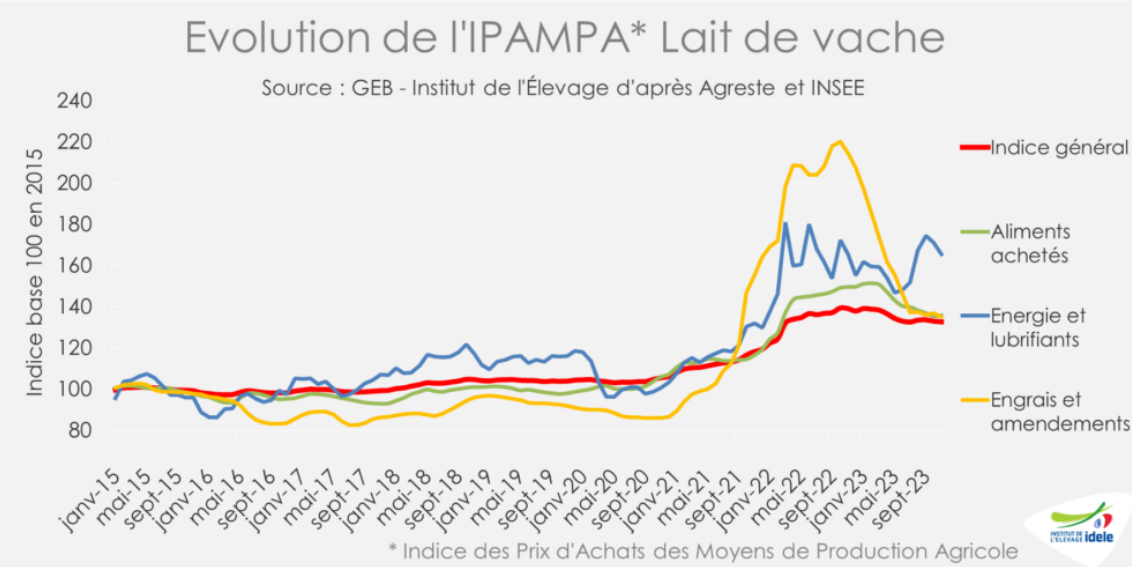


Sur l'ensemble de l'année 2023, le prix français s'établirait en moyenne à 460 €/1 000 l soit une progression annuelle de +24 € /2022. Pour le début d'année 2024, le prix du lait aux éleveurs français resterait pratiquement inchangé comparé à fin 2023.

Tassement des charges et des marges

Les charges en élevage, d'après l'IPAMPA lait de vache, ont un peu baissé sur la première partie de l'année 2023 et se stabilisent depuis quelques mois à un niveau élevé. Un net recul du prix de l'énergie et dans une moindre mesure

des engrais est observé. En revanche, les coûts relatifs au matériel, aux fournitures, à l'entretien ainsi qu'aux produits vétérinaires enregistrent une augmentation. A noter que sur 1 an, l'IPAMPA reste toutefois en recul (-4,6% /2022 en novembre 2023).



La marge MILC, estimée à 151 €/1 000 l en novembre, a reculé de -3 € d'un mois à l'autre sous l'effet du recul du produit de la vente des animaux (baisse des cotations). Le produit lait ainsi que les charges se sont stabilisés. En moyenne pondérée sur 12 mois, la MILC a reculé de -8 €/1 000 l sur un an. Le produit lait a baissé de -18 €, ainsi que les co-produits viande (-8 €), mais les charges se sont aussi réduites (-19 €).

Lait de vache » Consommation »

Fabrications contenues et débouchés mieux orientés

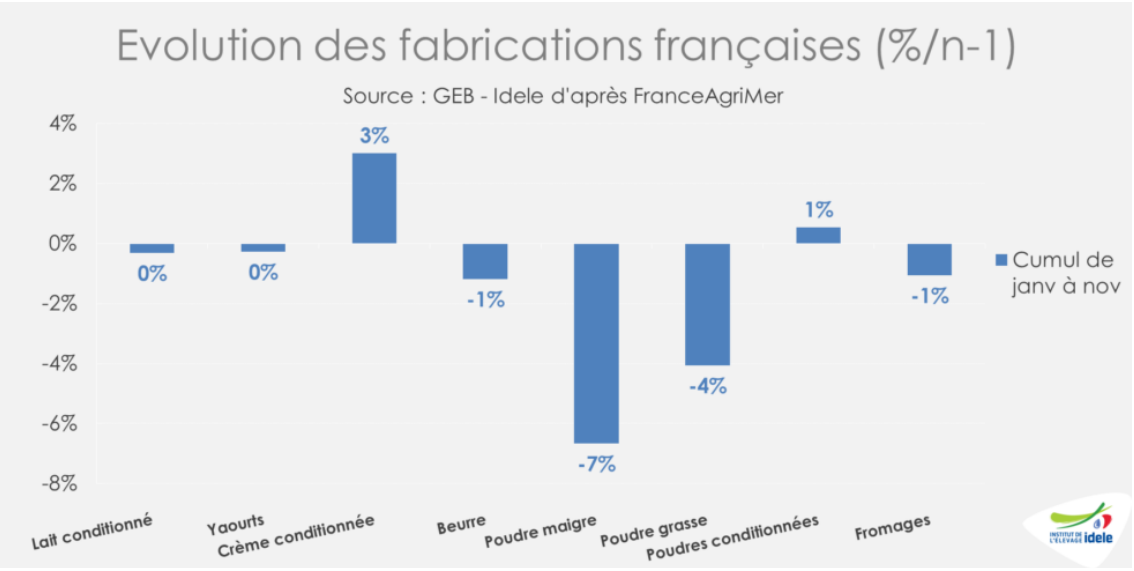
Dernière révision le 22 janvier 2024

Le fléchissement de la collecte se répercute sur les fabrications de produits laitiers, presque toutes réduites, à l'exception de la crème conditionnée.

Du côté des débouchés, la consommation des ménages est mieux orientée ces derniers mois. Par ailleurs, le solde du commerce extérieur de produits laitiers affiche une nette amélioration en valeur sur les 11 premiers mois de l'année.

Des fabrications en repli

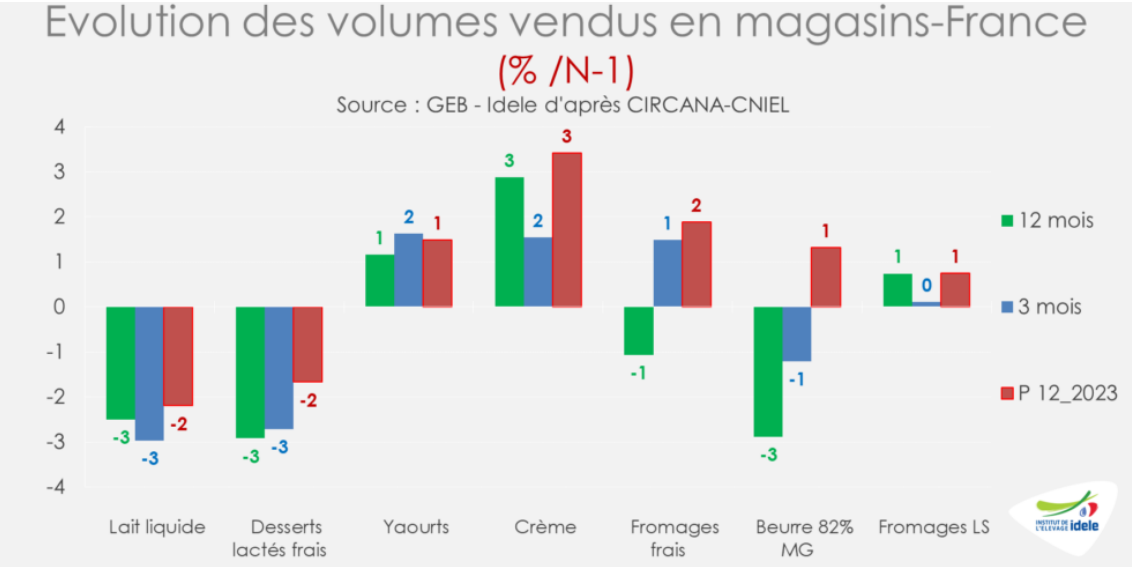
Les fabrications françaises de produits laitiers cumulées sur onze mois ont globalement baissé d'une année sur l'autre. A l'exception des poudres de lait conditionnées qui demeurent en légère hausse (+1% /2022), les fabrications de poudres (surtout maigre) ont nettement ralenti (-7% /2022). Les productions de fromages et de beurre ont légèrement diminué (-1% /2022). En revanche, les fabrications de laits conditionnés et de yaourts restent stables. Seules les fabrications de crème conditionnée se démarquent positivement (+3%), grâce à une demande intérieure soutenue et des exportations dynamiques.



Les ventes de produits laitiers aux ménages résistent mais descendent en gamme

En période 12 (qui correspond approximativement au mois de novembre), la consommation est en hausse pour tous les produits laitiers vendus en magasins (+1 à +3% /2022 en volume selon les produits) à l'exception du lait conditionné et des desserts lactés(-2%). Même les ventes de beurre, longtemps déprimées, ont repris depuis plusieurs semaines.

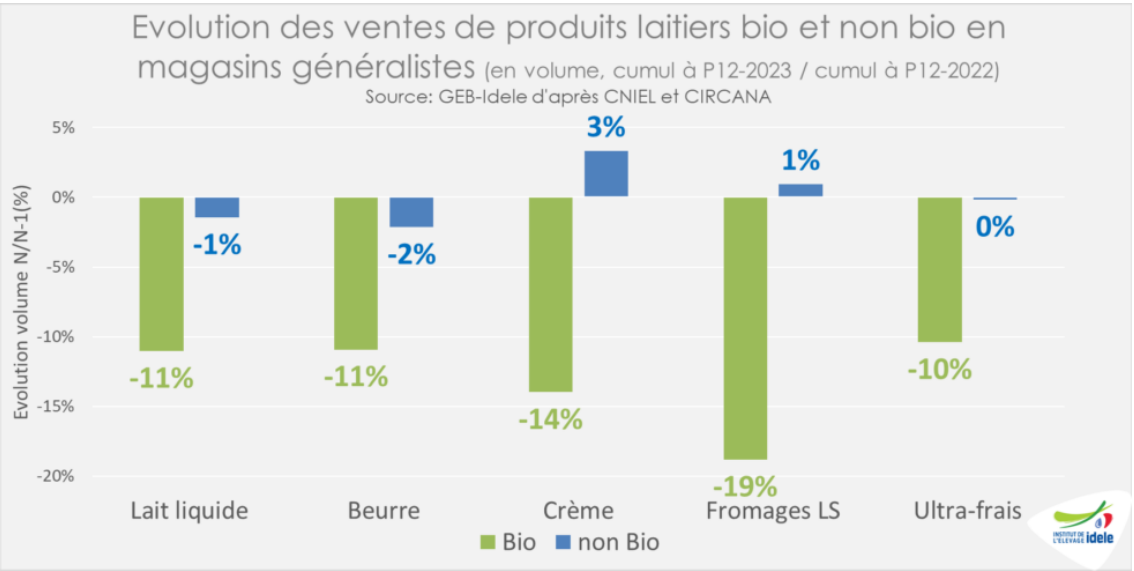
Sur douze mois glissants, les ventes de crème ont été très dynamiques (+3%), et celles de yaourts et fromages ont progressé d'environ +1% /2022. En revanche, elles ont reculé de -3% pour le beurre, le lait conditionné et les desserts frais.



Cette résilience dans la consommation de produits laitiers cache toutefois des évolutions dans les comportements d'achat des ménages. Les marques de distributeur (MDD) sont les grandes gagnantes aux dépens des marques nationales (MN). Par exemple, en rayon libre-service, les ventes de fromages MDD ont augmenté en volume de +4% /2022 tandis que celles de MN ont baissé de- 3% (en cumul annuel mobile à P12 2023 – source IRI). Les ventes de lait conditionné sous MDD se sont améliorées de +1%, en revanche les MN ont plongé de -8%. Autre exemple, le beurre qui a vu une progression de ses ventes sous MDD de +3% et un décrochage de -10% sous MN. En 2023, la part de marché des MDD a gagné entre +2 et +3 points selon les produits laitiers. Les MDD représentent 50% (beurre, ultra frais) à 60% (crème) des ventes de produits laitiers en magasins.

On aurait pu s'attendre à une progression des ventes dans les magasins EDMP (enseignes à dominante marque propre type Lidl, Aldi et consorts), mais il en est tout autre. Les ventes en volume ont reculé pour tous les produits laitiers : -8% /2022 pour le beurre, -6% pour le lait conditionné, -2% pour les ultra frais et les fromages LS et -1% pour la crème. Les *hard discounters* se trouvent en forte concurrence avec les supermarchés « classiques ». Ceux-ci ont étoffé leurs gammes premiers prix et proposent de plus une gamme très large de produits.

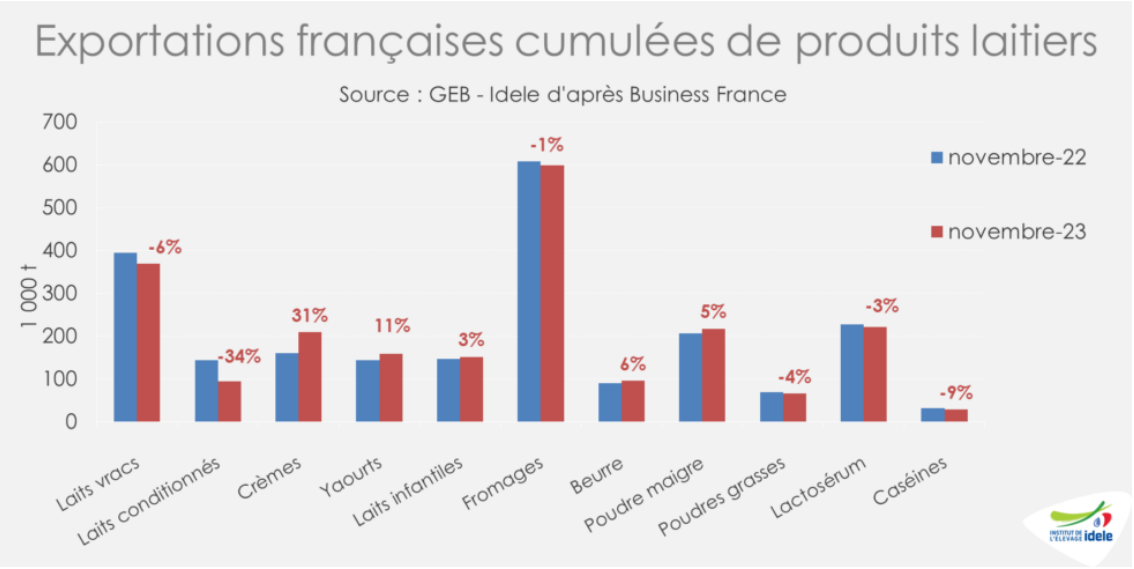
Les segments avec un engagement additionnel, comme le bio, sont les premières victimes de la descente en gamme. Les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes ont continué à décrocher tout au long de l'année 2023. Les reculs en volume ont atteint de -10 à -19% selon les produits (cumul à P12-2023 / cumul à P12-2022).



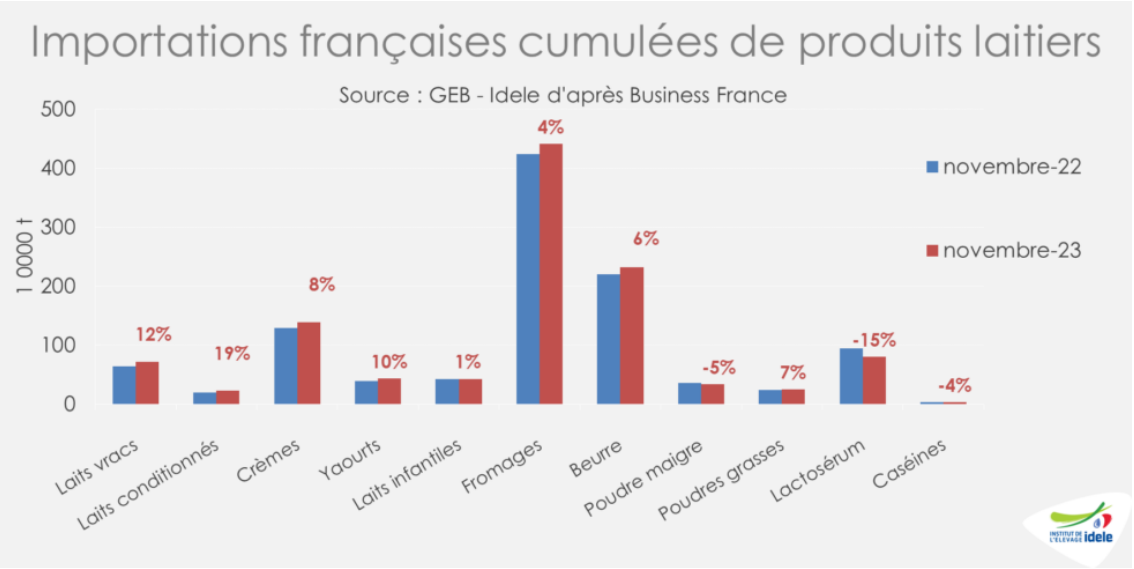
Ces évolutions de comportements d'achat des ménages suscitent des interrogations. Vont-elles s'ancrer durablement dans les habitudes de consommation des Français après deux ans d'inflation très élevée ou sont-elles éphémères ? Cependant, on constate aussi que des segmentations à valeur augmentée ont su tirer leur épingle du jeu. C'est le cas des labels et initiatives équitables en lait conditionné dont les ventes sont restées dynamiques et pour lesquels le consentement du consommateur à payer plus cher semble acquis.

Reprise des exportations de fromages

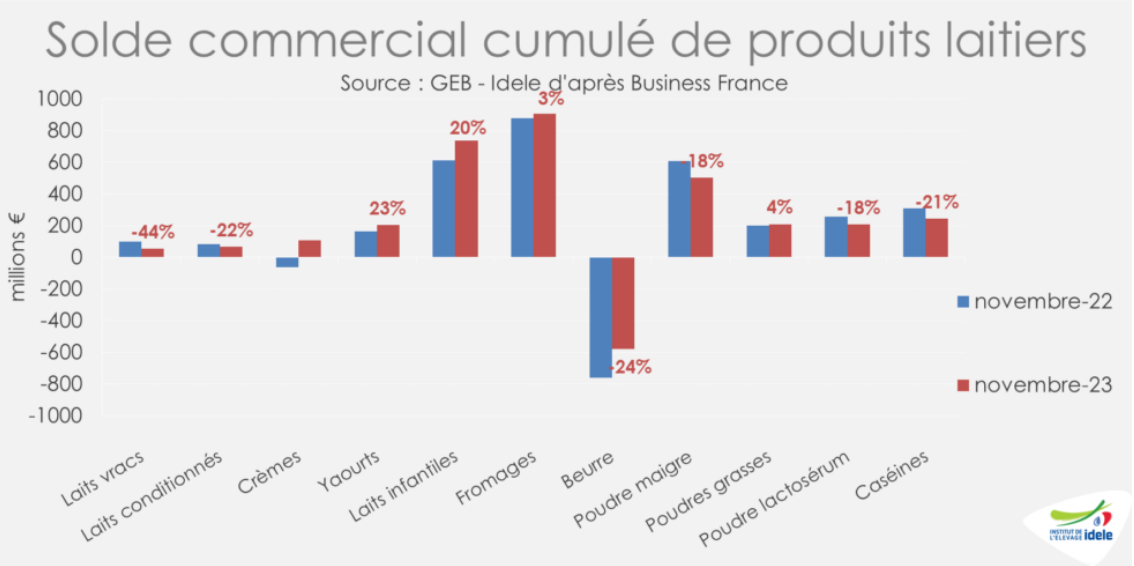
Après un décrochage des exportations de fromages, on constate désormais une quasi-stabilisation des volumes exportés en cumul à novembre 2023. Ce redressement incombe particulièrement aux exportations dynamiques de fromages type cantal/cheddar mais aussi de fromages râpés. Les exportations cumulées de crèmes (+31% /2022), de yaourts (+11%), de beurre (+6%), mais aussi de poudre maigre (+5%) et de lait infantiles (+3%) se sont redressées en 2023. En revanche, elles ont décliné en laits vracs (-6%), en laits conditionnés (-34%) et poudres grasses (-4%). Les volumes exportés en 2023 devraient être proches de ceux de 2022 exprimés en équivalent lait.



Les importations ont enregistré une augmentation en volume pour presque tous les produits laitiers. Des hausses importantes sont observées en beurre (+6% /2023), crèmes (+8%) et fromages (+4%). Bien que sur des volumes plus modestes, les importations de laits vracs ont progressé de +12%, confirmant une tendance déjà amorcée avec une hausse de +37% en 2022. Les importations de poudre maigre et grasses et de lactosérum sont quant à elles en recul.



En cumul sur 11 mois, le solde commercial tous produits laitiers a progressé de +10% /2022, à +2,9 milliards d'€. La reprise des exportations de fromages a permis de redresser le solde dans ce secteur. Il est aussi en nette amélioration en lait infantiles et yaourts. Il convient de noter que le solde commercial est moins déficitaire pour le beurre. En revanche, il s'est dégradé pour les ingrédients laitiers.

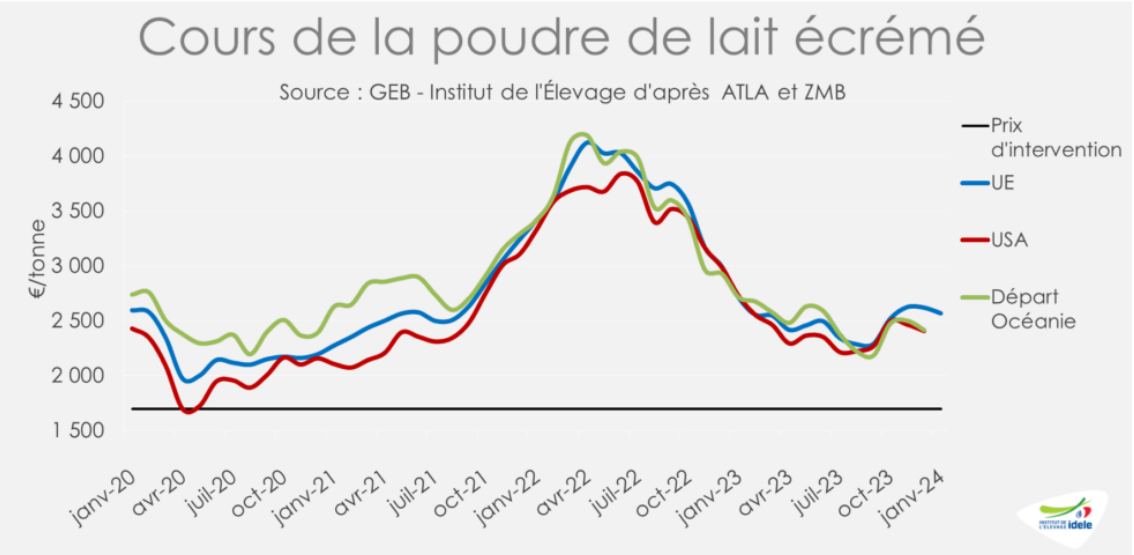


Lait de vache » Marché des produits laitiers »

L'Afrique du Nord anime le marché de la poudre maigre

Dernière révision le 22 janvier 2024

Au dernier trimestre de 2023, les prix de la poudre maigre ont rebondi. Ils sont passés de près de 2 300 €/t en septembre à 2 600 €/t en décembre.



Cette hausse est d'une part liée à une baisse de l'offre mondiale. Avec le repli de la collecte chez les exportateurs, les fabrications de poudres de lait ont baissé dans l'UE et aux Etats-Unis. Du côté de la demande, pendant que les regards sont tournés vers l'Asie, la forte hausse des achats en Afrique du Nord sont presque passés inaperçus.

Moindres fabrications de poudre maigre dans l'hémisphère Nord

Dans **l'UE-27**, les fabrications ont fortement baissé au deuxième semestre 2023, entrainant un recul de -52 000 t sur janvier-octobre, soit -4,7% /2022.

Aux **États-Unis**, les fabrications de poudre maigre chutent fortement depuis juillet (-7% soit -73 000 t en cumul 11 mois /2022). Une partie du lait collecté dans le Midwest est réorientée vers les fabrications fromagères tandis que la collecte chute toujours fortement en Californie (-2,1% en cumul onze mois /2022), principale région de fabrication de poudre de lait.

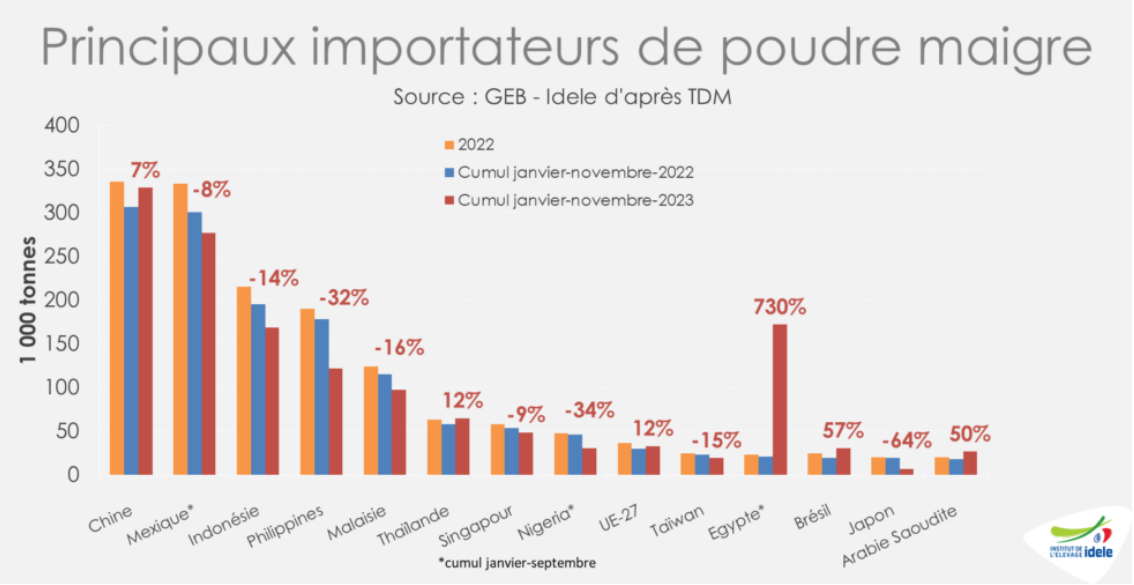
En **Australie**, à l'inverse, les fabrications de poudre maigre augmentent très légèrement, de +1% /2022, à 107 000 t sur la période janvier à octobre 2023, mais elles sont loin de compenser le reflux dans l'hémisphère Nord. En Nouvelle-Zélande, elles sont attendues stables selon l'USDA.

Moindre demande asiatique

Du côté de la demande, la Chine et plus largement de l'Asie du Sud Est ont ralenti leurs importations de poudres de lait (grasses et maigre confondues). Toutefois, la Chine a surtout freiné ses achats de poudres grasses. En effet, les importations de poudre maigre de l'empire du Milieu ont progressé de +7% ou +22 000 t à 328 000 t en cumul sur onze mois en 2023.

Les laiteries chinoises fabriquent très peu de poudre maigre contrairement aux poudres grasses dont les stocks sont extrêmement conséquents.

A l'inverse, l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie concentrent une baisse des imports, de près de 100 000 t d'une année sur l'autre, ramenées à 390 000 t sur onze mois de 2023. Dans ces pays, la demande s'est repliée sous l'effet d'une inflation alimentaire très élevée qui oblige les ménages à réduire les achats de produits les plus chers.

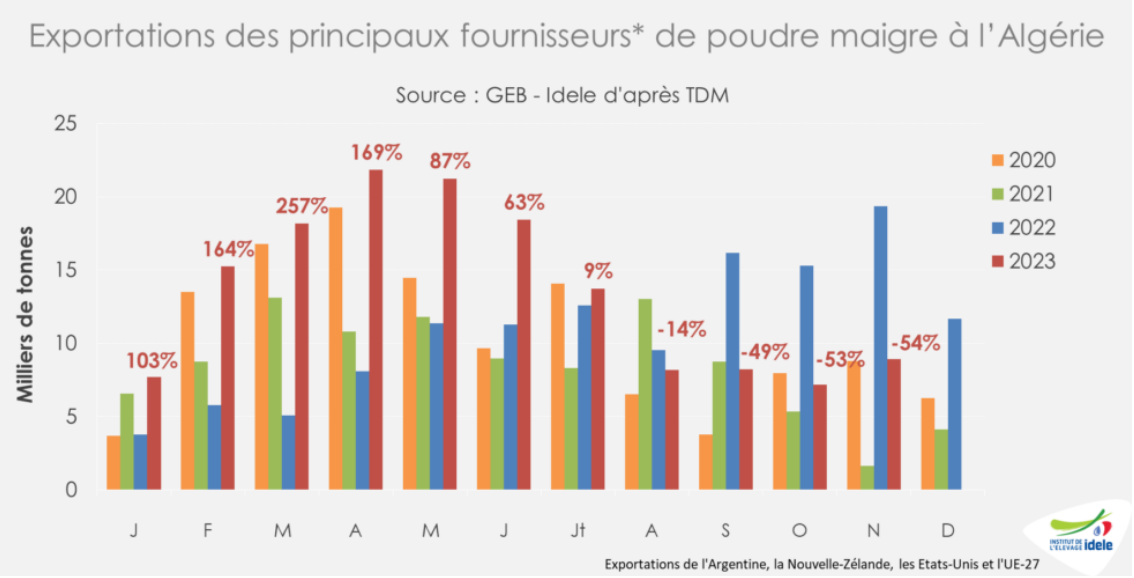


Très forte demande de l'Afrique du Nord

La demande des pays d'Afrique du Nord, qui s'était fortement repliée avec la baisse des cours du pétrole et du gaz lors de la crise du covid-19, a repris suite à la flambée des cours de l'énergie en 2022.

En **Algérie**, les appels d'offres de l'ONIL (Office interprofessionnel du lait et des produits laitiers) se sont accélérés dès le 2ème semestre de 2022. Les achats de poudre maigre ont aussi été particulièrement conséquents au 1er semestre 2023. Selon les données miroirs de TDM, près de 150 000 t ont été exportées vers l'Algérie en cumul sur onze mois par les deux principaux fournisseurs, dont 91% en provenance de l'UE-27 et 9% de Nouvelle-Zélande.

Lors du dernier appel d'offre du 11 janvier 2024 dernier, l'ONIL aurait acheté entre 22 et 25 000 t de poudre maigre, livrées de mars-mai 2024 et majoritairement d'origine européenne.



Selon TDM, l'Égypte aurait de son côté importé 172 000 t de poudre maigre en cumul sur neuf mois, soit près de 100 000 t de plus qu'en 2022. Ces chiffres, qui diffèrent d'autres sources, sont à prendre avec une certaine prudence.

En somme l'Algérie et l'Égypte, très présents aux achats en 2023, ont largement compensé la moindre demande de l'Asie du Sud-Est. Ce revirement est important pour le marché européen dans le contexte géopolitique actuel.

En effet, la logistique maritime mondiale est perturbée par les attaques de bateaux dans la mer Rouge et par la sécheresse en Amérique centrale qui perturbe la navigation sur le canal de Panama. Ces deux incidents majeurs obligent les armateurs à revoir leur trajet. Le contournement de l'Amérique par le cap Horn et celui de l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance allongent les délais de transport, d'environ deux à trois semaines, et alourdissent les frais de transport.

Face à cette nouvelle donne, l'UE-27 dispose d'un net avantage de proximité pour approvisionner l'Afrique du Nord. Elle est au contraire désavantagée sur les marchés asiatiques.

Pour la Nouvelle-Zélande, c'est l'inverse, les exports vers l'Asie sont avantagés. Vers la Chine, les produits laitiers néozélandais profitent également de l'annulation complète des droits de douanes vers la Chine grâce à l'accord commercial qui lie les deux pays.

L’Asie et le Moyen-Orient concentrent les flux mondiaux de viande et de vifs

Dernière révision le 22 janvier 2024

Les importations françaises de viande ovine restent modestes en 2023 alors que la production française recule nettement. La demande est forte en Asie et au Moyen-Orient où les flux mondiaux d’ovins vivants comme de viande ovine semblent s’y concentrer davantage, aux dépens de ceux vers l’Europe. Les attaques répétées en Mer Rouge et l’assèchement du canal du Panama rendent encore plus difficiles les flux de l’Océanie vers l’Europe.

Viande ovine » France »

Commerce ralenti début 2024

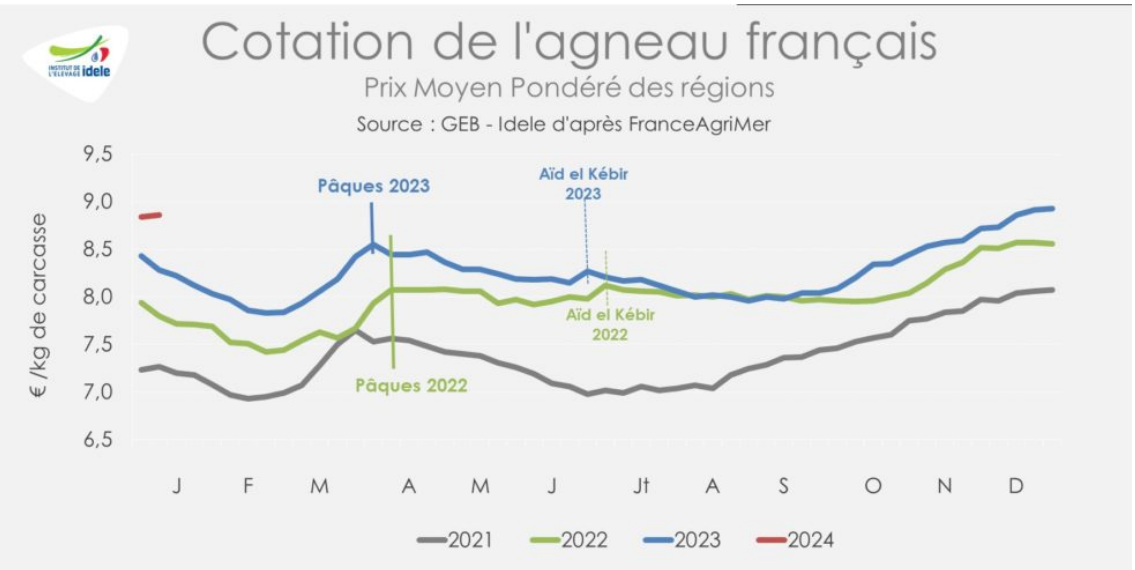
Dernière révision le 22 janvier 2024

Le cours de l’agneau français débute de nouveau l’année à des niveaux historiquement élevés, signe d’une offre toujours réduite. Alors que les sorties d’agneaux Lacaune démarrent tout juste, avec également une part des agneaux de bergerie du Sud de la France, l’offre peine à couvrir la demande, pourtant faible en ce début d’année.

Une offre française fébrile

L’année débute de façon complexe pour la filière ovine française. **L’offre reste modérée,** tant au niveau des abattages français que des importations de viande ovine alors que le mois de mars s’annonce chargé en termes de commandes, entre Pâques (le 31 mars) et le Ramadan (10 mars au 9 avril).

En semaine 2 de 2024, la **cotation** a gagné 2 cts d’une semaine sur l’autre. A **8,86 €/kg**, elle débute l’année à un niveau tout de même historiquement élevé, en hausse de +0,43 €/kg /2023 et +0,92 €/kg /2022. La cotation nationale, établie par FranceAgriMer, rassemble en réalité de grandes disparités entre les bassins Nord (plus élevée car peu d’offre) et ceux du Sud. **La faiblesse de l’offre suffirait à peine à couvrir la demande, pourtant modérée à cette période de l’année.**



Les **sorties d’agneaux Lacaune** débutent progressivement. Leur nombre devrait toutefois de nouveau reculer cette année, notamment en raison d’un nombre important de départs à la retraite – sans succession – dans le bassin aveyronnais. Le calendrier des sorties devrait concorder avec celui de 2023.

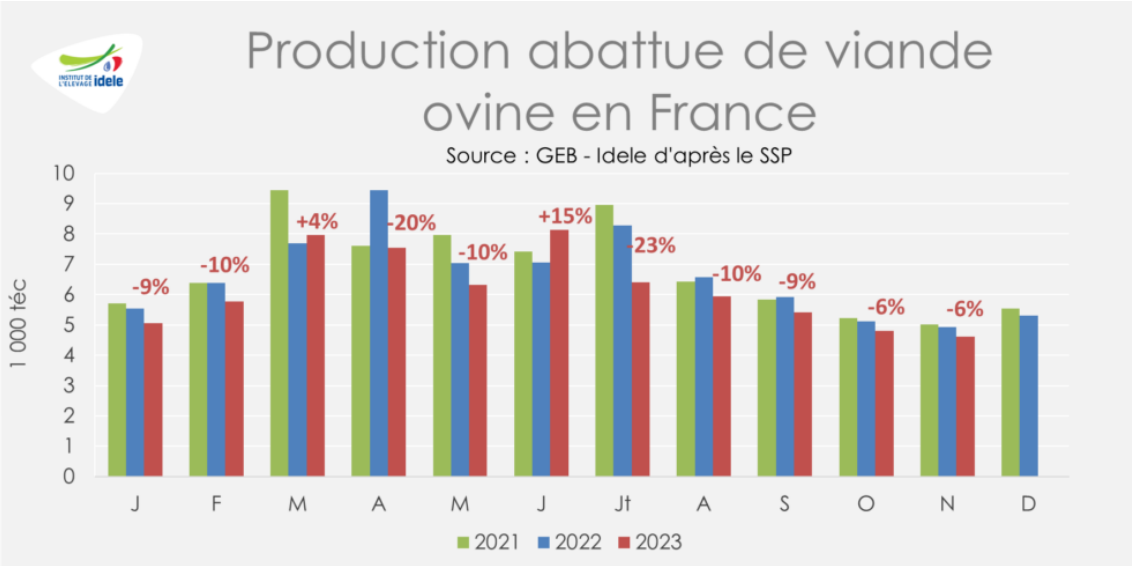
En novembre, l’**IPAMPA ovin viande** a légèrement diminué d’un mois sur l’autre. A l’indice 132,7, il est en repli de -5% /2022. L’indice énergie et lubrifiants (-5% /2022, mais +24% /2021), tout comme ceux des engrais (-1% /2022, -13% /2021) et des aliments achetés (-1%, mais +15% /2021) restent cependant à des niveaux historiquement élevés.

La baisse des abattages d’agneaux et de réformes se poursuit

Selon Agreste, la production abattue de viande ovine était en repli de -6% d’une année sur l’autre en **novembre**, à 4 600 téc. Le nombre **d’agneaux** abattus a encore diminué (-7% /2022). En volume, la baisse est de même ampleur, le poids de carcasse moyen étant stable, à 18,2 kgéc.

Les **réformes** étaient aussi en recul en novembre (-3% /2022). La baisse des volumes abattus est plus importante (-5%), du fait d’un net allègement du poids des carcasses (-2%/2022 à 26,4 kgéc), en lien avec des abattages plus précoces.

De **janvier à novembre**, la production abattue s'est somme toute repliée de **-8%** /2022, à 68 000 téc.

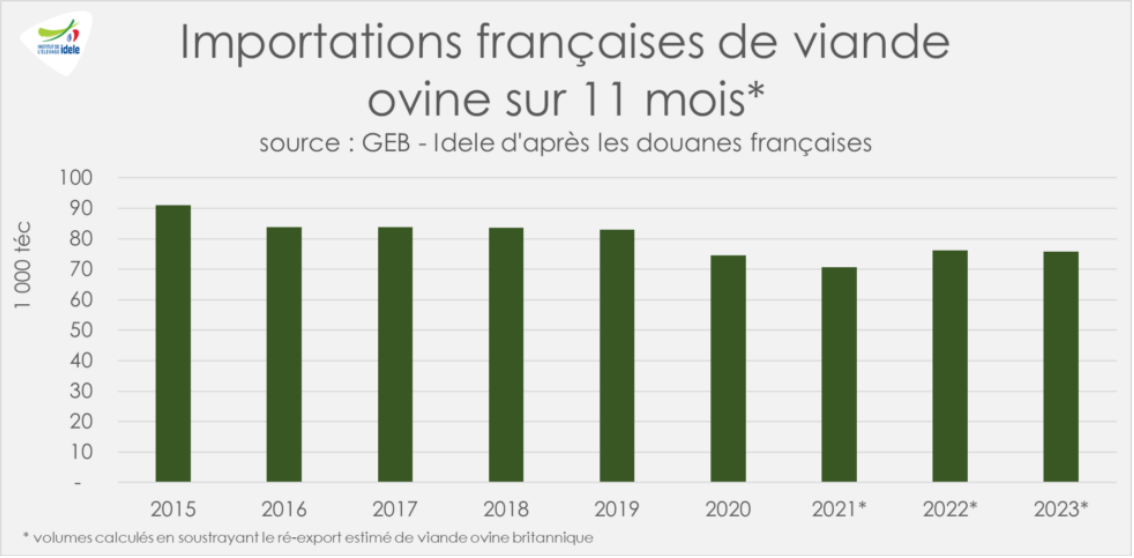


La chute des **importations d'agneaux vivants espagnols** (-41% /2022 soit -70 000 têtes sur 11 mois) participe à la baisse du disponible français en viande ovine et ce, malgré le recul conjoint des exportations françaises d'agneaux (-5% sur la même période).

Des importations toujours à la baisse en novembre

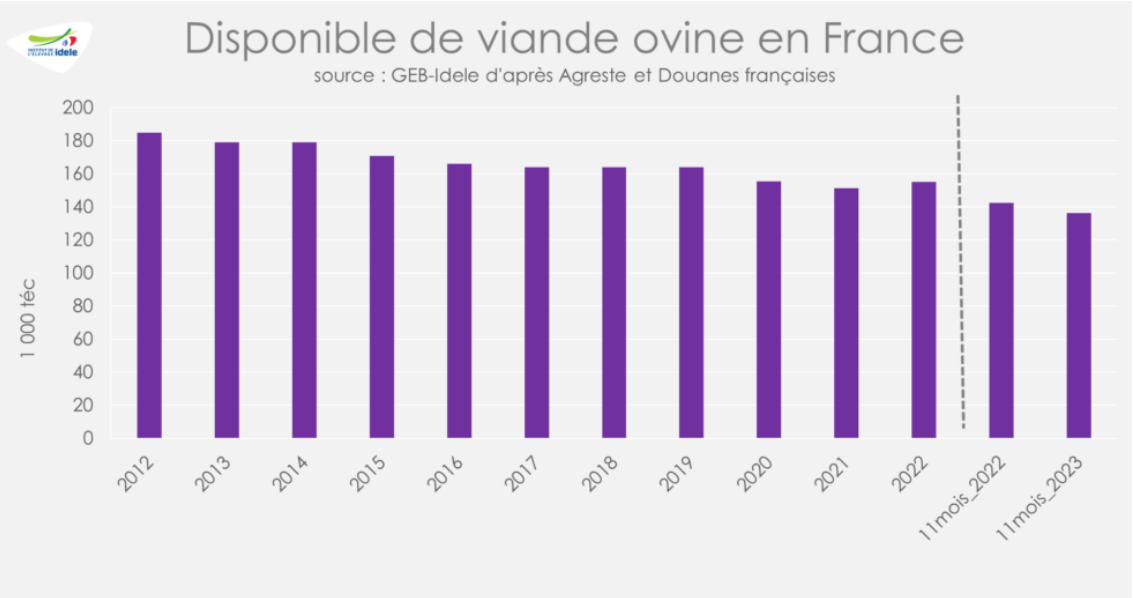
En **novembre**, les importations françaises de viande ovine ont continué de diminuer d'une année sur l'autre, de **-4%** /2022, à 6 700 téc. Seuls les achats de viande britannique ont encore augmenté (+5% /2022). Les importations en provenance de Nouvelle-Zélande restent ralenties (-9%), tout comme celles d'Espagne (-16%) après deux mois de sursaut successifs. Même tendance en provenance d'Irlande (-15% /2022).

De **janvier à novembre 2023,** 69 000 téc ont été importées en France, soit presqu'autant qu'en 2022 (**-1%** /2022), mais nettement moins qu'avant la pandémie de Covid-19 (-11% /moyenne 2015-2019). Seules les importations en provenance du Royaume-Uni ont progressé en 2023, d'une année sur l'autre.



Le disponible sur le marché français recule

Les abattages français sont en repli tandis que les importations restent modérées, ce qui affecte d'autant le disponible français : de **janvier à novembre**, il a fléchi de **-4%** /2022, et demeure nettement plus faible qu'avant la pandémie de covid-19, en repli de -11% par rapport à la moyenne 2015-2019.



Viande ovine » UE et monde »

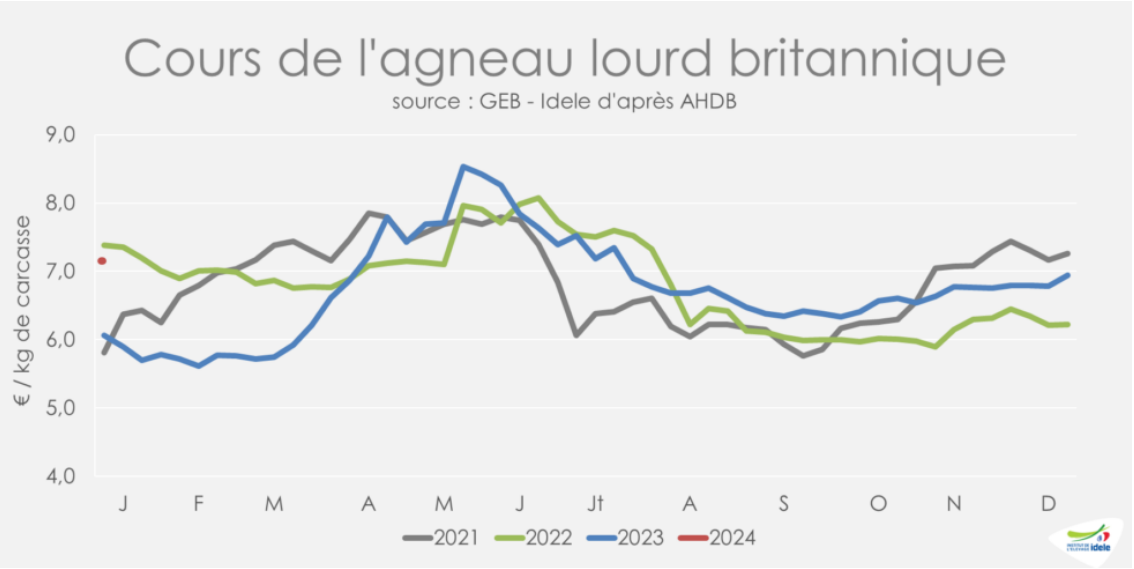
Baisse des exportations espagnoles et irlandaises en 2023

Dernière révision le 22 janvier 2024

La concurrence de l'agneau britannique et australien semble pénaliser les exportations irlandaises, tandis que les problèmes de production de l'Espagne freinent ses exportations. Le Royaume-Uni tire son épingle du jeu malgré une production stationnaire.

Royaume-Uni : le cheptel ovin enregistré à de bas niveaux

Le cours britannique a démarré l'année 2024 bien au-dessus de son niveau de l'an passé. À **7,14 €/kg** en semaine 2, il se situait +1,08 €/kg au-dessus de 2023 et -0,24 €/kg /2022.



La **production** britannique de viande ovine, égale à 261 000 t sur 11 mois 2023, a diminué très légèrement d'une année sur l'autre, de **-0,4%** /2022, mais plus fortement (-4%) par rapport à la moyenne 2015-2019.

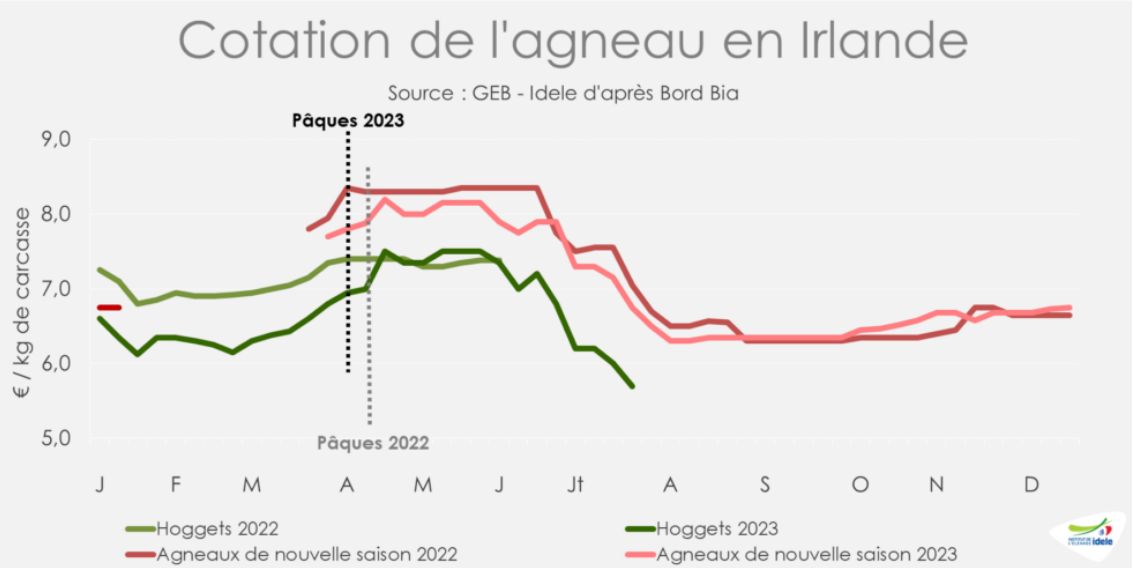
Malgré une production en léger repli, les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi de **+11%** sur 11 mois en 2023 en volume, dont +18% vers la France et +13% vers l'Allemagne. Elles ont doublé vers les Pays-Bas (plaque tournante), mais chuté vers l'Irlande (-40%). Attention, en 2022 les exportations britanniques n'avaient pas encore retrouvé leurs (meilleurs) niveaux d'avant Brexit.

Les **importations** de viande ovine, qui ont baissé d'une année sur l'autre au 1er semestre, se sont redressées très franchement ensuite (ex : x2 en novembre). Au total sur 11 mois, elles ont reculé tout de même de **-13%** /2022.

D'après le dernier recensement de *Defra*, **le cheptel ovin du Royaume-Uni est à son plus bas niveau depuis 12 ans**, avec 31,8 millions de têtes au 1er juin 2023, soit -4% /2022.

Irlande : faiblesse de la demande à l'export

La cotation du *Hogget* irlandais a débuté l'année entre ses niveaux de 2022 et 2023.
En semaine 2 de 2024 (se terminant le 14 janvier), elle s'établissait à **6,75 €/kg**, soit 0,40 €/kg au-dessus de son niveau de 2023, mais 0,35 €/kg sous de celui de 2022.

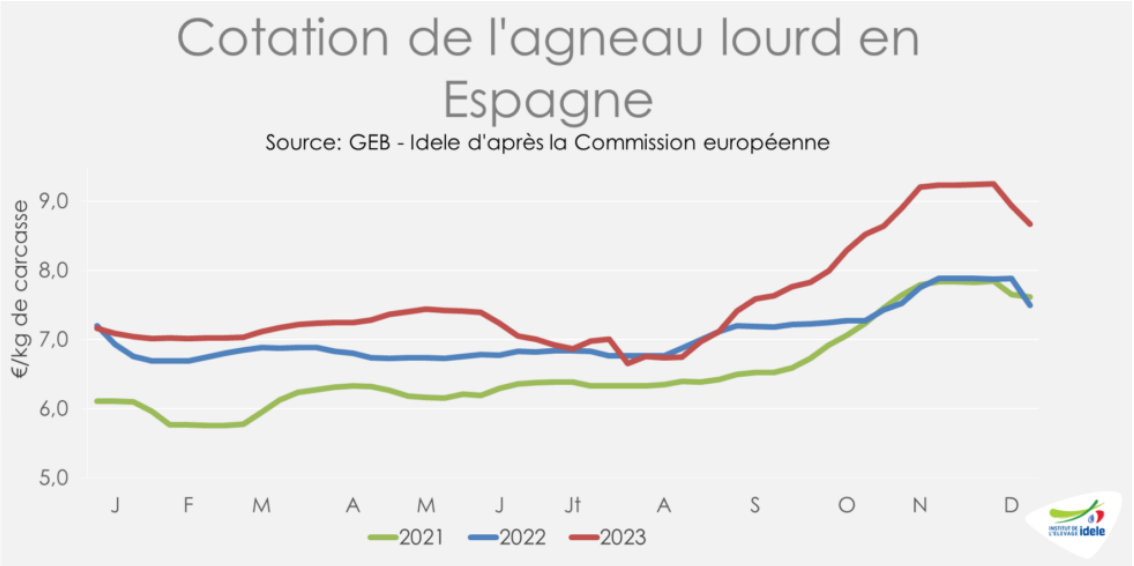


En 2023, les **abattages** d'ovins irlandais en effectifs ont régressé de **-1%** /2022 sur 11 mois. Les effectifs d'agneaux abattus ont légèrement progressé, de +1% /2022, et ceux des réformes nettement reculé, de -8%.
L'évolution est par ailleurs positive en termes de **viande ovine produite** : **+3%** /2022 du fait de la hausse des poids de carcasse moyens des agneaux (+4% à 21,5 kgéc). Le poids moyen de carcasse des réformes est en revanche stable, à 25,3 kgéc.

Malgré une production haussière, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont baissé de **-6% /**2022 sur 11 mois, dont -8% vers la France. Elles ont par ailleurs augmenté de +4% vers le Royaume-Uni.

Espagne : un bilan plutôt négatif fin 2023

Le cours espagnol a traditionnellement chuté d'une semaine sur l'autre en semaine 52 de 2023, de – 0,27 €/kg, mais est resté relativement élevé à **8,67 €/kg**, soit +1,17 € /2022 et +1,01 €/2021.



La **production** abattue a reculé de **-9%** d'une année sur l'autre, à 90 000 t sur dix mois. La légère baisse des poids moyens de carcasse des agneaux a accentué la baisse des effectifs ovins abattus (-7% /2022) sur la production de viande d'agneau (-8%). Les réformes se sont repliées de -14% sur 10 mois et là encore, leur allègement a provoqué une baisse plus forte des volumes produits (-16% /2022).

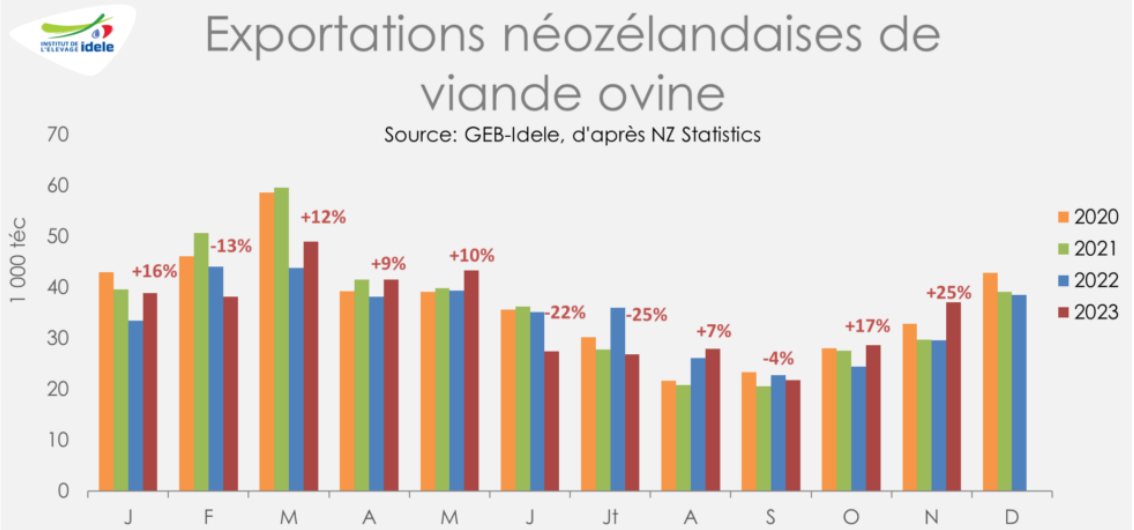
Du côté des **exportations**, la tendance se poursuit : baisse des envois de vifs comme des envois de viande ovine. Les exportations de viande ovine espagnoles se sont en effet repliées sur 10 mois, de **– 7%** /2022, à 38 000 téc, principalement du fait d'un important recul de la demande des pays du Moyen-Orient (par exemple -45% /2022 vers le Qatar) et de l'Allemagne (-40%).

Les **envois d'agneaux vivants** ont régressé de **-5%** /2022 sur 10 mois, principalement vers la Jordanie. De même, les exports de réformes ont subi une baisse plus importante, de -35% /2022, via une contraction de la demande italienne.

Nouvelle-Zélande : reprise des envois en octobre et novembre

Sur 11 mois, la **production** de viande ovine néozélandaise a augmenté de **+1%** /2022, à 400 625 t.

La hausse des **exportations** de viande ovine est plus importante : **+2%** /2022 sur 11 mois, à 380 000 téc. Ces dernières reculent nettement vers le Royaume-Uni (-13%), mais augmentent par ailleurs vers l'UE-27 (+4%) et davantage encore vers la Chine (+11%).



Selon *Farmers Weekly,* les **conflits en Mer Rouge** et la **sécheresse qui frappe le canal du Panama** depuis l'été dernier favorisent les exportations néozélandaises vers la Chine, plutôt que vers l'Europe (allongement du trajet de plusieurs semaines pour aller vers l'Europe ou le Moyen-Orient).

Autre point négatif pour la Nouvelle-Zélande : la **sécheresse annoncée pour 2024** qui, si elle se confirmait, pourrait venir impacter la production de ruminants.

L’approvisionnement des laiteries toujours en repli face à un frémissement des fabrications

Dernière révision le 22 janvier 2024

La collecte française de lait de chèvre a enregistré une baisse saisonnière très prononcée en novembre 2023. Dans le même temps, les fabrications de fromages retrouvent de la vigueur probablement en lien avec la reprise des achats des ménages.

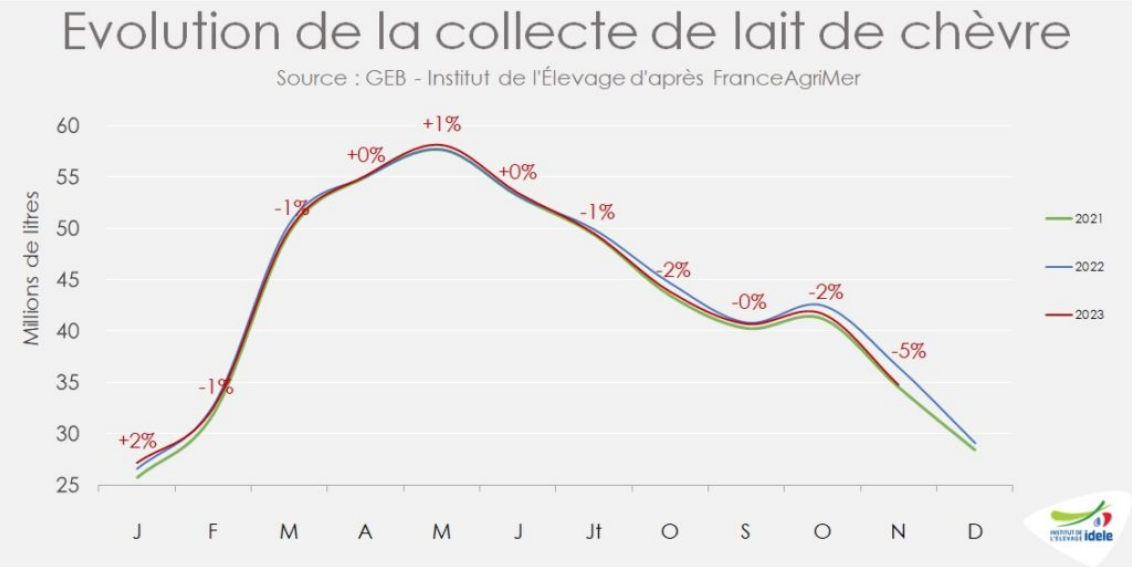
Les imports de produits de report sont moins ralenties tandis que les exportations de formages ont nettement fléchi.

L’approvisionnement des laiteries toujours réduit face à un frémissement des fabrications

Dernière révision le 22 janvier 2024

La collecte française de lait de chèvre a enregistré une baisse saisonnière très prononcée en novembre 2023. Dans le même temps, les fabrications de fromages retrouvent de la vigueur probablement en lien avec la reprise des achats des ménages. Les imports de produits de report sont moins ralenties tandis que les exportations de formages ont nettement fléchi.

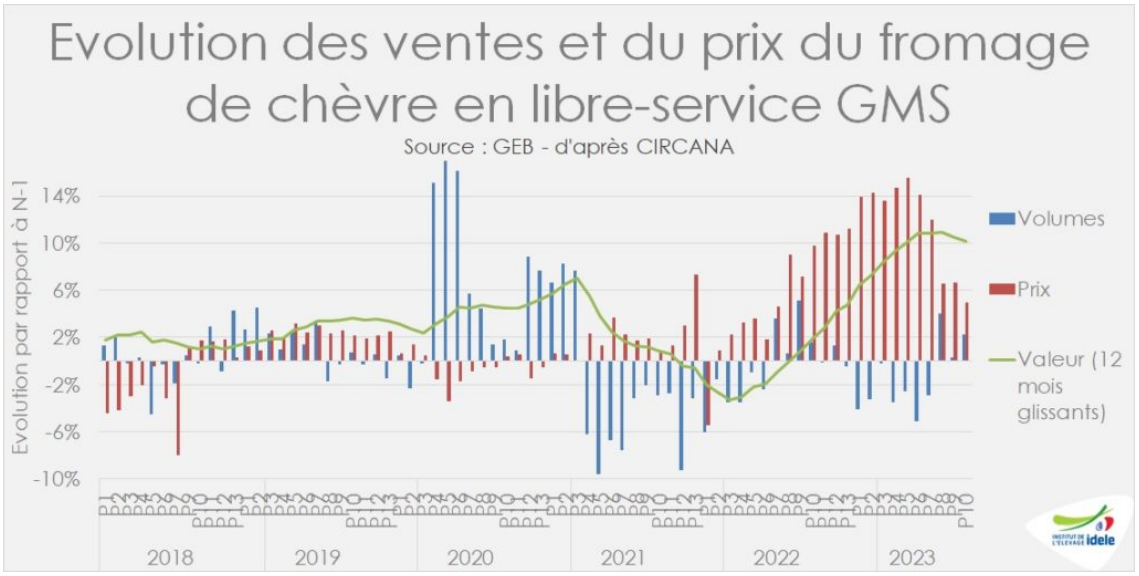
Fort recul de la collecte de lait de chèvre



La collecte nationale en lait de chèvre a de nouveau reculé en novembre de -1,7 ML litres de lait (-5% /2022), à près de 35 ML de litres. La collecte cumulée sur les 11 premiers mois de l’année s’établit à 486 ML de litres, soit-1% /2022.

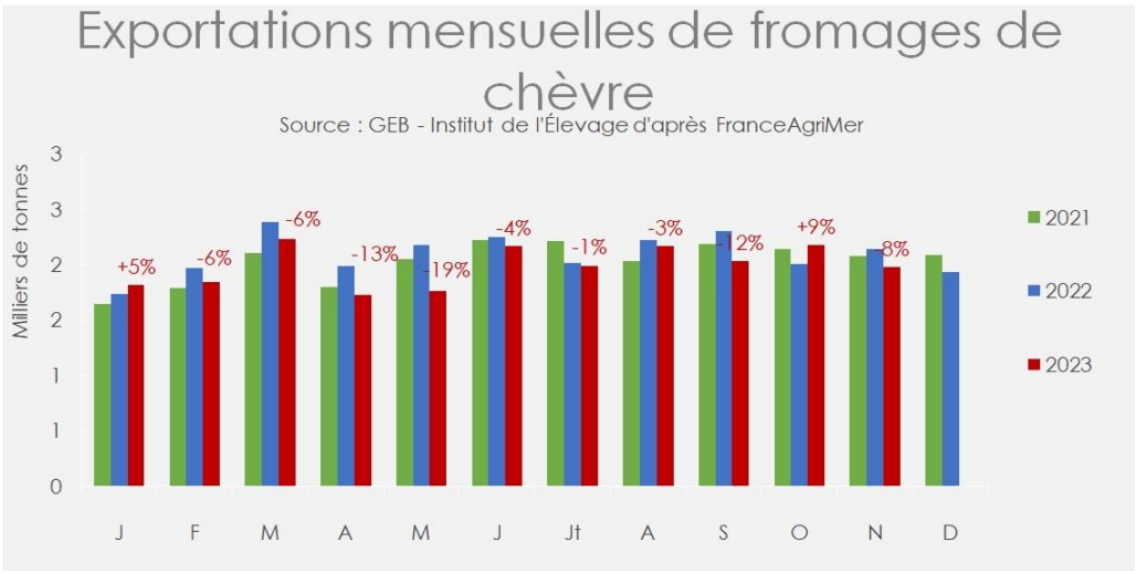
Les importations ont également baissé en novembre, de -3% /2022 à 5,3 ML. On observe cependant une évolution importante dans le profil des importations de produits de report caprins qui étaient dans une dynamique de recul à deux chiffres depuis le début de l’année par rapport à 2022 (-31% au 1er trimestre, -26% au 2ème trimestre, -23 au 3ème trimestre), en lien avec une consommation peu dynamique. On pourrait en déduire qu’en novembre les industriels sont dans une approche d’ajustement des approvisionnements face à une collecte nationale nettement repliée. Le cumul des importations de janvier à novembre s’établit à plus de 49 ML de lait, soit une baisse de -25% /2022. Au bilan, l’approvisionnement total en lait de chèvre en novembre s’établit à plus 40 ML, soit en retrait de -4% d’une année sur l’autre. Le cumul sur les 11 premiers mois de l’année fait état d’un approvisionnement total de près de 536 ML, soit une baisse de -4% /2022.

Reprise des achats des ménages et recul des exportations



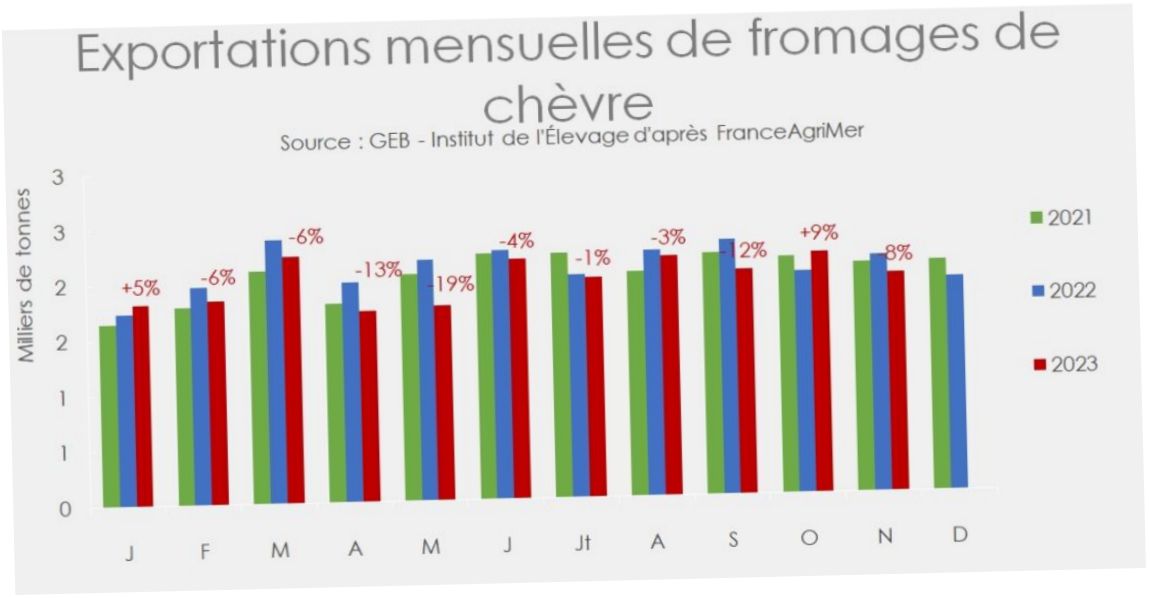
Les dernières données de CIRCANA confirment la reprise de la demande domestique en fromages de chèvre observée depuis le mois d'août. Ainsi, en octobre les ventes de fromages de chèvre en rayon libre-service ont progressé de +2,2% /2022, à 4 030 t. Cette tendance de reprise des achats des ménages a eu lieu parallèlement à un repli des exportations.

En novembre, les expéditions françaises de fromages de chèvre ont nettement fléchi de -8% /2022 à près de 2 000 t. Le cumul des expéditions de janvier à novembre s'établit à près de 22 000 t de fromages, soit une baisse cumulée de -6% en un an.



Frémissement des fabrications de fromages de chèvre

En réaction à cette timide reprise de la consommation, les fabrications de fromages de chèvre ont progressé de +1% /2022 en novembre. A près de 89 000 t en cumul de janvier à novembre, la production industrielle de fromages de chèvre a baissé de -2% /2022, soit plus de 2 000 t de moins sur la même période.


Exportations mensuelles de fromages de chèvre
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer
Milliers de tonnes
3
3
2
2
1
1
0
+5%
-6%
-6%
-13%
-19%
-4%
-1%
-3%
2%
+9%
8%
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D
2021
2022
2023

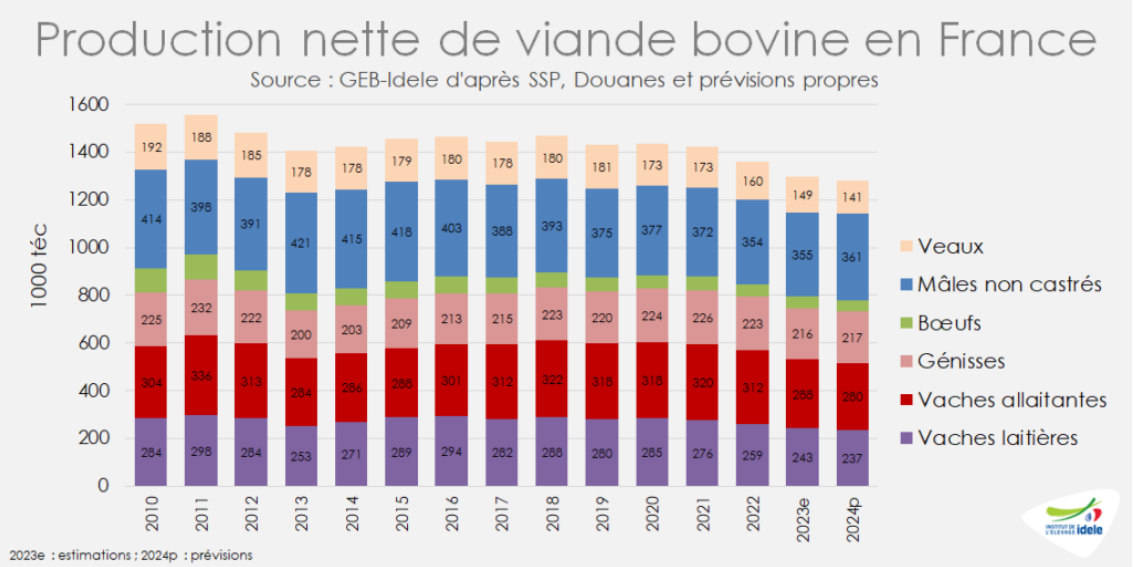
Prévisions viande bovine 2024 : La production baisse encore, mais moins vite qu'en 2023

Dernière révision le 22 janvier 2024

La production de viande bovine devrait baisser en 2024 pour la 4ème année consécutive. La réduction persistante des cheptels laitier et allaitant depuis 7 ans limite en effet le nombre de bovins disponibles pour la production de viande, malgré la renationalisation de l'engraissement de jeunes bovins qui constitue la principale parade à cette baisse de production. Une consommation quasi-stable entraînerait alors un rebond des importations de viande. Les exportations de broutards continueraient de baisser significativement.

-1,2% pour la production française de viande bovine en 2024

Après deux années consécutives de baisse de l'ordre de -5%, la production nette de bovins finis reculerait encore en 2024, mais à un rythme plus faible : -1,2% /2023 à 1,282 million de tonnes équivalent carcasse.



Repli de la production de femelles

Après un net recul en 2023 (-5,9% /2022), les abattages de femelles devraient continuer de baisser en 2024, mais plus modérément (-1,8%).

La décapitalisation du cheptel de vaches allaitantes, entamée à l'été 2016, a décéléré courant 2023 : le rythme annuel de baisse du nombre de vaches présentes est passé de -3,0% fin 2022 à -2,1% fin 2023 sur un an. Les entrées de primipares en 2023 se sont réduites, mais pas autant que les réformes qui ont accusé une très forte baisse. **Ce ralentissement de la décapitalisation pourrait se poursuivre en 2024** pour se situer en fin d'année à -1,7% /2023. **La baisse des sorties de vaches serait alors de -3,1% en têtes en 2024.** Les poids moyens pourraient continuer d'augmenter (+0,3%) compte tenu de l'évolution génétique des troupeaux, ce qui permettrait de limiter la baisse en tonnage à -2,8% pour les vaches allaitantes.

Les abattages de génisses seraient quant à eux stables (= en têtes et +0,2% en téc) compte tenu d'un effectif relativement étoffé au 1er décembre dans les fermes françaises d'après la BDNI.

La décapitalisation laitière a elle aussi ralenti en 2023, passant de -2,3% fin 2022 à -1,9% fin 2023. Comme dans le cheptel allaitant, **ce ralentissement se poursuivrait** (-1,6% en fin d'année 2024), grâce à un prix du lait attractif pour les producteurs et des stocks fourragers plutôt conséquents fin 2023. Ceci irait de pair avec une rétention des vaches en élevages, d'autant que les génisses de renouvellement prêtes à entrer en production en 2024 restent peu nombreuses. **Les réformes de vaches laitières devraient donc encore reculer : – 2,5% /2023**, en têtes comme en tonnage dans l'hypothèse d'un poids moyen stable.

Hausse des sorties de taurillons (+2%)

La production française de mâles non castrés augmenterait de près de +2% en 2024.

Le déclin de l'engraissement de jeunes bovins de type lait semble ralentir d'après les effectifs de mâles laitiers en BDNI. Les abattages de JB laitiers pourraient donc être stables en 2024. Cette meilleure résistance pourrait être liée au plus fort taux de contractualisation enregistré dans cette production.

La production de jeunes bovins de type viande devrait augmenter, les effectifs de mâles à sortir en 2024 étant en hausse, avec un peu plus de sorties au 1er semestre, mais un peu moins au second. Cette reprise s'expliquerait par la réorientation partielle de broutards vers les engraisseurs français et le développement de la contractualisation.

Le poids moyen des carcasses des jeunes bovins progresserait légèrement, du fait d'une plus grande proportion d'animaux de type viande, plus lourds que les laitiers et croisés, mais également de la génétique des jeunes bovins de race à viande.

Érosion de la production de bœufs

Le recul structurel de la production de bœufs devrait se poursuivre en 2024, mais à un rythme fortement ralenti (-1% après les -10% enregistrés en 2023). Leur poids moyen continuerait de baisser, en lien avec le rajeunissement des animaux et avec la moindre proportion de bœufs de race à viande pure au profit de croisés.

Toujours moins de veaux de boucherie

Après deux années de très fort recul (-7% en 2022 et en 2023), la production de veaux de boucherie devrait poursuivre sa baisse structurelle en 2024 (-5%).

La production de veaux de boucherie fait face à de nombreux défis qui conduisent à une baisse de production structurelle : une consommation peu dynamique qui incite les intégrateurs à réguler la production pour maintenir un marché fluide, des départs en retraite non remplacés et la forte croissance des coûts de construction de nouveaux bâtiments … A partir du printemps 2022, les coûts alimentaires et énergétiques très élevés ont par ailleurs conduit les intégrateurs à réduire les mises en place, si bien que la production de veau a accusé deux années de suite des baisses de 7%. La production de veaux sous la mère est par ailleurs en difficulté et poursuivra son repli, d'autant que la réforme de la PAC, appliquée depuis 2023, lui est défavorable. En 2024, la baisse des abattages totaux de veaux pourrait être moindre, mais resterait significative (-5% /2023).

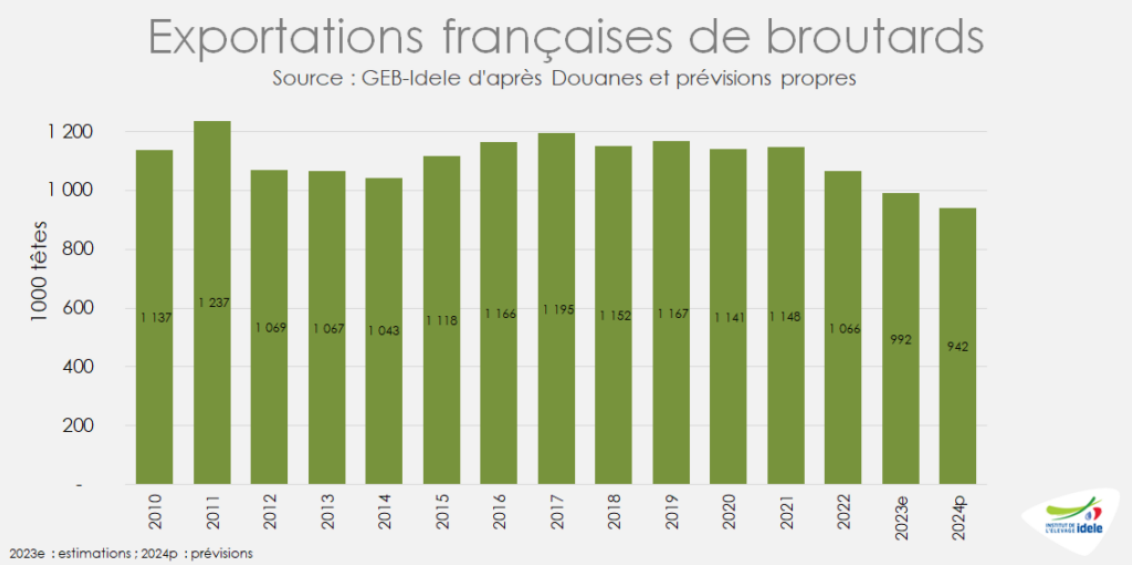
Comme en 2023, le poids moyen des veaux abattus resterait stable grâce à un marché qui devrait rester fluide, d'autant que la production néerlandaise semblerait plutôt ralentir. Les tonnages abattus seraient ainsi en baisse de -5%.

Toujours moins de broutards à exporter

Après la chute enregistrée en 2023 (-7%), les exportations de broutards baisseraient encore de -5% en 2024 (-50 000 têtes) du fait de la contraction des disponibilités et d'une relocalisation partielle de l'engraissement en France.

La baisse du cheptel allaitant (-2,1%) et le dynamisme des vêlages d'automne conduiront à un recul des naissances prononcé sur la principale période de vêlage, de décembre à avril, conduisant à un repli du disponible en broutards.

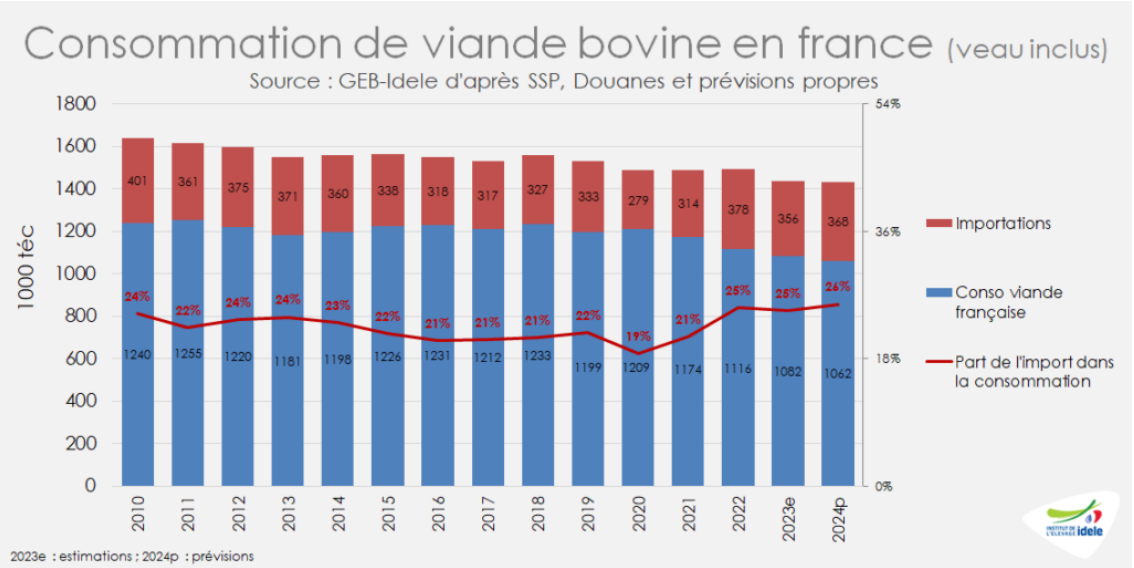
Comme l'an dernier, la demande pour l'engraissement en France serait par ailleurs relativement dynamique, de nombreuses initiatives étant à l'œuvre pour contrecarrer la baisse de production. Le disponible exportable en vif devrait donc se réduire. Les exportations de broutards pourraient toutefois baisser moins fortement que les deux années précédentes, les engraisseurs italiens étant fortement dépendants des broutards français.



Hausse des importations pour une quasi-stabilité de la consommation

En 2024, la consommation de viande bovine pourrait être quasiment stable (-0,5%). Cette stabilité nécessite toutefois une hausse des importations. Les volumes exportés devraient légèrement se redresser après la forte baisse de 2023.

Nous prévoyons une quasi-stabilité de la consommation par bilan en 2024 (-0,5% /2023). En effet, le bœuf reste attractif pour les consommateurs qui ont déjà restreint leur consommation en 2023. Il est par ailleurs toujours bien mis en avant en restauration, ce qui lui donne à la fois une forte visibilité et l'accès au marché croissant de la RHD. Les Jeux olympiques et paralympiques amèneront par ailleurs quelques millions de touristes supplémentaires qui participeront au maintien de la consommation pendant l'été. **Toutefois, la consommation de viande française (VBF) se réduirait (-1,8% /2023) compte tenu de la baisse des abattages en France, notamment ceux de femelles.**



Les importations devraient rebondir (+3%) pour compenser le recul des abattages. Le différentiel de prix entre les vaches françaises et les vaches européennes reste en outre non négligeable début 2024, ce qui est favorable aux imports.

Les exportations de viande réaugmenteraient légèrement, alimentées par une production de jeunes bovins en hausse, d'autant que la demande pour la viande de JB français sur les marchés exports européens pourrait être plus forte qu'en 2023 du fait des baisses de production prévues en Allemagne, en Italie et en Pologne.